

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION

Bulletin officiel

Septembre 2010

Directeur de la publication : Guillaume Boudy
Rédactrice en chef : Pascale Compagnie
Secrétaire de rédaction : Éric Rouard
Contact : Véronique Van Temsche
Contact abonnement : Claude Gardeur

Imprimerie du ministère de la Culture
et de la Communication

Ministère de la Culture et de la Communication
Secrétariat général
Service des affaires financières et générales
Sous-direction des affaires immobilières et générales
Mission de la politique documentaire
182, rue Saint-Honoré, 75033 Paris Cedex 1. Tél : 01.40.15.38.29.

Abonnement annuel : 50 €

ISSN : 1295-8670 (version imprimée)
ISSN : 2105-2441 (version en ligne)

SOMMAIRE

Mesures de publication et de signalisation

Administration générale

- Page 9 Décision du 19 mai 2010 portant composition du comité technique paritaire régional de la direction régionale des affaires culturelles de Franche-Comté.
- Page 9 Décision du 19 mai 2010 portant composition du comité d'hygiène et de sécurité de la direction régionale des affaires culturelles de Franche-Comté.
- Page 10 Décision du 21 juin 2010 portant nomination des membres titulaires et suppléants du comité hygiène et sécurité régional (CHSR) placé auprès du comité technique paritaire régional de la direction régionale des affaires culturelles du Nord - Pas-de-Calais.
- Page 11 Décision du 21 juin 2010 portant nomination des membres au comité technique paritaire régional de la direction régionale des affaires culturelles du Nord - Pas-de-Calais.
- Page 12 Décision n° 2010/002 du 21 juin 2010 instituant et portant nomination des membres du comité technique paritaire régional auprès de la direction régionale de affaires culturelles d'Alsace.
- Page 13 Circulaire n° 2010/024 du 30 juillet 2010 relative à la passation et à la formalisation des marchés à procédure adaptée.
- Page 22 Décision du 7 septembre 2010 portant désignation des préfigureurs des directions des affaires culturelles d'outre-mer.
- Page 22 Décision du 13 septembre 2010 portant nomination des membres au comité technique paritaire régional de la direction régionale des affaires culturelles de Bourgogne.
- Page 23 Décision du 13 septembre 2010 portant nomination des membres au comité d'hygiène et de sécurité de la direction régionale des affaires culturelles de Bourgogne.
- Page 24 Arrêté du 15 septembre 2010 portant nomination des membres au comité technique paritaire ministériel.
- Page 25 Circulaire n° 2010/025 du 17 septembre 2010 relative à la mise en place de la commission ministérielle des projets immobiliers.
- Page 29 Décision du 17 septembre 2010 portant nomination à la commission ministérielle des projets immobiliers du ministère de la Culture et de la Communication.
- Page 29 Décision du 20 septembre 2010 portant nomination des membres au comité technique paritaire régional de la direction régionale des affaires culturelles du Centre.
- Page 30 Décision du 20 septembre 2010 portant nomination des membres au comité d'hygiène et de sécurité de la direction régionale des affaires culturelles du Centre.
- Page 31 Décision du 23 septembre 2010 relatif à l'intérim des fonctions de directeur régional des affaires culturelles de Bourgogne.

Architecture

Page 32	Décision du 14 septembre 2010 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M. Oumar Diarra).
Page 32	Décision du 14 septembre 2010 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M. Victor Pazos Chambilla).
Page 32	Décision du 14 septembre 2010 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M. Ali Serraj).
Page 33	Décision du 14 septembre 2010 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M ^{me} Anisa Gerollari).
Page 33	Décision du 14 septembre 2010 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M ^{me} Takako Sugi).
Page 33	Décision du 14 septembre 2010 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M ^{me} Samia Hajji).
Page 34	Décision du 14 septembre 2010 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M ^{me} Magda Abderrahmani).
Page 34	Décision du 14 septembre 2010 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M ^{me} Hinde Ben Yelles).
Page 34	Décision du 14 septembre 2010 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M ^{me} Malika Zine).
Page 35	Décision du 14 septembre 2010 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M. Mauricio Calero Ocampo).
Page 35	Décision du 14 septembre 2010 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M. Mohamed Lotfi Belhouari).
Page 36	Décision du 14 septembre 2010 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M ^{me} Fatima Bouabdillah).
Page 36	Décision du 14 septembre 2010 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M. Mohamed Zouhaier Bouhlel).
Page 36	Décision du 14 septembre 2010 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M. François Kenny Boobhun).
Page 37	Décision du 14 septembre 2010 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M ^{me} Iness Mahmoud Bouhlel).
Page 37	Décision du 14 septembre 2010 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M ^{me} Paula Junqueira Azevedo).
Page 37	Décision du 14 septembre 2010 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M. Mohamed Bel Haj Yahia).
Page 38	Décision du 22 septembre 2010 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M ^{me} Salma Iraqui).
Page 38	Décision du 22 septembre 2010 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M. François Codjo).
Page 38	Décision du 22 septembre 2010 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M. Karim Boukra).

Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou

- Page 39 Décision n° 0207-N du 7 septembre 2010 rectificative de la décision portant modification n° 2 à la délégation de signature du 26 mai 2010 du Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou.
- Page 39 Décision n° 187 du 29 septembre 2010 portant nomination d'un nouveau membre du comité technique paritaire du Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou.

Cinématographie

- Page 39 Décision du 1^{er} septembre 2010 portant nomination à la commission prévue à l'article 88 du décret n° 99-130 du 24 février 1999 relatif au soutien financier de l'industrie cinématographique.
- Page 40 Décision du 1^{er} septembre 2010 portant nomination à la commission d'aide à l'écriture et à la réécriture de scénarios prévue à l'article 52-1 du décret n° 99-130 du 24 février 1999 modifié relatif au soutien financier de l'industrie cinématographique.
- Page 41 Arrêté du 16 septembre 2010 portant nomination à la commission de classification des œuvres cinématographiques.
- Page 41 Décision du 20 septembre 2010 fixant la liste des établissements de formation pris en compte pour la contribution de certains éditeurs de services de télévision au développement de la production d'œuvres audiovisuelles.
- Page 42 Décision du 20 septembre 2010 fixant la liste des festivals pris en compte pour la contribution de certains éditeurs de services de télévision au développement de la production d'œuvres audiovisuelles.

Éducation artistique - Enseignement - Recherche

- Page 43 Arrêté du 28 avril 2010 portant prolongation de l'approbation du programme d'enseignement de la formation conduisant au diplôme de paysagiste DPLG dispensé par l'École nationale supérieure d'architecture et de paysage de Bordeaux.
- Page 43 Arrêté du 28 avril 2010 portant prolongation de l'approbation du programme d'enseignement de la formation conduisant au diplôme de paysagiste DPLG dispensé par l'École nationale supérieure d'architecture et de paysage de Lille.
- Page 44 Arrêté du 25 août 2010 habilitant l'École nationale supérieure d'architecture de Montpellier à délivrer le diplôme d'études en architecture conférant le grade de licence et le diplôme d'État d'architecte conférant le grade de master.
- Page 44 Arrêté du 25 août 2010 habilitant l'École nationale supérieure d'architecture de Montpellier à délivrer le diplôme d'études en architecture conférant le grade de licence et le diplôme d'État d'architecte conférant le grade de master dans le cadre de la formation professionnelle continue.
- Page 45 Décision du 3 septembre 2010 portant délégation de signature à l'École du Louvre.
- Page 46 Décision du 8 septembre 2010 portant nomination des membres titulaires et suppléants de l'administration au comité d'hygiène et de sécurité de l'École nationale supérieure des beaux-arts.

- Page 46 Arrêté du 27 septembre 2010 portant nomination des membres du comité technique paritaire de l'École nationale supérieure d'art de Dijon.
- Page 47 Arrêté du 29 septembre 2010 portant nomination des membres du comité d'hygiène et de sécurité de l'École nationale supérieure d'art de Dijon.

Livre et lecture

- Page 47 Arrêté du 16 septembre 2010 portant nomination de la présidente de la commission philosophie du Centre national du livre (M^{me} Barbara Cassin).

Monuments historiques

- Page 48 Arrêté n° 13 du 21 juin 2010 portant classement au titre des monuments historiques de l'hôtel Terrier de Santans, sis 68, Grande Rue à Besançon (Doubs).
- Page 51 Arrêté n° 14 du 30 juin 2010 portant classement au titre des monuments historiques du château de Cheverny (Loir-et-Cher), des façades et toitures de l'orangerie et la perspective nord-sud du parc.
- Page 52 Arrêté n° 15 du 8 juillet 2010 portant classement au titre des monuments historiques du château de Bailleul à Angerville-Bailleul (Seine-Maritime).
- Page 52 Arrêté n° 16 du 15 juillet 2010 portant classement au titre des monuments historiques de la maison dite Maison Couturier située 28, rue Rénier à Bordeaux (Gironde).
- Page 54 Arrêté n° 17 du 15 juillet 2010 portant classement au titre des monuments historiques de la partie ouest des écuries de l'ancien château de Buzancy à Buzancy (Ardennes).
- Page 55 Arrêté n° 18 du 30 juillet 2010 portant classement au titre des monuments historiques de l'ancien château des comtes-évêques de Melgueil à Maugeio (Hérault).
- Page 55 Arrêté n° 19 du 27 août 2010 portant classement au titre des monuments historiques de l'église de Turqueville (Manche).
- Page 56 Arrêté n° 20 du 27 août 2010 portant classement au titre des monuments historiques de l'église Saint-André à Grenoble (Isère).
- Page 57 Arrêté n° 21 du 27 août 2010 portant classement au titre des monuments historiques du manoir du Catel à Écretteville-lès-Baons (Seine-Maritime).
- Page 57 Arrêté n° 22 du 21 septembre 2010 portant classement au titre des monuments historiques du Centre historique minier de Lewarde (ancien site minier de la fosse Delloye de la compagnie des mines d'Aniche) à Lewarde (Nord).
- Page 58 Arrêté n° 23 du 24 septembre 2010 portant classement au titre des monuments historiques de l'appartement témoin et du hall d'entrée de l'unité d'habitation de Le Corbusier située à Firminy (Loire).
- Page 59 Arrêté n° 24 du 27 septembre 2010 portant classement au titre des monuments historiques de la chapelle de l'ancienne commanderie d'Épailly à Courban (Côte-d'Or).

Musées

- Page 59 Décision du 19 mai 2010 portant nomination des représentants de l'administration au comité technique paritaire du musée Rodin.
- Page 60 Décision du 19 mai 2010 portant nomination des représentants de l'administration au comité d'hygiène et de sécurité du musée Rodin.
- Page 60 Décision du 23 mai 2010 portant nomination des représentants du personnel au comité technique paritaire du musée Rodin.
- Page 61 Décision du 23 mai 2010 portant nomination des représentants du personnel au comité d'hygiène et de sécurité du musée Rodin.
- Page 61 Décision n° D-10/358 du 13 juillet 2010 portant nomination des représentants des organisations syndicales au comité technique paritaire de l'établissement public du musée du Quai Branly.
- Page 62 Décision n° D-10/359 du 13 juillet 2010 portant nomination des représentants des organisations syndicales au comité d'hygiène et de sécurité de l'établissement public du musée du Quai Branly.
- Page 63 Décision n° D-10/418 du 27 août 2010 modifiant la décision n° D-10/358 du 13 juillet 2010 portant nomination des représentants des organisations syndicales au comité technique paritaire de l'établissement public du musée du Quai Branly.
- Page 63 Décision n° D-10/419 du 27 août 2010 modifiant la décision n° D-10/359 du 13 juillet 2010 portant nomination des représentants des organisations syndicales au comité d'hygiène et de sécurité de l'établissement public du musée du Quai Branly.
- Page 64 Arrêté du 6 septembre 2010 portant nomination à la commission des acquisitions de l'établissement public du musée et du domaine national de Versailles.
- Page 64 Arrêté du 13 septembre 2010 portant nomination à la commission des acquisitions de l'établissement public du musée du Quai Branly.
- Page 64 Arrêté du 24 septembre 2010 portant renouvellement de chefs de départements de l'établissement public du musée du Louvre.

Musique, danse, théâtre et spectacles

- Page 65 Arrêté du 13 septembre 2010 portant nomination à la commission des acquisitions de l'établissement public de la Cité de la musique.

Opérateur du patrimoine et des projets immobiliers de la culture

- Page 65 Décision n° 2010-81 du 30 août 2010 portant délégation de signature à l'Opérateur du patrimoine et des projets immobiliers de la culture.

Patrimoine

- Page 69 Arrêté du 3 septembre 2010 portant affectation d'un directeur de projet.

Mesures d'information

Page 70 **Relevé de textes parus au *Journal officiel***

Page 78 **Réponses aux questions écrites**
(Assemblée nationale et Sénat)

Divers

Page 81 Liste des élèves ayant obtenu le diplôme d'État d'architecte conférant le grade de master (Lot 10Q).

Page 89 Liste des élèves ayant obtenu le diplôme d'État d'architecte conférant le grade de master (Lot 10R).

Page 90 Liste des élèves ayant obtenu l'habilitation de l'architecte diplômé d'État à l'exercice de la maîtrise d'œuvre en son nom propre (Lot 10S).

Page 92 Liste des élèves ayant obtenu le diplôme d'architecte diplômé par le gouvernement (Lot 10T).

Page 93 Annexe de l'arrêté du 15 septembre 2010 portant transfert de propriété des biens appartenant à l'État pris en application des dispositions de l'article L. 451-9 du Code du patrimoine (article 13 de la loi n° 2002-5 du 4 janvier 2002) (arrêté publié au *J.O* n° 223 du 25 septembre 2010) (Dijon).

Page 103 Bulletin d'abonnement.

Mesures de publication et de signalisation

ADMINISTRATION GÉNÉRALE

Décision du 19 mai 2010 portant composition du comité technique paritaire régional de la direction régionale des affaires culturelles de Franche-Comté.

Le directeur régional des affaires culturelles de Franche-Comté,

Vu le décret n° 82-447 du 28 mai 1982 relatif à l'exercice du droit syndical et notamment ses articles 14 et 16 ;

Vu le décret n° 82-452 du 28 mai 1982 modifié relatif aux comités techniques paritaires et notamment son article 11 ;

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique et notamment ses articles 40 et 41 ;

Vu le décret n° 86-538 du 14 mars 1986 modifié relatif à l'organisation des directions régionales des affaires culturelles, modifié par le décret n° 2004-1430 ;

Vu l'arrêté du 18 décembre 2009 relatif aux comités techniques paritaires du ministère de la Culture et de la Communication ;

Vu l'arrêté du 18 décembre 2009 organisant une consultation électorale au ministère de la Culture et de la Communication ;

Vu le procès-verbal établi par le bureau de vote en date du 2 avril 2010 ;

Vu l'arrêté du 11 janvier 2010 fixant le nombre de sièges accordés aux organisations syndicales représentatives dans le comité technique paritaire régional de la direction régionale des affaires culturelles de Franche-Comté ;

Vu les désignations notifiées par les syndicats CGT-Culture, et Sud-Culture Solidaires ;

Décide :

Art. 1^{er}. - Sont désignés représentants de l'administration au comité technique paritaire de la direction régionale des affaires culturelles de Franche-Comté :

* Membres titulaires :

- Lazare Paupert (président) ;

- Denis Belpaume ;

- Pierre Olivier Rousset.

* Membres suppléants :

- Pascal Mignerey ;

- Annie Cordelier ;

- Christian Chemin.

Art. 2. -

CGT-Culture 2 sièges	Sud-Culture Solidaires 1 siège
<u>Titulaires</u> Évelyne Tavernier Christophe Cupillard	<u>Titulaire</u> Gianfranca Vegliante
<u>Suppléants</u> Claire Jounin Hervé Lomazzi	<u>Suppléant</u> Thérèse Vannier

Le directeur régional des affaires culturelles de Franche-Comté,
Lazare Paupert

Décision du 19 mai 2010 portant composition du comité d'hygiène et de sécurité de la direction régionale des affaires culturelles de Franche-Comté.

Le directeur régional des affaires culturelles de Franche-Comté,

Vu le décret n° 82-447 du 28 mai 1982 relatif à l'exercice du droit syndical et notamment ses articles 14 et 16 ;

Vu le décret n° 82-452 du 28 mai 1982 modifié relatif aux comités techniques paritaires et notamment son article 11 ;

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique et notamment ses articles 40 et 41 ;

Vu le décret n° 86-538 du 14 mars 1986 modifié relatif à l'organisation des directions régionales des affaires culturelles, modifié par le décret n° 2004-1430 ;

Vu l'arrêté du 18 décembre 2009 relatif aux comités techniques paritaires du ministère de la Culture et de la Communication ;

Vu l'arrêté du 18 décembre 2009 organisant une consultation électorale au ministère de la Culture et de la Communication ;

Vu le procès-verbal établi par le bureau de vote en date du 2 avril 2010 ;

Vu l'arrêté du 11 janvier 2010 fixant le nombre de sièges accordés aux organisations syndicales représentatives dans le comité technique paritaire régional de la direction régionale des affaires culturelles de Franche-Comté ;

Vu les désignations notifiées par les syndicats CGT-Culture, CFDT-Culture, Sud-Culture Solidaires,

Décide :

Art. 1^{er}. - Sont désignés représentants de l'administration au comité d'hygiène et de sécurité de la direction régionale des affaires culturelles de Franche-Comté :

* Membres titulaires :

- Lazare Paupert (président) ;

- Denis Belpaume ;

- Pierre-Olivier Rousset.

* Membres suppléants :

- Christian Chemin

- Pascal Mignerey

- Annie Cordelier

Art. 2. -

CGT-Culture 3 sièges	Sud-Culture Solidaires 1 siège	CFDT-Culture 1 siège
<u>Titulaires</u> Christophe Cupillard Évelyne Tavernier Hervé Lomazzi	<u>Titulaire</u> Gianfranca Vegliante	<u>Titulaire</u> Agnès Bailly
<u>Suppléantes</u> Claire Jounin Danièle Roux Marlène Jungen	<u>Suppléante</u> Thérèse Vannier	<u>Suppléant</u> Patrick Blandin

Le directeur régional des affaires culturelles de Franche-Comté,
Lazare Paupert

Décision du 21 juin 2010 portant nomination des membres titulaires et suppléants du comité hygiène et sécurité régional (CHSR) placé auprès du comité technique paritaire régional de la direction régionale des affaires culturelles du Nord - Pas-de-Calais.

La directrice régionale des affaires culturelles du Nord - Pas-de-Calais,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions relatives à la fonction publique de l'État ;

Vu le décret n° 82-452 du 28 mai 1982 modifié relatif aux comités techniques paritaires ;

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu l'arrêté du 18 décembre 2009 instituant les comités techniques paritaires du ministère chargé de la culture ;

Vu l'arrêté du 18 décembre 2009 instituant les comités d'hygiène et de sécurité auprès des comités techniques paritaires du ministère chargé de la culture ;

Vu l'arrêté du 18 décembre 2009 organisant une consultation électorale au ministère chargé de la culture ;

Vu l'arrêté du 19 avril 2010 fixant le nombre de sièges attribués aux organisations syndicales représentatives au sein des comités d'hygiène et sécurité institués auprès des comités techniques paritaires régionaux des DRAC ;

Vu les lettres du 10 mai et du 26 mai 2010 de la CFDT-Culture ;

Vu la lettre du 26 mai 2010 de la CGT-Culture,

Décide :

Art. 1^{er}. - Sont nommés membres du comité hygiène et sécurité régional auprès de la direction régionale des affaires culturelles du Nord - Pas-de-Calais à

compter de la présente décision et pour une durée de trois ans en qualité de représentants de l'administration :

* Titulaires :

- M^{me} Véronique Chatenay-Dolto, présidente,
- M. Jacques Philippon,
- M^{me} Véronique Delobel.

* Suppléants :

- M. Pierre Cusenier,
- M. Antoine-Laurent Figuière,
- M. Yves Ledun.

Art. 2. - Sont nommés membres du comité hygiène et sécurité régional auprès de la direction régionale des affaires culturelles du Nord - Pas-de-Calais à compter de la date de la présente décision et pour une durée de trois ans en qualité de représentants du personnel :

* Titulaires :

CFDT-Culture :

- M^{me} Sarah Ait-Haddi,
- M. Baptiste Decaestecker,
- M. Jean-Charles Leyris.

CGT-Culture :

- M^{me} Samira Bassaid,
- M^{me} Peggy Le Roy.

* Suppléants :

CFDT-Culture :

- M^{me} Isabelle Barrois,
- M^{me} Valérie Giudicelli,
- M^{me} Martine Mocq.

CGT-Culture :

- M^{me} Anne Lefebvre,
- Non désigné.

Art. 3. - Sont nommés membres du comité hygiène et sécurité régional avec voix consultatives :

* En qualité de médecin de prévention :

- M^{me} Nathalie Chevalier, médecin coordonnateur pour la région.

* En qualité d'agents chargés de la mise en œuvre des règles d'hygiène et de sécurité (ACMO) :

- M. Jean-Marc Saich Hadi,
- M. Jean-Marie Patin,
- M^{me} Isabelle Pottier.

Art. 4. - Est invité en qualité d'expert permanent :

- M^{me} Catherine Madoni ou son représentant (STAP 62).

Art. 5. - Est invité en qualité d'inspecteur hygiène et sécurité :

- M. Yann Rogier.

Art. 6. - La présidence sera assurée par M^{me} Véronique Chatenay-Dolto, directrice régionale des affaires culturelles du Nord - Pas-de-Calais.

Art. 7. - La directrice régionale des affaires culturelles du Nord - Pas-de-Calais est chargée de l'exécution de la présente décision.

La directrice régionale des affaires culturelles
du Nord - Pas-de-Calais,
Véronique Chatenay Dolto

Décision du 21 juin 2010 portant nomination des membres au comité technique paritaire régional de la direction régionale des affaires culturelles du Nord - Pas-de-Calais.

La directrice régionale des affaires culturelles,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État ;

Vu le décret n° 82-452 du 28 mai 1982 modifié relatif aux comités techniques paritaires ;

Vu l'arrêté du 18 décembre 2009 instituant les comités techniques paritaires du ministère chargé de la culture, modifié par l'arrêté du 9 avril 2010, et notamment son article 7 ;

Vu l'arrêté du 18 décembre 2009 organisant une consultation électorale au ministère chargé de la culture, modifié par l'arrêté du 6 janvier 2010 ;

Vu l'arrêté du 9 avril 2010 fixant le nombre de sièges attribués aux organisations syndicales représentatives au sein des comités techniques paritaires des directions régionales des affaires culturelles ;

Vu le procès-verbal en date du 2 avril 2010, établi en application des dispositions de l'article 7 de l'arrêté du 18 décembre 2009 organisant une consultation électorale au ministère chargé de la culture, modifié par l'arrêté du 6 janvier 2010 ;

Vu les lettres du 10 mai et du 26 mai 2010 de la CFDT-Culture ;

Vu la lettre du 26 mai 2010 de la CGT-Culture,

Décide :

Art. 1^{er}. - Sont nommés membres titulaires représentants de l'administration au comité technique paritaire régional institué auprès de la directrice régionale des affaires culturelles, à compter de la date

de la présente décision et pour une durée de trois ans, les personnes ci-après désignées :

- M^{me} Véronique Chatenay-Dolto, présidente,
- M^{me} Véronique Delobel,
- M. Jacques Philippon,
- M. Pierre Cusenier.

Art. 2. - Sont nommés membres suppléants représentants de l'administration au comité technique paritaire régional institué auprès de la directrice régionale des affaires culturelles, à compter de la date de la présente décision et pour une durée de trois ans, les personnes ci-après désignées :

- M. Antoine-Laurent Figuière,
- M^{me} Isabelle Pottier,
- M. Gérard Fosse,
- M^{me} Catherine Madoni.

Art. 3. - Sont nommés membres titulaires représentants du personnel au comité technique paritaire régional institué auprès de la directrice régionale des affaires culturelles, à compter de la date de la présente décision et pour une durée de trois ans, les personnes ci-après désignées :

* Au titre de la CFDT-Culture :

- M^{me} Sarah Ait-Haddi,
- M^{me} Valérie Giudicelli,
- M. Jean-Charles Leyris.

* Au titre de la CGT-Culture :

- M^{me} Samira Bassaid.

Art. 4. - Sont nommés membres suppléants représentants du personnel au comité technique paritaire régional institué auprès de la directrice régionale des affaires culturelles, à compter de la date de la présente décision et pour une durée de trois ans, les personnes ci-après désignées :

* Au titre de la CFDT-Culture :

- M^{me} Isabelle Barrois,
- M. Baptiste Decaestecker,
- M^{me} Martine Mocq.

* Au titre de la CGT-Culture :

- M^{me} Peggy Le Roy.

Art. 5. - La directrice régionale des affaires culturelles est chargée de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

La directrice régionale des affaires culturelles
du Nord - Pas-de-Calais,
Véronique Chatenay Dolto

Décision n° 2010/002 du 21 juin 2010 instituant et portant nomination des membres du comité technique paritaire régional auprès de la direction régionale des affaires culturelles d'Alsace.

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État ;

Vu le décret n° 82-447 du 28 mai 1982 relatif à l'exercice du droit syndical dans la fonction publique ;

Vu le décret n° 82-452 du 28 mai 1982 modifié relatif aux comités techniques paritaires ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements, notamment son article 39 ;

Vu le décret n° 2010-633 du 8 juin 2010 relatif à l'organisation et aux missions des directions régionales des affaires culturelles ;

Vu l'arrêté du 18 décembre 2009 instituant les comités techniques paritaires du ministère chargé de la culture ;

Vu l'arrêté en date du 9 avril 2010, du secrétaire général du ministère de la Culture et de la Communication, fixant le nombre de sièges accordés aux organisations syndicales représentatives au sein des comités techniques paritaires des directions régionales des affaires culturelles ;

Vu l'arrêté SGARE 2009/039 du 6 avril 2009 du préfet de la région Alsace portant délégation de signature à M. Denis Louche, directeur régional des affaires culturelles d'Alsace ;

Vu la circulaire du 23 avril 1999 du ministère de la Fonction publique, de la Réforme de l'État et de la Décentralisation relative à l'application du décret n° 82-452 du 28 mai 1982 relatif aux comités techniques paritaires ;

Vu la décision n° 2010/001 du 11 juin 2010 instituant et portant nomination des membres du comité technique paritaire régional auprès de la direction régionale des affaires culturelles d'Alsace ;

Vu le courrier en date du 26 mai 2010 de la CGT-Culture ;

Vu le courrier en date du 2 juin 2010 de SUD-Culture Solidaires ;

Vu le courrier en date du 6 juin 2010 de CFDT-Culture ;

Sur proposition du directeur régional des affaires culturelles d'Alsace,

Décide :

Art. 1^{er}. - Est institué le comité technique paritaire régional du ministère de la Culture et de la Communication auprès de la direction régionale des affaires culturelles d'Alsace.

Art. 2. - Sont nommés membres du comité technique paritaire régional placé auprès de la direction régionale des affaires culturelles d'Alsace, pour une durée de trois ans, en qualité de :

1) Représentants de l'administration :

* Membres titulaires :

- M. Denis Louche, président,
- M. Serge Brentrup,
- M. Raymond Theiller.

* Membre suppléants :

- M^{me} Anne Mistler,
- M^{me} Anne Didelot,
- M. Simon Piechaud.

2) Représentants du personnel :

* Membres titulaires :

- M. Frédéric Grzesiak, SUD-Culture Solidaires,
- M^{me} Micheline Longuet, CGT-Culture,
- M^{me} Marie-Dominique Waton, CFDT-Culture.

* Membres suppléants :

- M. Gérard Roblin, SUD-Culture Solidaires,
- M^{lle} Clémentine Albertoni, CGT-Culture,
- NN..., CFDT-Culture.

Art. 3. - La présente décision annule et remplace la décision n° 2010/001 du 11 juin 2010.

Art. 4. - Le directeur régional des affaires culturelles et le secrétaire général de la DRAC sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Alsace.

Pour le préfet de la région Alsace et par délégation :
Le directeur régional des affaires culturelles d'Alsace,
Denis Louche

Circulaire n° 2010/024 du 30 juillet 2010 relative à la passation et à la formalisation des marchés à procédure adaptée.

Le secrétaire général,

Référence des textes :

Vu le Code des marchés publics ;

Vu la circulaire du 29 décembre 2009 relative au guide de bonnes pratiques en matière de marchés publics ;

Vu la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la

maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée,

Préambule

Par un arrêt en date du 10 février 2010, le Conseil d'État a annulé les dispositions du décret du 19 décembre 2008⁽¹⁾ qui ont relevé de 4 000 à 20 000 euros HT le seuil fixé au dernier alinéa de l'article 28 du Code des marchés publics, en deçà duquel le pouvoir adjudicateur peut passer un marché sans publicité ni mise en concurrence préalables. Cette annulation a pris effet au 1^{er} mai 2010 et ne concerne donc que les marchés signés à compter de cette date.

L'arrêt ne constitue pas une remise en cause du régime juridique applicable aux marchés à procédure adaptée (MAPA) mais a seulement eu pour conséquence le retour à l'état du droit antérieur à l'entrée en vigueur du décret du 19 décembre 2008.

Le juge a considéré que c'est en vertu d'un examen au cas par cas de chaque marché qu'un pouvoir adjudicateur peut « décider que le marché sera passé sans publicité, voire sans mise en concurrence, dans les seuls cas où il apparaît que de telles formalités sont impossibles ou manifestement inutiles en raison de l'objet du marché, de son montant ou du degré de concurrence dans le secteur considéré. ».

Si cet examen le conduit à considérer que seuls quelques opérateurs, voire un seul, sont susceptibles d'être intéressés, il peut alors les solliciter directement afin qu'ils produisent des devis pour la prestation en cause.

Cette hypothèse suppose toutefois que le pouvoir adjudicateur soit en mesure de prouver que toutes les entreprises susceptibles d'être intéressées ont bien été contactées, ce qui ne peut résulter que d'une analyse économique du secteur professionnel concerné.

En conséquence, dans un souci de sécurité juridique, les marchés publics d'un montant supérieur à 4 000 euros hors taxes doivent être précédés de mesures de publicité et de mise en concurrence, à l'exclusion de ceux pour lesquels des circonstances particulières justifient l'absence de telles mesures (cf. dernier alinéa de l'article 28 du Code des marchés publics) et de ceux qui entrent dans le champ d'application du II de l'article 35 de ce même code, relatif aux marchés négociés sans publicité ni mise en concurrence.

⁽¹⁾ N° 2008-1356 relatif au relèvement de certains seuils du Code des marchés publics.

Titre 1 - Définition des marchés publics

Un marché public est un contrat conclu à titre onéreux par un pouvoir adjudicateur soumis au Code des marchés publics (État, ses établissements publics à caractère autre qu'industriel et commercial, collectivités locales et leurs établissements publics), avec un ou des opérateurs économiques publics ou privés pour répondre à ses besoins en matière de travaux, de fournitures et de services, quel que soit le montant des prestations concernées et donc dès le 1^{er} euro de commande.

Titre 2 - Modalités d'appréciation des seuils

Les marchés publics peuvent être passés selon une procédure adaptée soit en fonction de leur objet - marchés de services relevant de l'article 30 du Code des marchés publics - soit en fonction de leur montant.

Dans ce dernier cas, l'évaluation du montant du besoin et donc, l'appréciation du seuil de procédure à respecter, s'effectue de la façon suivante, quel que soit le nombre d'opérateurs auxquels il est fait appel et le nombre de marchés à passer (cf. art. 27 CMP) :

- pour les travaux : doit être prise en compte la valeur globale des travaux se rapportant à une opération ainsi que la valeur des fournitures nécessaires à leur réalisation ;
- pour les fournitures et services : doit être prise en considération la valeur des fournitures ou services considérés comme homogènes soit en raison de leurs caractéristiques propres (ex. : fournitures de bureau) soit parce qu'ils constituent une unité fonctionnelle, qui se définit comme une pluralité de services ou de fournitures concourant à un même objet.

Pour les besoins récurrents, la durée prise en compte pour l'évaluation des besoins est l'année civile. Pour les besoins ponctuels, il convient de prendre en compte la durée réelle du besoin.

L'évaluation des besoins doit être sincère et raisonnable et ne doit en aucun cas conduire à scinder artificiellement les besoins ni à les sous-estimer volontairement pour rester en-dessous d'un seuil.

En conséquence, un marché passé selon une procédure adaptée en raison de son montant ne peut donner lieu à la passation d'avenants qui conduiraient à en augmenter le montant jusqu'à ce qu'il dépasse le seuil des procédures formalisées.

Titre 3 - Niveau et support de publicité

Il faut que les modalités de publicité soient appropriées aux caractéristiques du marché et notamment à son

objet, à son montant, au degré de concurrence entre les entreprises concernées et aux conditions dans lesquelles il est passé⁽²⁾. Le support de publicité retenu doit assurer l'efficacité de l'achat et donc permettre une mise en concurrence effective.

Chapitre I - Marchés inférieurs à 4 000 euros HT

Même si ces marchés peuvent ne pas être précédés de mesures de publicité et de mise en concurrence préalable, il est recommandé de demander la production d'un devis à plusieurs opérateurs, dans un souci de bonne gestion des deniers publics. Par ailleurs, les offres spontanées d'opérateurs ayant eu connaissance du besoin du pouvoir adjudicateur et de son projet de passer un marché doivent être examinées.

Chapitre II - Marchés supérieurs à 4 000 euros HT

Les marchés publics n'entrant pas dans le champ de l'article 35-II du Code des marchés publics (marchés négociés sans publicité préalable), dont le montant estimé est supérieur à 4 000 euros hors taxes, doivent donner lieu à une publicité préalable dès lors que cette formalité n'est pas manifestement inutile ou impossible.

a) Marchés compris entre 4 000 et 30 000 euros HT

Une publicité sur la plate-forme interministérielle d'achat, de l'État (marches-publics.gouv.fr) voire sur le seul site du ministère peut suffire.

Les services du ministère (administration centrale et services déconcentrés) ont accès à la plate forme interministérielle. Ceux qui n'auraient pas encore les droits pour y accéder doivent s'adresser à la mission achat pour obtenir un code et un identifiant.

En ce qui concerne la publicité sur le site du ministère, il convient de communiquer par courriel au département de l'information et de la communication du ministère le texte de l'annonce à publier.

Cette publicité devra parfois se doubler d'une publication dans une revue spécialisée correspondant au secteur économique concerné, pour toucher de manière plus efficace les opérateurs susceptibles d'être intéressés par le marché.

b) Marchés compris entre 30 000 et 90 000 euros HT

Ces marchés devront être publiés sur la plate-forme interministérielle des achats de l'État ainsi que, lorsque cela apparaîtra nécessaire, dans une revue spécialisée.

⁽²⁾ CE 7 octobre 2005, région Nord - Pas-de-Calais, n° 278732

c) Marchés compris entre 90 000 et 125 000 ou 4 845 000 euros HT

La publication est obligatoirement effectuée au *BOAMP* (sauf pour les marchés relevant de l'article 30) par l'intermédiaire de la plate-forme des achats de l'État. Il est également possible d'insérer un renvoi vers l'avis du *BOAMP* sur le site Internet du ministère et de publier dans une revue spécialisée.

Titre 4 - Contenu de la publicité

L'avis de publicité peut être plus ou moins complet selon que le dossier de consultation des entreprises comprend ou non un règlement de la consultation, dont la présence n'est pas obligatoire.

L'avis doit comporter :

- objet du marché ;
- identification des lots (*le cas échéant*) ;
- date prévisionnelle de début des prestations ;
- renseignements relatifs aux capacités professionnelles, techniques et financières des candidats, proportionnées à l'objet et au montant du marché (*le cas échéant*) ;
- déclaration sur l'honneur prévue à l'article 43 du CMP (*le modèle d'attestation sur l'honneur ci-joint - annexe n°1 - peut être joint à l'avis de publicité*) ;

NOTA : lorsque des renseignements relatifs aux capacités des candidats sont demandés, il est recommandé de renvoyer dans l'avis au formulaire DC5 (indiquer le lien sur lequel il peut être téléchargé gratuitement : http://www.bercy.gouv.fr/formulaires/daj/daj_dc.htm), le cas échéant en précisant ou complétant les renseignements demandés. En effet, il comprend la plupart des rubriques nécessaires mais aussi la déclaration sur l'honneur prévue à l'article 43 du CMP.

- le cas échéant, la limitation du nombre de candidats admis à remettre une offre (la procédure adaptée peut être ouverte ou restreinte) ;
- critères de sélection des offres et leur ordre de priorité (voire pondération) ;
- possibilité de négocier avec les candidats ;
- modalités de remise des plis ;
- délai de remise de la candidature et/ou de l'offre.

NOTA : il faut laisser aux candidats un délai de remise des candidatures et des offres suffisant pour établir le dossier, en tenant compte notamment de la complexité du dossier, de l'urgence à passer le marché mais aussi du montant du marché.

Titre 5 - Mise en œuvre de la négociation : précautions à respecter

Information préalable des candidats

La possibilité de négocier avec les candidats constitue une caractéristique essentielle de la procédure. Les candidats doivent donc en être informés dès le début de la procédure, dans le règlement de la consultation ou l'avis de publicité⁽³⁾.

Transparence des échanges

Il n'y a pas de formalisme particulier à respecter, mais il faut privilégier des modalités de discussion permettant d'assurer une traçabilité des échanges : audition/réunion avec les candidats donnant lieu à la rédaction d'un PV, échanges de mails, de fax, de courriers. Les échanges doivent toujours faire apparaître les points sur lesquels porte la négociation et le résultat de celle-ci.

Titre 6 - Formalisation du marché

En-dessous de 20 000 euros HT, pas d'obligation de contrat écrit.

Sauf :

- pour les marchés de maîtrise d'œuvre (Loi MOP),
- lorsque le marché comprend la cession de droits de propriété intellectuelle.

Dans un souci de sécurité juridique, il est cependant recommandé de formaliser par écrit chaque marché, y compris en-dessous de 20 000 euros HT. La forme écrite est en tout état de cause indispensable lorsque des livrables sont attendus, pour en préciser notamment le contenu et les délais de remise.

Au-delà de 20 000 euros HT : contrat nécessairement écrit.

Il n'y a pas de formalisme à respecter quant à la forme du marché, qui peut être passé sous la forme d'un contrat valant acte d'engagement (AE), d'un AE accompagné d'un CCAP et d'un CCTP ou encore d'un cahier des clauses particulières (CCP) et d'un AE.

Un certain formalisme est parfois nécessaire, en raison de l'objet ou des caractéristiques du marché, notamment pour les marchés d'un montant estimé supérieur à 30 000 euros HT. Ainsi, lorsqu'il s'agit par exemple de définir des modalités particulières de règlement ou de validation des prestations, ou encore de définir les phases de réalisation d'une étude, la

⁽³⁾ Rep. Min. à QE n° 07293, JO S 7 mai 2009, p. 1142.

rédaction d'un cahier des clauses particulières peut s'avérer indispensable.

Pour des fournitures ou services courants, un devis signé par les deux parties peut constituer le contrat.

Attention : les contrats proposés par les opérateurs sont rarement conformes aux règles applicables aux contrats administratifs. Il est donc recommandé, en l'absence de contrat formalisé, de joindre à la commande les conditions générales d'achat ci-jointes (annexe n° 2).

Par ailleurs, quel que soit le montant du marché, il est toujours possible de se référer au CCAG applicable aux prestations concernées.

Pour sa bonne exécution, le marché (sous forme de simple commande, de devis accepté par la personne publique, de contrat formalisé...) doit toujours comprendre au minimum :

- l'objet du marché,
- l'identification et les coordonnées des parties contractantes,
- le montant des prestations ou les modalités de sa détermination,
- la durée d'exécution, le délai de livraison ou la date de réalisation,
- la date de conclusion du contrat,
- le lieu d'exécution ou de livraison,
- les modalités de facturation et de paiement (en l'absence de mention pour le règlement : paiement unique après service fait - sous réserve que la durée d'exécution n'excède pas trois mois, au-delà desquels des acomptes doivent être versés).

Le marché doit prévoir le versement d'une avance lorsque le montant du marché est supérieur à 50 000 euros HT et que le délai d'exécution est supérieur à deux mois. Le versement d'une avance est également possible même dans les cas où elle n'est pas obligatoire.

Titre 7 - Fin de la procédure

Chapitre I - Documents à exiger dans tous les cas du candidat retenu en application de l'article 46-I du code

- Les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D8222-8 du Code du travail ; ces pièces sont exigibles pour les marchés d'un montant supérieur à 3 000 euros et doivent être ensuite remises par le titulaire du marché tous les six mois jusqu'à la fin de son exécution.

- Le formulaire DC6 (http://www.bercy.gouv.fr/formulaires/daj/daj_dc.htm) peut être utilisé par l'opérateur puisqu'il comprend les attestations sur l'honneur et rappelle les renseignements exigés en matière de lutte contre le travail dissimulé et autres obligations imposées par le Code du travail.

- Les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales. L'attributaire peut remettre à cette fin un formulaire DC7 (http://www.bercy.gouv.fr/formulaires/daj/daj_dc.htm) qui constitue une preuve du respect des obligations déclaratives et de paiement en matières fiscale et sociale.

Chapitre II - Information des candidats non retenus

Bien que cela ne soit pas une obligation pour les marchés à procédure adaptée, il est conseillé d'informer par écrit (un courriel ou un fax peut être suffisant) les candidats non retenus en indiquant les motifs de ce rejet.

Chapitre III - Publication d'un avis d'intention de conclure le marché

En application de l'article L. 551-14 du Code de justice administrative, les personnes qui ont un intérêt à conclure le contrat et qui sont susceptibles d'être lésées par des manquements aux obligations de publicité et de mise en concurrence, peuvent saisir le juge des référés après la conclusion du contrat.

Il est possible de faire échec à cette voie de recours en publiant au *JOUE* un avis d'intention de conclure le marché, conforme au modèle fixé par le règlement CE 1564/2005 et en respectant un délai de onze jours entre la date de publication de l'avis et la date de conclusion du contrat.

Titre 8 - Établissement d'un rapport de présentation

L'établissement d'un rapport de présentation n'est pas obligatoire dans le cadre de la passation d'un marché à procédure adaptée. Il est toutefois recommandé d'élaborer un document retraçant au moins succinctement les étapes de la procédure suivie et justifiant du choix de l'attributaire, qui sera signé par le signataire du marché.

Cf. modèle ci-joint (annexe n° 3).

Titre 9 - Risques contentieux

Chapitre I - Recours administratifs

Un marché public conclu à l'issue d'une procédure irrégulière est susceptible de recours devant le juge administratif de la part de personnes ayant un intérêt à son annulation ou à sa réformation.

a) Avant la conclusion du contrat

Toute personne qui a un intérêt à conclure le contrat et qui est susceptible d'être lésée par le manquement invoqué, notamment un défaut de publicité ou de mise en concurrence préalables, peut intenter un référé précontractuel. Dans ce cadre, le juge peut ordonner à l'auteur du manquement de se conformer à ses obligations et suspendre l'exécution de toute décision qui se rapporte à la passation du contrat.

b) Après la conclusion du contrat

Toute personne ayant un intérêt à conclure le contrat et susceptible d'être lésée par un manquement aux obligations de publicité et de mise en concurrence peut intenter un référé contractuel. Le juge est tenu de prononcer la nullité du contrat en cas de manquements graves aux obligations de publicité et de mise en concurrence sauf raisons impérieuses d'intérêt général. Il peut également prononcer la suspension de l'exécution du contrat dans l'attente de sa décision au fond, décider de l'abrégement du contrat, prononcer des pénalités financières ne pouvant excéder 20 % du montant total HT du contrat.

Tout concurrent évincé de la conclusion d'un marché public peut intenter un recours de pleine juridiction contre le contrat (Recours « Tropic »). Le juge apprécie les conséquences des vices entachant la validité du contrat. En fonction de la nature de l'illégalité il peut prononcer la résiliation du contrat, modifier certaines clauses, décider de la poursuite de l'exécution, accorder des indemnités, annuler le contrat, totalement ou partiellement.

Chapitre II - Infraction pénale

Le défaut ou l'insuffisance de publicité et de mise en concurrence est en outre de nature à faire courir un risque pénal au signataire du marché pour le compte de l'État (délit d'octroi d'avantage injustifié prévu à l'article 432-14 du Code pénal), qui encourt une peine de deux ans d'emprisonnement de 30 000 euros d'amende, mais aussi au cocontractant de l'État, qui pourrait se voir poursuivi pour recel de ce même délit.

Annexes :

- Annexe n° 1 : modèle d'attestation sur l'honneur de l'article 45 du Code des marchés publics
- Annexe n° 2 : conditions générales d'achat
- Annexe n° 3 : modèle de rapport de présentation

La présente circulaire sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Le secrétaire général,
Pour le secrétaire général :
La secrétaire générale adjointe,
Valérie Vesque-Jeancard

Annexe 1

Déclaration sur l'honneur prévue à l'article 44 du Code des marchés publics

Le candidat déclare sur l'honneur, en application des articles 43 et 44 du CMP et des articles 8 et 38 de l'ordonnance n° 2005-649 du 6 juin 2005 modifiée relative aux marchés passés par certaines personnes publiques ou privées non soumises au Code des marchés publics :

- a) ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation définitive pour l'une des infractions prévues par les articles suivants du Code pénal : les articles 222-38, 222-40, 313-1 à 313-3, 314-1 à 314-3, 324-1 à 324-6, 421-2-1, le deuxième alinéa de l'article 421-5, l'article 433-1, le deuxième alinéa de l'article 434-9, les articles 435-2, 441-1 à 441-7, les premier et deuxième alinéas de l'article 441-8, l'article 441-9 et l'article 450-1, ou ne pas avoir fait l'objet d'une condamnation pour une infraction de même nature dans un autre État de l'Union européenne ;
- b) ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans d'une condamnation définitive pour l'infraction prévue par l'article 1741 du Code général des impôts ou une infraction de même nature dans un autre État de l'Union européenne ;
- c) ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions mentionnées aux articles L. 8221-1, L. 8231-1, L. 8241-1 et L. 8251-1 du Code du travail ou des infractions de même nature dans un autre État de l'Union européenne ;
- d) ne pas être en état de liquidation judiciaire ou ne pas faire l'objet d'une procédure équivalente régie par un droit étranger ;

e) ne pas être déclaré en état de faillite personnelle ou ne pas faire l'objet d'une procédure équivalente régie par un droit étranger ;

f) ne pas être admis au redressement judiciaire ou à une procédure équivalente régie par un droit étranger, sans justifier d'une habilitation à poursuivre son activité pendant la durée prévisible d'exécution du marché ;

g) avoir, au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, souscrit les déclarations lui incombant en matière fiscale et sociale et acquitté les impôts et cotisations exigibles à cette date, ou s'être acquitté spontanément de ces impôts et cotisations avant la date du lancement de la présente consultation ou avoir constitué spontanément avant cette date des garanties jugées suffisantes par le comptable ou l'organisme chargé du recouvrement ;

h) être en règle, au cours de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, au regard des articles L. 5212-1, L. 5212-2, L. 5212-5 et L. 5212-9 du Code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés.

À, le

Signature d'une personne ayant pouvoir d'engager la personne morale candidate (nom et qualité du signataire).

Annexe 2

Conditions générales d'achat applicables, sauf dispositions particulières de la commande, aux marchés publics de fournitures et services passés par le ministère de la Culture et de la Communication selon une procédure adaptée.

Art. 1^{er}. - Champ d'application des présentes conditions générales d'achat

Les présentes conditions générales d'achat (CGA) ont pour objet de définir le cadre des relations contractuelles entre l'État, ministère de la Culture et de la Communication - ci après : « le ministère » - et le titulaire du marché, pour les marchés publics passés selon une procédure adaptée conformément à l'article 28 du Code des marchés publics.

Le marché peut prendre la forme d'une simple commande émise par le ministère, accompagné des présentes CGA. L'acceptation de la commande par le titulaire emporte de plein droit l'acceptation de celles-ci.

Les présentes CGA prévalent sur les éventuelles conditions générales ou particulières de vente du titulaire, sauf conditions plus favorables au ministère.

Lorsqu'un contrat a été rédigé par le ministère spécialement pour le marché, ses clauses prévalent sur les présentes conditions, qui le complètent le cas échéant.

Art. 2. - Objet et contenu de la commande, spécifications techniques

L'objet de la commande, son contenu et ses spécifications techniques sont précisés dans la commande émise par le ministère et les documents qui lui sont le cas échéant annexés. Le titulaire est soumis à une obligation de résultat pour l'exécution des prestations conformément à ses engagements contractuels.

Art. 3. - Acceptation de la commande

Toute réserve éventuelle du titulaire relative à la présente commande devra être adressée par courrier (ou courriel) au ministère dans un délai maximum de 3 ou 5 jours ouvrés à compter de sa réception. Passé ce délai, le titulaire sera réputé avoir accepté la commande aux clauses et conditions des présentes.

Art. 4. - Confidentialité

Il est expressément convenu que le prestataire agit dans le cadre des présentes en tant que prestataire de services indépendant et sans représentation, et que toute commande ne crée aucune relation de subordination entre le ministère de la Culture et de la Communication et le prestataire ou le personnel.

L'ensemble du personnel du prestataire affecté en tout ou partie à l'exécution des prestations objets de la commande reste, en toute circonstance, sous l'autorité hiérarchique et disciplinaire du prestataire. Ce personnel ne pourra recevoir d'instructions directes du ministère de la Culture et de la Communication et il n'aura à rendre de compte qu'au prestataire, son employeur, qui assurera sa rémunération et l'ensemble de ses frais.

Art. 5. - Conditions d'accès aux locaux

Le personnel du titulaire aura accès aux locaux du ministère avec badge remis contre dépôt d'une pièce d'identité. Il sera tenu de se conformer aux consignes qui lui seront données par le ministère.

Le titulaire engage sa responsabilité pour les dégradations occasionnées, dans le cadre de sa missions, aux locaux, biens et équipements du lieu de son intervention.

Art. 6. - Lieu et modalités d'exécution

Le lieu et le délai d'exécution des prestations figurent sur la commande ou à défaut, sur les documents qui

lui sont annexés. À défaut, les prestations sont livrées dans les locaux du ministère, sis 182, rue Saint-Honoré à Paris (75001).

Le délai d'exécution des prestations court à compter de la date de réception de la commande par le titulaire.

Lorsque le titulaire est dans l'impossibilité de respecter les délais d'exécution, il signale immédiatement au ministère les causes faisant obstacle à l'exécution des prestations dans le délai contractuel et en demande la prolongation. À défaut de réponse de sa part dans un délai de 10 jours, le ministère est réputé avoir refusé sa demande. La prolongation ne peut être refusée lorsque la cause du retard est due au ministère ou à un cas de force majeure.

Art. 7. - Documentation technique

Le titulaire fournit à la livraison toute la documentation technique, à jour, permettant d'assurer la maintenance et le bon fonctionnement du matériel livré. Cette documentation est comprise dans le prix de la prestation. Elle est rédigée en français.

Art. 8. - Pénalités

En cas de non-respect par le titulaire des délais contractuels, le ministère sera en droit d'appliquer au titulaire une pénalité forfaitaire de 2 % du montant de la prestation non exécutée ou des produits non livrés par jour ou heure de retard, selon le mode de fixation des délais retenu dans le bon de commande.

Art. 9. - Vérification - Réception

Les prestations sont examinées quantitativement et qualitativement par le ministère. Les opérations de vérification s'effectuent dans un délai maximum de deux jours ouvrés à compter de la date de livraison ou de réalisation des prestations. Au terme des vérifications, le ministère peut admettre les produits ou prestations, ajourner leur admission, admettre avec réfaction, ou rejeter les produits ou prestations. En cas d'ajournement, le titulaire dispose d'un délai de 10 jours ouvrés pour livrer des produits ou exécuter les prestations conformes à ses engagements contractuels. À défaut, le ministère peut rejeter les produits ou prestations ou prononcer leur admission avec réfaction.

En cas de rejet, soit les produits livrés seront, le cas échéant, renvoyés au titulaire, qui assumera les frais de port, soit le titulaire viendra les reprendre sur place, à ses frais.

Art. 10. - Sous-traitance

La sous-traitance est régie par la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 et le chapitre II du titre IV du CMP.

La sous-traitance est interdite en fourniture. Le titulaire d'un marché de services peut sous-traiter partiellement son marché à condition d'avoir obtenu du MCC l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement. L'acceptation par l'administration confère au sous-traitant le droit au paiement direct pour toute créance supérieure ou égale à 600 euros TTC et dans la limite du montant du marché ou du montant sous-traité.

Art. 11. - Garanties

Sauf mention contraire indiquée sur la commande ou conditions plus favorables du titulaire, ce dernier garantit les fournitures et prestations pendant une durée de douze mois à compter de leur admission.

Pendant la période de garantie le titulaire sera tenu de remplacer toute pièce reconnue défectueuse ou de remédier à toutes imperfections constatées, étant entendu que les frais correspondants (fourniture et main d'œuvre) seront à sa charge.

Art. 12. - Prix

Le montant de la commande est ferme et forfaitaire. Il comprend l'ensemble des charges et sujétions liées à l'exécution des prestations, transport compris.

Art. 13. - Modalités de règlement

Sauf disposition contraire prévue dans la commande ou les conditions particulières du marché, le paiement des prestations est effectué en une fois après attestation, par le ministère, du service fait.

Les prestations sont payées par virement administratif. Le délai global de paiement des prestations est de 30 jours maximum à compter de la date de réception de la facture ou de celle de la fin d'exécution des prestations lorsqu'elle est postérieure à la réception de la facture. La date de réception de la facture et celle de la fin des prestations sont constatées par les services du ministère.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêts de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de sept points.

La facture, établie en un original, fait apparaître distinctement, outre les mentions légales, le n° de la commande émise par le ministère. Elle est envoyée à l'adresse de facturation indiquée dans la commande.

Le comptable assignataire des paiements est le contrôleur budgétaire et comptable ministériel.

Art. 14. - Assurances

Le titulaire doit contracter une assurance, valable pour toute la durée d'exécution du marché, permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du ministère et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations. À tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du ministère et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Art. 15. - Résiliation

Le ministère peut mettre fin, à tout moment, à l'exécution des prestations pour un motif d'intérêt général. Dans ce cas, le titulaire a droit à une indemnité de résiliation, obtenue en appliquant au montant initial hors taxes du marché, diminué du montant hors taxes des prestations admises, un pourcentage de 5 % sauf si des conditions particulières fixent un pourcentage différent.

En outre, en cas de manquement par le titulaire à ses obligations contractuelles et après mise en demeure restée infructueuse dans un délai de 10 jours à compter de sa réception, le ministère pourra prononcer la résiliation du marché.

Art. 16. - Pièces à fournir

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin

de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du Code du travail.

À défaut, le marché sera résilié à ses torts après mise en demeure restée infructueuse.

Art. 17. - Dispositions applicables en cas de titulaire étranger

Les correspondances et les documents relatifs aux fournitures ou services objets du bon de commande seront rédigés en français.

Pour le matériel d'origine étrangère qui a fait l'objet d'une demande d'exonération de droits de douane, le dédouanement ne devra être effectué qu'après notification de la décision relative à l'admission en franchise.

Art. 18. - Références et correspondances

Les références figurant sur la commande doivent être rappelées sur les factures, les bons de livraison, les colis, et toute autre correspondance. Les correspondances seront adressées au service de facturation indiqué sur le bon de commande.

Art. 19. - Litiges

En cas de litige, la loi française est seule applicable.

Les litiges relatifs à l'interprétation ou à l'exécution du marché relèvent de la compétence du tribunal administratif dans le ressort duquel le marché est exécuté.

(Annexe 3 page suivante)

Annexe 3

Rapport de présentation

1- Identification du service acheteur

2- Identification du besoin / Objet du marché

Travaux de

Ou

Service de

Ou

Fourniture de ...

3. Procédure

* Le marché est passé selon la procédure adaptée conformément aux dispositions de l'article 28 du Code des marchés publics.

* L'avis de publicité a été publié le sur le(s) support(s) suivant(s) :

- plate-forme interministérielle
- site Internet MCC :
- autre : à préciser

(ou justifier le cas échéant le défaut de publicité ou de mise en concurrence).

* Le retour des offres était fixé au

* Nombre d'offres reçues :

* Liste des candidats :

-
-
-
-

4. Analyse des offres

* Les critères de sélection des offres figurant dans l'avis de publicité sont :

-
-
-

* Négociation :

Oui : elle a porté sur

Non : à justifier

* Classement des offres après négociation :

Rang	Nom du candidat	Montant de l'offre	Autre critère (à préciser)	Autre critère (à préciser)
1.				
2.				
3.				
4.				

5. Attribution du marché

Le candidat classé premier a remis/n'a pas remis les documents prévus à l'article 46 du Code des marchés publics. En conséquence, le marché lui a été attribué / a été attribué au candidat classé en deuxième position.

Date :

Signature par le représentant du pouvoir adjudicateur :

Décision du 7 septembre 2010 portant désignation des préfigureurs des directions des affaires culturelles d'outre-mer.

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Décide :

Article unique :

Sont désignés, en qualité de préfigureurs des directions des affaires culturelles d'outre-mer, les fonctionnaires dont les noms suivent :

Guadeloupe :

- M. Philippe Chamoin, directeur régional des affaires culturelles de Guadeloupe.

Guyane :

- M. Michel Colardelle, directeur régional des affaires culturelles de Guyane.

Martinique :

- M. Alain Hauss, directeur régional des affaires culturelles de Martinique.

Réunion :

- M. Jean-Marc Boyer, directeur régional des affaires culturelles de la Réunion.

Le ministre de la Culture et de la Communication,
Frédéric Mitterrand

Décision du 13 septembre 2010 portant nomination des membres au comité technique paritaire régional de la direction régionale des affaires culturelles de Bourgogne.

Le directeur régional des affaires culturelles,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État ;

Vu le décret n° 82-452 du 28 mai 1982 modifié relatif aux comités techniques paritaires ;

Vu l'arrêté du 18 décembre 2009 instituant les comités techniques paritaires du ministère chargé de la culture, modifié par l'arrêté du 9 avril 2010, et notamment son article 7 ;

Vu l'arrêté du 18 décembre 2009 organisant une consultation électorale au ministère chargé de la culture, modifié par l'arrêté du 6 janvier 2010 ;

Vu l'arrêté du 9 avril 2010 fixant le nombre de sièges attribués aux organisations syndicales représentatives au sein des comités techniques paritaires des directions régionales des affaires culturelles ;

Vu le procès-verbal établi en application des dispositions de l'article 7 de l'arrêté du 18 décembre 2009 organisant une consultation électorale au ministère chargé de la culture, modifié par l'arrêté du 6 janvier 2010,

Décide :

Art. 1^{er}. - Sont nommés membres titulaires représentants de l'administration au comité technique paritaire régional institué auprès du directeur régional des affaires culturelles, à compter de la date de la présente décision et pour une durée de trois ans, les personnes ci-après désignées :

- M. Louis Poulhès, directeur régional ;

- M^{me} Claire Chaton Aubey, secrétaire générale ;

- M. Jean-Olivier Guilhot, adjoint au directeur pour le patrimoine.

Art. 2. - Sont nommés membres suppléants représentants de l'administration au comité technique paritaire régional institué auprès du directeur régional des affaires culturelles, à compter de la date de la présente décision et pour une durée de trois ans, les personnes ci-après désignées :

- M. Michel Roussel, directeur adjoint ;

- M. Jean-Michel Marouze, chef du STAP de la Côte-d'Or ;

- M^{me} Christine Diffembach, adjointe au directeur pour l'éducation artistique et culturelle.

Art. 3. - Sont nommés membres titulaires représentants du personnel au comité technique paritaire régional institué auprès du directeur régional des affaires culturelles, à compter de la date de la présente décision et pour une durée de trois ans, les personnes ci-après désignées :

* Au titre de la CGT-Culture :

- M^{lle} Laurence Oudot, adjointe administrative principale.

* Au titre de la CFDT-Culture :

- M^{lle} Viviane Rat Morris, chargée d'études documentaires.

* Au titre de SUD-Culture :

- M^{me} Elisabeth Pigeau, ingénieur d'études ;

- Non désigné.

Art. 4. - Sont nommés membres suppléants représentants du personnel au comité technique paritaire régional institué auprès du directeur régional des affaires culturelles, à compter de la date de la présente décision et pour une durée de trois ans, les personnes ci-après désignées :

* Au titre de la CGT-Culture :

- Non désigné.

* Au titre de la CFDT-Culture :

- Non désigné.

* Au titre de SUD-Culture :

- M^{me} Anne Charmot, assistant ingénieur ;

- Non désigné.

Art. 5. - Le directeur régional des affaires culturelles est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

*Le directeur régional,
Louis Poulhès*

Décision du 13 septembre 2010 portant nomination des membres au comité d'hygiène et de sécurité de la direction régionale des affaires culturelles de Bourgogne.

Le directeur régional des affaires culturelles,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État ;

Vu le décret n° 82-447 du 28 mai 1982 relatif à l'exercice du droit syndical ;

Vu le décret n° 82-452 du 28 mai 1982 modifié relatif aux comités techniques paritaires de la fonction publique de l'État ;

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu le décret n° 2004-1430 du 23 décembre 2004 relatif aux directions régionales des affaires culturelles et modifiant les attributions des directions régionales de l'environnement ;

Vu l'arrêté du 18 décembre 2009 instituant les comités d'hygiène et de sécurité auprès des comités techniques paritaires du ministère chargé de la culture ;

Vu l'arrêté du 18 décembre 2009 organisant une consultation électorale au ministère chargé de la culture modifié par l'arrêté du 6 janvier 2010 ;

Vu les procès-verbaux établis en application des dispositions de l'article 7 de l'arrêté du 18 décembre 2009 organisant une consultation électorale au ministère chargé de la culture, modifié par l'arrêté du 6 janvier 2010 ;

Vu l'arrêté du 19 avril 2010 fixant le nombre de sièges accordé aux organisations syndicales dans les comités techniques paritaires du ministère de la Culture,

Décide :

Art. 1^{er}. - Sont nommés membres titulaires représentants de l'administration au comité d'hygiène et de sécurité institué auprès du directeur régional des affaires culturelles, à compter de la date de la présente décision et pour une durée de trois ans, les personnes ci-après désignées :

- M. Louis Poulhès, directeur régional ;

- M^{me} Claire Chaton Aubey, secrétaire générale ;

- M. David Pereia, responsable du service des affaires générales - ACO.

Art. 2. - Sont nommés membres suppléants représentants de l'administration au comité d'hygiène et de sécurité institué auprès du directeur régional des affaires culturelles, à compter de la date de la présente décision et pour une durée de trois ans, les personnes ci-après désignées :

- M^{me} Muriel Gagou, responsable du service des ressources humaines et de la formation ;

- M. Jean-Marie Russias, adjoint au chef du STAP de la Côte-d'Or ;

- M. Nicolas Ruppli, conseiller pour le livre et la lecture.

Art. 3. - Sont nommés membres titulaires représentants du personnel au comité d'hygiène et de sécurité institué auprès du directeur régional des affaires culturelles, à compter de la date de la présente décision et pour une durée de trois ans, les personnes ci-après désignées :

* Au titre de la CGT-Culture :

- M^{lle} Laurence Oudot, adjointe administrative principale.

* Au titre de la CFDT-Culture :

- M^{lle} Viviane Rat-Morris, chargée d'études documentaires.

* Au titre de SUD-Culture :

- M. Frank Faucher, ingénieur d'études ;

- M^{me} Hélène Bigeard, ingénieur d'études.

* Au titre de la FSU :

- M^{lle} Marie-Anne Geoffroy, agent contractuel.

Art. 4. - Sont nommés membres suppléants représentants du personnel au comité d'hygiène et de sécurité institué auprès du directeur régional des affaires culturelles, à compter de la date de la présente décision et pour une durée de trois ans, les personnes ci-après désignées :

* Au titre de la CGT-Culture :

- Non désigné.

* Au titre de la CFDT-Culture :

- Non désigné.

* Au titre de SUD-Culture :

- M^{me} Nathalie Noirot, secrétaire administrative ;
- M^{me} Sophie Loppinet-Méo, secrétaire de documentation.

* Au titre de la FSU :

- M^{lle} Sylvie Castella, adjointe administrative principale.

Art. 5. - Le directeur régional des affaires culturelles est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Le directeur régional,
Louis Poulhès

Arrêté du 15 septembre 2010 portant nomination des membres au comité technique paritaire ministériel.

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État ;

Vu le décret n° 82-452 du 28 mai 1982 modifié relatif aux comités techniques paritaires ;

Vu le décret n° 2009-1393 du 11 novembre 2009 relatif aux missions et à l'organisation de l'administration centrale du ministère de la Culture et de la Communication ;

Vu l'arrêté du 18 décembre 2009 instituant les comités techniques paritaires du ministère chargé de la culture ;

Vu l'arrêté du 18 décembre 2009 organisant une consultation électorale au ministère chargé de la culture, modifié par l'arrêté du 6 janvier 2010 ;

Vu l'arrêté du 9 avril 2010 relatif à l'organisation de seconds tours de scrutin dans le cadre de la consultation électorale organisée au ministère chargé de la culture ;

Vu l'arrêté du 14 juin 2010 fixant le nombre de sièges attribués aux organisations syndicales représentatives au comité technique paritaire ministériel et au comité d'hygiène et de sécurité ministériel du ministère de la Culture et de la Communication,

Arrête :

Art. 1^{er}. - Sont nommés membres titulaires représentants de l'administration au comité technique paritaire central institué auprès du secrétaire général, à compter de la date du présent arrêté et pour une durée de trois ans, les personnes ci-après désignées :

- M. Frédéric Mitterrand, ministre de la Culture et de la Communication ;
- M. Guillaume Boudy, secrétaire général ;
- M^{me} Valérie Vesque-Jeancard, directrice, secrétaire générale adjointe ;
- M. Philippe Bélaval, directeur général des patrimoines ;
- M. Georges-François Hirsch, directeur général de la création artistique ;
- M^{me} Laurence Franceschini, directrice générale des médias et des industries culturelles ;
- M. Xavier North, délégué général à la langue française et aux langues de France ;
- M. Jean Gautier, directeur, adjoint au directeur général des patrimoines ;
- M^{me} Marie-Christine Labourdette, directrice, chargée des musées à la direction générale des patrimoines ;
- M. Nicolas Georges, directeur, chargé du livre et de la lecture à la direction générale des médias et des industries culturelles ;
- M. Jean-Pierre Simon, directeur, chargé des arts plastiques à la direction générale de la création artistique ;
- M. Patrick Olivier, chef du service de l'inspection générale des affaires culturelles ;
- M^{me} Muriel Genthon, directrice régionale des affaires culturelles de la DRAC Île-de-France ;
- M. Jean-Philippe Mochon, chef du service des affaires juridiques et internationales ;
- M. Alain Triolle, chef du service des ressources humaines.

Art. 2. - Sont nommés membres suppléants représentants de l'administration au comité technique paritaire ministériel, à compter de la date du présent arrêté et pour une durée de trois ans, les personnes ci-après désignées :

- M. Pierre Hanotiaux, directeur de cabinet ;
- M^{me} Claire Lamboley, conseillère chargée des affaires sociales ;
- M. Hervé Lemoine, directeur, chargé des archives à la direction générale des patrimoines ;
- M. Jean-François Baldi, délégué général adjoint à la langue française et aux langues de France ;
- M^{me} Véronique Chatenay-Dolto, directrice régionale des affaires culturelles de la DRAC Nord - Pas-de-Calais ;
- M. Lê Nhat Binh, secrétaire général à l'inspection générale des affaires culturelles ;
- M^{me} Isabelle Maréchal, chef de service, adjointe au directeur général des patrimoines, chargée du patrimoine ;

- M. Christopher Miles, chef de service, adjoint au directeur général de la création artistique ;
- M. Hugues Ghenassia de Ferran, adjoint à la directrice générale des médias et des industries culturelles, adjoint chargé du livre et de la lecture ;
- M. Christian Nègre, sous-directeur des politiques de ressources humaines et des relations sociales ;
- M^{me} Bénédicte Lefeuvre, chargée de la sous-direction des affaires financières et générales à la direction générale des patrimoines ;
- M^{me} Patricia Landour, sous-directrice des affaires financières et générales de la direction générale de la création artistique ;
- M. Joseph-Antoine d'Ornano, chef du département des affaires financières et générales à la direction générale des médias et des industries culturelles ;
- M. Jean-François Chaintreau, chef du service de la coordination des politiques culturelles et de l'innovation ;
- M^{me} Véronique Roblin, chef du bureau du dialogue social et de l'expertise statutaire.

Art. 3. - Sont nommés membres titulaires représentants du personnel au comité technique paritaire ministériel, à compter de la date du présent arrêté et pour une durée de trois ans, les personnes ci-après désignées :

* Au titre de la CGT-Culture :

- M. Didier Alaïme ;
- M. Luc Albessard ;
- M^{me} Monique Gontier ;
- M. Franck Guillaumet ;
- M. Vincent Krier ;
- M. Nicolas Monquaut ;
- M^{me} Virginie Soyer.

* Au titre de la CFDT-Culture :

- M^{me} Isabelle Vierget-Rias ;
- M. Christophe Pomez ;
- M^{me} Michèle Ducret.

* Au titre de SUD-Culture Solidaires :

- M. Jean-François Hersent ;
- M. Dominique Noël.

* Au titre du SNAC-FSU :

- M. Frédéric Maguet.

* Au titre du SNAC-FO :

- M. Roger Martinez.

* Au titre de l'UNSA :

- M. Jean-Luc Sarrola.

Art. 4. - Sont nommés membres suppléants représentants du personnel au comité technique paritaire ministériel à compter de la date du présent arrêté et pour une durée de trois ans, les personnes ci-après désignées :

* Au titre de la CGT-Culture :

- M. Vincent Blouet ;
- M. Sébastien Bonnard ;
- M^{me} Dominique Fournier ;
- M^{me} Yolande Lamarain ;
- M^{me} Valérie Renault ;
- M. Frédéric Sorbier ;
- M. Wladimir Susanj.

* Au titre de la CFDT-Culture :

- M. Kamal Hesni ;
- M^{me} Laurence Picouveau ;
- M^{me} Michèle Palmyre.

* Au titre de SUD-Culture Solidaires :

- M^{me} Sophie Aguirré ;
- M. Tahar Ben Redjeb.

* Au titre du SNAC-FSU :

- M^{me} Bailla Aissou.

* Au titre du SNAC-FO :

- M^{me} Cécilia Rapine.

* Au titre de l'UNSA :

- M^{me} Véronique Fabre.

Art. 5. - Le secrétaire général est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Pour le ministre et par délégation :
Le secrétaire général,
Guillaume Boudy

Circulaire n° 2010/025 du 17 septembre 2010 relative à la mise en place de la commission ministérielle des projets immobiliers.

NOR : MCCB0926519C

Le ministre de la Culture et de la Communication
à

Madame et messieurs les directeurs d'administration centrale ;

Mesdames et messieurs les directeurs régionaux des affaires culturelles sous couvert de madame et messieurs les préfets de région ;

Mesdames et messieurs les chefs de service à compétence nationale ;

Mesdames et messieurs les présidents d'établissement public.

Vu l'arrêté du 13 janvier 2010 portant création de la commission ministérielle des projets immobiliers,

Les travaux de la révision générale des politiques publiques ont mis en évidence des insuffisances dans la gestion de la politique immobilière du ministère de la Culture et de la Communication. Dans sa réunion du 11 juin 2008, le conseil de modernisation des politiques publiques (CMPP3) a notamment décidé « *qu'en matière de maîtrise d'ouvrage, le ministère de la Culture et de la Communication devrait renforcer sa capacité de pilotage des grands projets* ».

La commission ministérielle des projets immobiliers a été créée à cet effet par arrêté ministériel du 13 janvier 2010. La présente circulaire a pour objet d'en préciser la composition, les missions et les modalités de mise en œuvre.

L'objectif majeur de la commission ministérielle des projets immobiliers est d'apporter au ministre et à son cabinet une analyse circonstanciée de la programmation immobilière du ministère et des grandes opérations immobilières, préalablement aux arbitrages qui doivent être rendus lors des principales étapes de validation des projets. La commission sollicitera en conséquence votre concours pour l'examen des opérations précitées.

La commission ministérielle des projets immobiliers, organe collégial consultatif, doit permettre d'assurer la cohérence et la qualité de la maîtrise d'ouvrage exercée par les différents services et les opérateurs du ministère de la Culture et de la Communication.

Titre I - La composition et le secrétariat permanent de la commission ministérielle des projets immobiliers

Elle est présidée par le secrétaire général au titre de ses missions de coordination des actions et des ressources du ministère.

Elle comprend, outre son président :

1° cinq membres de l'administration centrale du ministère :

- les directeurs généraux de l'administration centrale,
- le directeur, adjoint au directeur général des patrimoines, chargé de l'architecture,
- le chef du service des affaires financières et générales du secrétariat général ;

2° le haut fonctionnaire au développement durable du ministère ;

3° un représentant de la mission interministérielle pour la qualité des constructions publiques (MIQCP) désigné sur proposition du président de la mission ;

4° les directeurs, directeurs adjoints ou chefs de service de l'administration centrale concernés par les projets inscrits à l'ordre du jour d'une réunion de la commission ministérielle des projets immobiliers lorsqu'ils ne siègent pas au titre du 1°.

Peuvent notamment être invités à participer aux réunions de la commission, en fonction de l'ordre du jour, de l'avancée du projet et de l'organisation de la maîtrise d'ouvrage :

- le maître d'ouvrage délégué de l'opération ;
- le mandataire du maître d'ouvrage ;
- le chef du service utilisateur s'il n'est pas le maître d'ouvrage ;
- le programmiste ;
- l'équipe de maîtrise d'œuvre désignée ;
- un ou plusieurs experts dans les champs couverts par le projet.

La commission ministérielle des projets immobiliers dispose d'un secrétariat permanent assuré par le bureau chargé de la politique immobilière et le bureau chargé du budget et de la synthèse du secrétariat général, chacun pour ce qui le concerne.

Titre II - Les missions de la commission ministérielle des projets immobiliers

La mission principale de la commission ministérielle des projets immobiliers est de formaliser et d'harmoniser la qualité des avis rendus par les services du ministère sur les grands projets immobiliers. La commission constitue à ce titre un organe consultatif à la disposition de l'échelon décisionnaire. Elle n'a pas vocation à prendre elle-même des décisions sur les projets ou leur évolution. La commission adresse au ministre, pour chacun des grands projets immobiliers, des recommandations qui lui permettent de se prononcer sur la validation de leurs étapes clefs, et ainsi de mieux assurer son rôle d'arbitrage vis-à-vis des différents services et opérateurs rattachés au ministère.

La commission ministérielle des projets immobiliers est chargée :

- de vérifier que le projet immobilier est bien la traduction d'un objectif de politique culturelle précisément et préalablement défini par les instances compétentes ;
- de se prononcer sur le choix du maître d'ouvrage ou du mandataire pour éclairer les choix qui peuvent intervenir entre un exercice intégré de la maîtrise d'ouvrage au sein des établissements publics ou le recours à un maître d'ouvrage délégué, notamment par le recours à l'Opérateur du patrimoine et des projets immobiliers de la culture ;

- d'expertiser les projets de budgets d'investissement et la faisabilité du calendrier des opérations afin d'éviter les dérives de coûts et de délais ;
- d'expertiser l'estimation du coût prévisionnel de fonctionnement et l'organisation de l'équipement culturel à l'issue des travaux, notamment en termes d'emplois.

Elle doit permettre :

- d'assurer au ministre une lisibilité en temps réel du respect des objectifs de qualité, de coûts et de délais de l'ensemble des projets portés par le ministère de la Culture et de la Communication et de rendre compte de leurs évolutions ;
- d'instaurer un dialogue entre les différentes composantes de la maîtrise d'ouvrage pour améliorer le pilotage des opérations ;
- de mettre en place des outils de suivi communs à l'ensemble des projets ;
- de contribuer à la diffusion des bonnes pratiques.

Les travaux de la commission ministérielle des projets immobiliers visent, de plus, à garantir que les grands projets s'inscrivent bien dans la stratégie élaborée par les services du ministère en matière d'immobilier. Cette analyse ne se limite pas à garantir une gestion optimale des surfaces en fonction des besoins des services. Elle prend aussi en compte l'exigence d'exemplarité de l'Etat en matière d'intégration dans le site, d'usage, d'entretien des équipements et d'accessibilité. Elle s'assure également que les projets qu'elle examine respectent les critères encadrant l'exercice de la maîtrise d'ouvrage au sein du ministère et les priorités fixées par ses services en termes d'investissement immobilier.

Enfin, la commission ministérielle des projets immobiliers a pour objet de renforcer la connaissance du ministère sur les projets immobiliers des établissements publics dans le cadre de l'exercice de la tutelle. Les avis qu'elle rend sont complémentaires de ceux des comités d'investissement lorsqu'ils existent. Ils ne se substituent pas aux prérogatives des conseils d'administration. L'analyse d'un grand projet doit être envisagée au regard de la stratégie immobilière de l'opérateur concerné, de la présentation de l'ensemble de ses projets d'investissement ou de son schéma directeur.

Titre III - Le périmètre des opérations suivies par la commission ministérielle des projets immobiliers

La commission ministérielle des projets immobiliers peut se saisir de tout projet de construction, d'extension ou de réhabilitation d'immeubles, dont la

maîtrise d'ouvrage est assurée par le ministère, ses opérateurs ou par un organisme extérieur dans le cadre d'un dispositif innovant tel qu'un contrat de partenariat. Elle se saisit obligatoirement des projets d'un montant prévisionnel supérieur à vingt millions d'euros (budget de l'investissement en euros courants). Entrent dans son champ de compétences les projets mobilisant des ressources extérieures en provenance notamment du mécénat ou de recettes d'exploitation, y compris les projets autofinancés.

Les opérations de restauration des monuments historiques n'entrent dans ce périmètre que si elles ont un impact sur le fonctionnement du service public. On considère qu'une opération correspond à ce critère, notamment :

- quand elle implique une interruption du service pendant une durée significative : dans le cas où elle entraîne la fermeture d'un établissement pendant la durée des travaux, par exemple ;
- quand elle vise à faire évoluer l'affectation de l'immeuble objet des travaux : ouverture au public, changement d'occupant, changement du projet scientifique et culturel de l'établissement qui occupe l'immeuble (transformation d'un théâtre en salle de concert, par exemple...) ;
- quand elle a pour conséquence de modifier le fonctionnement et/ou le coût de fonctionnement de l'équipement à l'issue des travaux.

Ainsi, une opération limitée à la restauration des façades d'un théâtre classé, réalisée sans entraîner sa fermeture et sans modifier la programmation habituelle de ses spectacles, ne sera pas étudiée par la commission ministérielle des projets immobiliers. En revanche, une réhabilitation lourde visant à élargir la programmation de ce même théâtre à de nouvelles disciplines comme la danse, par exemple, et qui bouleverse donc son fonctionnement, entre dans le périmètre d'instruction de la commission.

Les directions générales du ministère de la Culture et de la Communication tiennent informé le secrétariat de la commission de tout grand projet relevant de leur responsabilité, que la maîtrise d'ouvrage soit exercée directement par l'un de leurs services, par une DRAC ou qu'elle soit déléguée à un opérateur. La commission ministérielle des projets immobiliers vérifie ensuite si les projets qui lui sont soumis entrent bien dans son périmètre. Dans l'affirmative, ces opérations sont ajoutées à la liste des grands projets.

Le secrétariat de la commission ministérielle des projets immobiliers tient à jour la liste des grands projets entrant dans ce périmètre et doit donc être informé chaque fois qu'il est décidé de lancer une nouvelle opération.

Titre IV - Fonctionnement de la commission ministérielle des projets immobiliers

Chapitre I - Composition et instruction des dossiers

Dans le cadre de ses missions, la commission ministérielle des projets immobiliers se réunit aux étapes clés de l'avancement des grands projets. Tous les grands projets entrant dans son périmètre de compétences lui sont présentés.

Afin de préparer les séances, le secrétariat de la commission ministérielle des projets immobiliers constitue et tient à jour les dossiers de chaque projet.

Pour ce faire, le secrétariat permanent doit disposer d'informations harmonisées et précises concernant les différents aspects des grands projets. Les directions générales assurent, chacune dans son domaine, la collecte et la préparation des informations nécessaires à la constitution des dossiers.

Chaque dossier est composé :

- d'une série de documents et tableaux détaillant chacun des aspects du projet (organisation de la maîtrise d'ouvrage, enjeux culturels, programme, projet architectural, décomposition des coûts du projet, plan de financement...) ;
- d'une fiche de synthèse.

Ces documents doivent être renseignés de la manière la plus détaillée possible. Les opérations connexes, qui sont les opérations directement liées au projet immobilier, y sont également exposées. À titre d'exemple, ces chantiers peuvent consister en des opérations de déménagement, des travaux de préparation des collections ou des travaux de numérisation.

Tous les documents utiles à la bonne compréhension du projet sont également transmis au secrétariat, qui peut notamment demander le programme, des études ou des plans.

La forme du dossier peut éventuellement être adaptée, en liaison avec le secrétariat, aux spécificités de certains projets tels ceux réalisés dans le cadre de contrats de partenariat.

Les dossiers relatifs aux projets présentés par les opérateurs peuvent, le cas échéant, être complétés à partir des documents élaborés pour les comités d'investissement.

Une fois ces dossiers constitués, le secrétariat de la commission ministérielle des projets immobiliers s'assure de leur mise à jour régulière auprès des directions générales et des services du secrétariat

général du ministère assurant le suivi des grands projets d'investissement.

Chapitre II - L'examen des projets

Chaque projet entrant dans le périmètre de la commission ministérielle des projets immobiliers lui est présenté au moins trois fois, préalablement à :

- la rédaction du programme (études préliminaires et études programmatiques) ;
- la désignation du maître d'œuvre ;
- le dépôt du dossier de demande de permis de construire ou de démolir (cette présentation peut avoir lieu à l'avant-projet sommaire et/ou à l'avant-projet définitif).

Les projets sont présentés en séance par les directions générales qui en sont responsables et qui auront préalablement transmis au secrétariat de la commission ministérielle des projets immobiliers un dossier de présentation mis à jour. Lorsque le ministère est maître d'ouvrage, le directeur, le directeur adjoint ou le chef de service chargé du projet, membre de la commission, le présente. Lorsqu'il s'agit du projet d'un opérateur, la présentation peut être faite par le chef de l'établissement concerné ou par son représentant. Dans ce dernier cas, le directeur, le directeur adjoint ou le chef de service assurant la tutelle de l'opérateur est membre de la commission.

La première présentation, qui intervient le plus tôt possible avant la rédaction du programme, a pour objectif principal d'identifier le maître d'ouvrage, son mandataire le cas échéant, et d'examiner l'organisation de la maîtrise d'ouvrage, les objectifs du projet et les moyens prévus, notamment l'enveloppe financière prévisionnelle.

La deuxième présentation, qui a lieu avant le lancement de la procédure de désignation du maître d'œuvre, vise notamment à présenter les principaux éléments du dossier de consultation des concepteurs. La commission vérifie à ce titre que les études de programmation (diagnostics, études de faisabilité architecturale, juridique, financière et technique) permettent le lancement de la consultation des maîtres d'œuvre dans de bonnes conditions. Le programme définitif, le budget prévisionnel et le calendrier retenus sont plus particulièrement étudiés à ce moment-là. Dans le cas de la création d'un nouvel équipement, un projet d'organisation de la future structure gestionnaire doit être présenté en précisant son coût annuel de fonctionnement, notamment les charges de personnel et de gestion.

Le maître d'ouvrage présente une troisième fois le projet, préalablement au dépôt du dossier de demande de permis de construire. Plus précisément, cette présentation peut avoir lieu à la remise de l'avant-

projet sommaire par le maître d'œuvre et/ou à la remise de l'avant-projet définitif. À cette occasion, le maître d'ouvrage peut confirmer ou amender les éléments communiqués lors des premières présentations du projet. Il justifie l'adéquation du projet au programme, notamment en termes de calendrier et de budget, ainsi que le mode de dévolution du ou des marchés de travaux.

Lorsque la procédure d'un projet ne prévoit pas précisément ces trois étapes, comme cela peut être le cas des projets réalisés au moyen de contrats de partenariat, le calendrier des présentations à la commission est adapté.

La commission ministérielle des projets immobiliers peut également se saisir de projets déjà avancés et dont une ou plusieurs de ces étapes sont déjà révolues. Dans un premier temps, les fiches de présentation de ces projets sont adaptées et remplies par les directions générales et communiquées à la commission pour information. Une information régulière peut être communiquée, par les directions générales, lors des réunions de la commission. Ces projets peuvent faire l'objet d'un examen formel, notamment dans le cas de modifications majeures du programme et de dépassements des coûts ou des délais.

À chaque présentation, la commission veille à la cohérence de la méthodologie et des moyens mis en œuvre avec les objectifs fixés. Elle s'assure également que la phase écoulée a été instruite et documentée de manière à garantir le bon déroulement du projet. La commission vérifie la soutenabilité budgétaire des coûts de fonctionnement du futur équipement et l'organisation de sa structure administrative.

À l'issue de chaque réunion de la commission, le secrétariat permanent rédige un compte rendu à l'attention du ministre.

Chapitre III - Fréquence et ordre du jour des réunions

La commission ministérielle des projets immobiliers se réunit au moins trois fois par an sur convocation de son président.

Elle établit et actualise son programme de travail pour l'année n+1 lors de sa dernière réunion de l'année n sur la base de la liste des grands projets fournie par le secrétariat de la commission.

L'ordre du jour précis de chaque commission est établi par le président, en concertation avec les directeurs généraux, pour prendre en compte les éventuels nouveaux projets non prévus dans le programme de travail annuel ou les décalages de calendrier.

Avant chaque réunion de la commission, le secrétariat permanent transmet les fiches et les tableaux financiers aux services concernés, qui les retournent complétés trois semaines au moins avant la présentation du projet à la commission.

La présente circulaire sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Le ministre de la Culture et de la Communication,
Frédéric Mitterrand

Décision du 17 septembre 2010 portant nomination à la commission ministérielle des projets immobiliers du ministère de la Culture et de la Communication.

NOR : MCCB1007971S

Le ministre de la Culture et de la Communication,
Vu l'arrêté du 13 janvier 2010 portant création de la commission ministérielle des projets immobiliers,

Arrête :

Art. 1^{er}. - Sont nommés membres de la commission ministérielle des projets immobiliers du ministère de la Culture et de la Communication, au titre de l'administration centrale du ministère :

- le directeur général des patrimoines ;
- le directeur général de la création artistique ;
- le directeur général des médias et des industries culturelles ;
- le directeur, adjoint au directeur général des patrimoines, chargé de l'architecture ;
- le chef du service des affaires financières et générales.

Art. 2. - Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel* de la République française.

Le ministre de la Culture et de la Communication,
Frédéric Mitterrand

Décision du 20 septembre 2010 portant nomination des membres au comité technique paritaire régional de la direction régionale des affaires culturelles du Centre.

Le directeur régional des affaires culturelles du Centre,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État ;

Vu le décret n° 82-452 du 28 mai 1982 modifié relatif aux comités techniques paritaires ;

Vu l'arrêté du 18 décembre 2009 instituant les comités techniques paritaires du ministère chargé de la culture, modifié par l'arrêté du 9 avril 2010, et notamment son article 7 ;

Vu l'arrêté du 18 décembre 2009 organisant une consultation électorale au ministère chargé de la culture, modifié par l'arrêté du 6 janvier 2010 ;

Vu l'arrêté du 9 avril 2010 fixant le nombre de sièges attribués aux organisations syndicales représentatives au sein des comités techniques paritaires des directions régionales des affaires culturelles ;

Vu le procès-verbal en date du 2 avril 2010, établi en application des dispositions de l'article 7 de l'arrêté du 18 décembre 2009 organisant une consultation électorale au ministère chargé de la culture, modifié par l'arrêté du 6 janvier 2010,

Décide :

Art. 1^{er}. - Sont nommés membres titulaires représentants de l'administration au comité technique paritaire régional institué auprès du directeur régional des affaires culturelles, à compter de la date de la présente décision et pour une durée de trois ans, les personnes ci-après désignées :

- Van Dam Jean-Claude,
- Deguilly Francis,
- Aubanton Frédéric,
- Blin Jean-Pierre.

Art. 2. - Sont nommés membres suppléants représentants de l'administration au comité technique paritaire régional institué auprès du directeur régional des affaires culturelles, à compter de la date de la présente décision et pour une durée de trois ans, les personnes ci-après désignées :

- Diacon Christine,
- Delahaye Elisabeth,
- Madelain-Beau Elisabeth,
- Moiselet Dominique.

Art. 3. - Sont nommés membres titulaires représentants du personnel au comité technique paritaire régional institué auprès du directeur régional des affaires culturelles, à compter de la date de la présente décision et pour une durée de trois ans, les personnes ci-après désignées :

- * Au titre de la CGT-Culture :
- Parnaud Nadia.
- * Au titre de la CFDT-Culture :
- Maunoury Fabrice.

* Au titre de la FSU :

- Brunet Philippe.

* Au titre de l'UNSA :

- Non représenté.

Art. 4. - Sont nommés membres suppléants représentants du personnel au comité technique paritaire régional institué auprès du directeur régional des affaires culturelles, à compter de la date de la présente décision et pour une durée de trois ans, les personnes ci-après désignées :

* Au titre de la CGT-Culture :

- Non représenté.

* Au titre de la CFDT-Culture :

- Chevrieux Céline.

* Au titre de la FSU :

- Mélezan Line.

* Au titre de l'UNSA :

- Non représenté.

Art. 5. - Le directeur régional des affaires culturelles du Centre est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Le directeur régional des affaires culturelles du Centre,
Jean-Claude Van Dam

Décision du 20 septembre 2010 portant nomination des membres au comité d'hygiène et de sécurité de la direction régionale des affaires culturelles du Centre.

Le directeur régional des affaires culturelles du Centre,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État ;

Vu le décret n° 82-452 du 28 mai 1982 modifié relatif aux comités techniques paritaires ;

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu l'arrêté du 18 décembre 2009 instituant les comités techniques paritaires du ministère chargé de la culture, modifié par l'arrêté du 9 avril 2010, et notamment son article 7 ;

Vu l'arrêté du 18 décembre 2009 instituant les comités d'hygiène et de sécurité auprès des comités techniques paritaires du ministère chargé de la culture ;

Vu l'arrêté du 18 décembre 2009 organisant une

consultation électorale au ministère chargé de la culture, modifié par l'arrêté du 6 janvier 2010 ;

Vu l'arrêté du 9 avril 2010 fixant le nombre de sièges attribués aux organisations syndicales représentatives au sein des comités techniques paritaires des directions régionales des affaires culturelles ;

Vu l'arrêté du 19 avril 2010 fixant le nombre de sièges attribués aux organisations syndicales représentatives au sein des comités d'hygiène et de sécurité institués auprès des comités techniques paritaires régionaux des directions régionales des affaires culturelles,

Vu le procès-verbal en date du 2 avril 2010, établi en application des dispositions de l'article 7 de l'arrêté du 18 décembre 2009 organisant une consultation électorale au ministère chargé de la culture, modifié par l'arrêté du 6 janvier 2010,

Décide :

Art. 1^{er}. - Sont nommés membres titulaires représentants de l'administration au comité d'hygiène et de sécurité régional institué auprès du directeur régional des affaires culturelles, à compter de la date de la présente décision et pour une durée de trois ans, les personnes ci-après désignées :

- Van Dam Jean-Claude,
- Diacon Christine,
- Aubanton Frédéric.

Art. 2. - Sont nommés membres suppléants représentants de l'administration au comité d'hygiène et de sécurité régional institué auprès du directeur régional des affaires culturelles, à compter de la date de la présente décision et pour une durée de trois ans, les personnes ci-après désignées :

- Deguilly Francis,
- Delahaye Elisabeth,
- Madelain-Beau Elisabeth.

Art. 3. - Sont nommés membres titulaires représentants du personnel au comité d'hygiène et de sécurité régional institué auprès du directeur régional des affaires culturelles, à compter de la date de la présente décision et pour une durée de trois ans, les personnes ci-après désignées :

- * Au titre de la CGT-Culture :
- Parnaud Nadia.
- * Au titre de la CFDT-Culture :
- Aboulicam Georges.

* Au titre de la FSU :

- Brunet Philippe,
- Cribellier Christian.

* Au titre de l'UNSA :

- Non représenté.

Art. 4. - Sont nommés membres suppléants représentants du personnel au comité d'hygiène et de sécurité régional institué auprès du directeur régional des affaires culturelles, à compter de la date de la présente décision et pour une durée de trois ans, les personnes ci-après désignées :

- * Au titre de la CGT-Culture :
- Non représenté.
- * Au titre de la CFDT-Culture :
- Maunoury Fabrice.
- * Au titre de la FSU :
- Mélezan Line,
- Lauzanne Solange.
- * Au titre de l'UNSA :
- Non représenté.

Art. 5. - Le directeur régional des affaires culturelles du Centre est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Le directeur régional des affaires culturelles du Centre,
Jean-Claude Van Dam

Décision du 23 septembre 2010 relatif à l'intérim des fonctions de directeur régional des affaires culturelles de Bourgogne.

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le décret du 23 juin 2009 relatif à la composition du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2007-994 du 25 mai 2007 relatif aux attributions du ministre de la Culture et de la Communication,

Décide :

Article unique :

M. Michel Roussel, inspecteur et conseiller de la création, des enseignements artistiques et de l'action culturelle, est chargé de l'intérim des fonctions de directeur régional des affaires culturelles de Bourgogne à compter du 1^{er} octobre 2010.

Le secrétaire général,
Guillaume Boudy

ARCHITECTURE

Décision du 14 septembre 2010 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M. Oumar Diarra).

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture et notamment son article 11 ;

Vu le décret n° 2009-1490 du 2 décembre 2009 relatif à la reconnaissance des qualifications professionnelles pour l'exercice de la profession d'architecte, et notamment son article 15 ;

Vu l'arrêté du 17 décembre 2009 relatif aux modalités de reconnaissance des qualifications professionnelles pour l'exercice de la profession d'architecte, et notamment son article 19 ;

Vu la demande présentée par M. Oumar Diarra, diplômé architecte DPLG, en vue d'être autorisé à exercer la profession d'architecte,

Décide :

Art. 1^{er}. - Est autorisé à exercer la profession d'architecte, dans les conditions fixées par la loi du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture :

M. Oumar Diarra, ressortissant d'un État non membre de l'Union européenne, né le 9 février 1977 à Bamako (Mali).

Art. 2. - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Le ministre de la Culture et de la Communication,
Pour le ministre et par délégation :
La sous-directrice de l'enseignement supérieur
et de la recherche en architecture,
Laurence Cassegrain

Décision du 14 septembre 2010 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M. Victor Pazos Chambilla).

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture et notamment son article 11 ;

Vu le décret n° 2009-1490 du 2 décembre 2009 relatif à la reconnaissance des qualifications professionnelles pour l'exercice de la profession d'architecte, et notamment son article 15 ;

Vu l'arrêté du 17 décembre 2009 relatif aux modalités de reconnaissance des qualifications professionnelles

pour l'exercice de la profession d'architecte, et notamment son article 19 ;

Vu la demande présentée par M. Victor Pazos Chambilla, diplômé architecte d'État et titulaire de l'habilitation à exercer la maîtrise d'œuvre en son nom propre, en vue d'être autorisé à exercer la profession d'architecte,

Décide :

Art. 1^{er}. - Est autorisé à exercer la profession d'architecte, dans les conditions fixées par la loi du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture :

M. Victor Pazos Chambilla, ressortissant d'un État non membre de l'Union européenne, né le 22 juillet 1983 à Lima (Pérou).

Art. 2. - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Le ministre de la Culture et de la Communication,
Pour le ministre et par délégation :
La sous-directrice de l'enseignement supérieur
et de la recherche en architecture,
Laurence Cassegrain

Décision du 14 septembre 2010 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M. Ali Serraj).

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture et notamment son article 11 ;

Vu le décret n° 2009-1490 du 2 décembre 2009 relatif à la reconnaissance des qualifications professionnelles pour l'exercice de la profession d'architecte, et notamment son article 15 ;

Vu l'arrêté du 17 décembre 2009 relatif aux modalités de reconnaissance des qualifications professionnelles pour l'exercice de la profession d'architecte, et notamment son article 19 ;

Vu la demande présentée par M. Ali Serraj, diplômé architecte d'État et titulaire de l'habilitation à exercer la maîtrise d'œuvre en son nom propre, en vue d'être autorisé à exercer la profession d'architecte,

Décide :

Art. 1^{er}. - Est autorisé à exercer la profession d'architecte, dans les conditions fixées par la loi du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture :

M. Ali Serraj, ressortissant d'un État non membre de l'Union européenne, né le 19 septembre 1981 à Casablanca (Maroc).

Art. 2. - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Le ministre de la Culture et de la Communication,
Pour le ministre et par délégation :
La sous-directrice de l'enseignement supérieur
et de la recherche en architecture,
Laurence Cassegrain

Décision du 14 septembre 2010 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M^{me} Anisa Gerollari).

Le ministre de la Culture et de la Communication,
Vu la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture et notamment son article 11 ;
Vu le décret n° 2009-1490 du 2 décembre 2009 relatif à la reconnaissance des qualifications professionnelles pour l'exercice de la profession d'architecte, et notamment son article 15 ;
Vu l'arrêté du 17 décembre 2009 relatif aux modalités de reconnaissance des qualifications professionnelles pour l'exercice de la profession d'architecte, et notamment son article 19 ;
Vu la demande présentée par M^{me} Anisa Gerollari, diplômée architecte d'État et titulaire de l'habilitation à exercer la maîtrise d'œuvre en son nom propre, en vue d'être autorisée à exercer la profession d'architecte,

Décide :

Art. 1^{er}. - Est autorisée à exercer la profession d'architecte, dans les conditions fixées par la loi du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture :
M^{me} Anisa Gerollari, ressortissante d'un État non membre de l'Union européenne, née le 14 juin 1982 à Tirana (Albanie).

Art. 2. - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Le ministre de la Culture et de la Communication,
Pour le ministre et par délégation :
La sous-directrice de l'enseignement supérieur
et de la recherche en architecture,
Laurence Cassegrain

Décision du 14 septembre 2010 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M^{me} Takako Sugi).

Le ministre de la Culture et de la Communication,
Vu la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture et notamment son article 11 ;
Vu le décret n° 2009-1490 du 2 décembre 2009 relatif à la reconnaissance des qualifications professionnelles pour l'exercice de la profession d'architecte, et notamment son article 15 ;
Vu l'arrêté du 17 décembre 2009 relatif aux modalités de reconnaissance des qualifications professionnelles pour l'exercice de la profession d'architecte, et notamment son article 19 ;
Vu la demande présentée par M^{me} Takako Sugi, diplômée architecte d'État et titulaire de l'habilitation à exercer la maîtrise d'œuvre en son nom propre, en vue d'être autorisée à exercer la profession d'architecte,

Décide :

Art. 1^{er}. - Est autorisée à exercer la profession d'architecte, dans les conditions fixées par la loi du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture :
M^{me} Takako Sugi, ressortissante d'un État non membre de l'Union européenne, née le 8 mai 1974 à Yamagata (Japon).

Art. 2. - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Le ministre de la Culture et de la Communication,
Pour le ministre et par délégation :
La sous-directrice de l'enseignement supérieur
et de la recherche en architecture,
Laurence Cassegrain

Décision du 14 septembre 2010 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M^{me} Samia Hajji).

Le ministre de la Culture et de la Communication,
Vu la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture et notamment son article 11 ;
Vu le décret n° 2009-1490 du 2 décembre 2009 relatif à la reconnaissance des qualifications professionnelles pour l'exercice de la profession d'architecte, et notamment son article 15 ;

Vu l'arrêté du 17 décembre 2009 relatif aux modalités de reconnaissance des qualifications professionnelles pour l'exercice de la profession d'architecte, et notamment son article 19 ;

Vu la demande présentée par M^{me} Samia Hajji, diplômée architecte DPLG, en vue d'être autorisée à exercer la profession d'architecte,

Décide :

Art. 1^{er}. - Est autorisée à exercer la profession d'architecte, dans les conditions fixées par la loi du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture :

M^{me} Samia Hajji, ressortissante d'un État non membre de l'Union européenne, née le 25 juillet 1964 à La Goulette (Tunisie).

Art. 2. - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Le ministre de la Culture et de la Communication,
Pour le ministre et par délégation :
La sous-directrice de l'enseignement supérieur
et de la recherche en architecture,
Laurence Cassegrain

Décision du 14 septembre 2010 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M^{me} Magda Abderrahmani).

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture et notamment son article 11 ;

Vu le décret n° 2009-1490 du 2 décembre 2009 relatif à la reconnaissance des qualifications professionnelles pour l'exercice de la profession d'architecte, et notamment son article 15 ;

Vu l'arrêté du 17 décembre 2009 relatif aux modalités de reconnaissance des qualifications professionnelles pour l'exercice de la profession d'architecte, et notamment son article 19 ;

Vu la demande présentée par M^{me} Magda Abderrahmani, diplômée architecte DPLG, en vue d'être autorisée à exercer la profession d'architecte,

Décide :

Art. 1^{er}. - Est autorisée à exercer la profession d'architecte, dans les conditions fixées par la loi du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture :

M^{me} Magda Abderrahmani, ressortissante d'un État non membre de l'Union européenne, née le 5 juillet 1968 à Alger (Algérie).

Art. 2. - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Le ministre de la Culture et de la Communication,
Pour le ministre et par délégation :
La sous-directrice de l'enseignement supérieur
et de la recherche en architecture,
Laurence Cassegrain

Décision du 14 septembre 2010 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M^{me} Hinde Ben Yelles).

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture et notamment son article 11 ;

Vu le décret n° 2009-1490 du 2 décembre 2009 relatif à la reconnaissance des qualifications professionnelles pour l'exercice de la profession d'architecte, et notamment son article 15 ;

Vu l'arrêté du 17 décembre 2009 relatif aux modalités de reconnaissance des qualifications professionnelles pour l'exercice de la profession d'architecte, et notamment son article 19 ;

Vu la demande présentée par M^{me} Hinde Ben Yelles, diplômée architecte DPLG, en vue d'être autorisée à exercer la profession d'architecte,

Décide :

Art. 1^{er}. - Est autorisée à exercer la profession d'architecte, dans les conditions fixées par la loi du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture :

M^{me} Hinde Ben Yelles, ressortissante d'un État non membre de l'Union européenne, née le 1^{er} janvier 1977 à Alger (Algérie).

Art. 2. - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Le ministre de la Culture et de la Communication,
Pour le ministre et par délégation :
La sous-directrice de l'enseignement supérieur
et de la recherche en architecture,
Laurence Cassegrain

Décision du 14 septembre 2010 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M^{me} Malika Zine).

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture et notamment son article 11 ;

Vu le décret n° 2009-1490 du 2 décembre 2009 relatif à la reconnaissance des qualifications professionnelles pour l'exercice de la profession d'architecte, et notamment son article 15 ;

Vu l'arrêté du 17 décembre 2009 relatif aux modalités de reconnaissance des qualifications professionnelles pour l'exercice de la profession d'architecte, et notamment son article 19 ;

Vu la demande présentée par M^{me} Malika Zine, diplômée architecte DPLG, en vue d'être autorisée à exercer la profession d'architecte,

Décide :

Art. 1^{er}. - Est autorisée à exercer la profession d'architecte, dans les conditions fixées par la loi du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture :

M^{me} Malika Zine, ressortissante d'un État non membre de l'Union européenne, née le 23 mars 1973 à Tougana (Maroc).

Art. 2. - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Le ministre de la Culture et de la Communication,
Pour le ministre et par délégation :
La sous-directrice de l'enseignement supérieur
et de la recherche en architecture,
Laurence Cassegrain

Décision du 14 septembre 2010 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M. Mauricio Calero Ocampo).

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture et notamment son article 11 ;

Vu le décret n° 2009-1490 du 2 décembre 2009 relatif à la reconnaissance des qualifications professionnelles pour l'exercice de la profession d'architecte, et notamment son article 15 ;

Vu l'arrêté du 17 décembre 2009 relatif aux modalités de reconnaissance des qualifications professionnelles pour l'exercice de la profession d'architecte, et notamment son article 19 ;

Vu la demande présentée par M. Mauricio Calero Ocampo, diplômé architecte DPLG, en vue d'être autorisé à exercer la profession d'architecte,

Décide :

Art. 1^{er}. - Est autorisé à exercer la profession d'architecte, dans les conditions fixées par la loi du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture :

M. Mauricio Calero Ocampo, ressortissant d'un État non membre de l'Union européenne, né le 15 mars 1978 à Bogota (Colombie).

Art. 2. - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Le ministre de la Culture et de la Communication,
Pour le ministre et par délégation :
La sous-directrice de l'enseignement supérieur
et de la recherche en architecture,
Laurence Cassegrain

Décision du 14 septembre 2010 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M. Mohamed Lotfi Belhouari).

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture et notamment son article 11 ;

Vu le décret n° 2009-1490 du 2 décembre 2009 relatif à la reconnaissance des qualifications professionnelles pour l'exercice de la profession d'architecte, et notamment son article 15 ;

Vu l'arrêté du 17 décembre 2009 relatif aux modalités de reconnaissance des qualifications professionnelles pour l'exercice de la profession d'architecte, et notamment son article 19 ;

Vu la demande présentée par M. Mohamed Lotfi Belhouari, diplômé architecte d'État et titulaire de l'habilitation à exercer la maîtrise d'œuvre en son nom propre, en vue d'être autorisé à exercer la profession d'architecte,

Décide :

Art. 1^{er}. - Est autorisé à exercer la profession d'architecte, dans les conditions fixées par la loi du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture :

M. Mohamed Lotfi Belhouari, ressortissant d'un État non membre de l'Union européenne, né le 9 septembre 1984 à Casablanca (Maroc).

Art. 2. - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Le ministre de la Culture et de la Communication,
Pour le ministre et par délégation :
La sous-directrice de l'enseignement supérieur
et de la recherche en architecture,
Laurence Cassegrain

Décision du 14 septembre 2010 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M^{me} Fatima Bouabdillah).

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture et notamment son article 11 ;

Vu le décret n° 2009-1490 du 2 décembre 2009 relatif à la reconnaissance des qualifications professionnelles pour l'exercice de la profession d'architecte, et notamment son article 15 ;

Vu l'arrêté du 17 décembre 2009 relatif aux modalités de reconnaissance des qualifications professionnelles pour l'exercice de la profession d'architecte, et notamment son article 19 ;

Vu la demande présentée par M^{me} Fatima Bouabdillah, diplômée architecte, en vue d'être autorisée à exercer la profession d'architecte,

Décide :

Art. 1^{er}. - Est autorisée à exercer la profession d'architecte, dans les conditions fixées par la loi du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture :

M^{me} Fatima Bouabdillah, ressortissante d'un État non membre de l'Union européenne, née le 20 avril 1977 à Rabat (Maroc).

Art. 2. - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Le ministre de la Culture et de la Communication,
Pour le ministre et par délégation :
La sous-directrice de l'enseignement supérieur
et de la recherche en architecture,
Laurence Cassegrain

Décision du 14 septembre 2010 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M. Mohamed Zouhaier Bouhlel).

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture et notamment son article 11 ;

Vu le décret n° 2009-1490 du 2 décembre 2009 relatif à la reconnaissance des qualifications professionnelles pour l'exercice de la profession d'architecte, et notamment son article 15 ;

Vu l'arrêté du 17 décembre 2009 relatif aux modalités de reconnaissance des qualifications professionnelles pour l'exercice de la profession d'architecte, et notamment son article 19 ;

Vu la demande présentée par M. Mohamed Zouhaier Bouhlel, diplômé architecte DPLG, en vue d'être autorisé à exercer la profession d'architecte,

Décide :

Art. 1^{er}. - Est autorisé à exercer la profession d'architecte, dans les conditions fixées par la loi du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture :

M. Mohamed Zouhaier Bouhlel, ressortissant d'un État non membre de l'Union européenne, né le 17 mai 1976 à Sousse (Tunisie).

Art. 2. - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Le ministre de la Culture et de la Communication,
Pour le ministre et par délégation :
La sous-directrice de l'enseignement supérieur
et de la recherche en architecture,
Laurence Cassegrain

Décision du 14 septembre 2010 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M. François Kenny Boobhun).

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture et notamment son article 11 ;

Vu le décret n° 2009-1490 du 2 décembre 2009 relatif à la reconnaissance des qualifications professionnelles pour l'exercice de la profession d'architecte, et notamment son article 15 ;

Vu l'arrêté du 17 décembre 2009 relatif aux modalités de reconnaissance des qualifications professionnelles pour l'exercice de la profession d'architecte, et notamment son article 19 ;

Vu la demande présentée par M. François Kenny Boobhun, diplômé architecte DESA grade 2 et titulaire de l'habilitation à exercer la maîtrise d'œuvre en son nom propre, en vue d'être autorisé à exercer la profession d'architecte,

Décide :

Art. 1^{er}. - Est autorisé à exercer la profession d'architecte, dans les conditions fixées par la loi du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture :

M. François Kenny Boobhun, ressortissant d'un État non membre de l'Union européenne, né le 13 janvier 1981 à Rose-Hill (Île Maurice).

Art. 2. - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Le ministre de la Culture et de la Communication,
Pour le ministre et par délégation :
La sous-directrice de l'enseignement supérieur
et de la recherche en architecture,
Laurence Cassegrain

Décision du 14 septembre 2010 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M^{me} Iness Mahmoud Bouhlel).

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture et notamment son article 11 ;

Vu le décret n° 2009-1490 du 2 décembre 2009 relatif à la reconnaissance des qualifications professionnelles pour l'exercice de la profession d'architecte, et notamment son article 15 ;

Vu l'arrêté du 17 décembre 2009 relatif aux modalités de reconnaissance des qualifications professionnelles pour l'exercice de la profession d'architecte, et notamment son article 19 ;

Vu la demande présentée par M^{me} Iness Mahmoud Bouhlel, diplômée architecte d'État et titulaire de l'habilitation à exercer la maîtrise d'œuvre en son nom propre, en vue d'être autorisée à exercer la profession d'architecte,

Décide :

Art. 1^{er}. - Est autorisée à exercer la profession d'architecte, dans les conditions fixées par la loi du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture :

M^{me} Iness Mahmoud Bouhlel, ressortissante d'un État non membre de l'Union européenne, née le 4 octobre 1980 à Ras Jebel (Tunisie).

Art. 2. - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Le ministre de la Culture et de la Communication,
Pour le ministre et par délégation :
La sous-directrice de l'enseignement supérieur
et de la recherche en architecture,
Laurence Cassegrain

Décision du 14 septembre 2010 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M^{me} Paula Junqueira Azevedo).

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture et notamment son article 11 ;

Vu le décret n° 2009-1490 du 2 décembre 2009 relatif à la reconnaissance des qualifications professionnelles pour l'exercice de la profession d'architecte, et notamment son article 15 ;

Vu l'arrêté du 17 décembre 2009 relatif aux modalités de reconnaissance des qualifications professionnelles

pour l'exercice de la profession d'architecte, et notamment son article 19 ;

Vu la demande présentée par M^{me} Paula Junqueira Azevedo, diplômée architecte d'État et titulaire de l'habilitation à exercer la maîtrise d'œuvre en son nom propre, en vue d'être autorisée à exercer la profession d'architecte,

Décide :

Art. 1^{er}. - Est autorisée à exercer la profession d'architecte, dans les conditions fixées par la loi du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture :

M^{me} Paula Junqueira Azevedo, ressortissante d'un État non membre de l'Union européenne, née le 4 juin 1965 à Rio de Janeiro (Brésil).

Art. 2. - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Le ministre de la Culture et de la Communication,
Pour le ministre et par délégation :
La sous-directrice de l'enseignement supérieur
et de la recherche en architecture,
Laurence Cassegrain

Décision du 14 septembre 2010 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M. Mohamed Bel Haj Yahia).

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture et notamment son article 11 ;

Vu le décret n° 2009-1490 du 2 décembre 2009 relatif à la reconnaissance des qualifications professionnelles pour l'exercice de la profession d'architecte, et notamment son article 15 ;

Vu l'arrêté du 17 décembre 2009 relatif aux modalités de reconnaissance des qualifications professionnelles pour l'exercice de la profession d'architecte, et notamment son article 19 ;

Vu la demande présentée par M. Mohamed Bel Haj Yahia, diplômé architecte DESA, en vue d'être autorisé à exercer la profession d'architecte,

Décide :

Art. 1^{er}. - Est autorisé à exercer la profession d'architecte, dans les conditions fixées par la loi du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture :

M. Mohamed Bel Haj Yahia, ressortissant d'un État non membre de l'Union européenne, né le 29 août 1960 à Gabes (Tunisie).

Art. 2. - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Le ministre de la Culture et de la Communication,
Pour le ministre et par délégation :
La sous-directrice de l'enseignement supérieur
et de la recherche en architecture,
Laurence Cassegrain

Décision du 22 septembre 2010 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M^{me} Salma Iraqui).

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture et notamment son article 11 ;

Vu le décret n° 2009-1490 du 2 décembre 2009 relatif à la reconnaissance des qualifications professionnelles pour l'exercice de la profession d'architecte, et notamment son article 15 ;

Vu l'arrêté du 17 décembre 2009 relatif aux modalités de reconnaissance des qualifications professionnelles pour l'exercice de la profession d'architecte, et notamment son article 19 ;

Vu la demande présentée par M^{me} Salma Iraqui, diplômée architecte d'État et titulaire de l'habilitation à exercer la maîtrise d'œuvre en son nom propre, en vue d'être autorisée à exercer la profession d'architecte,

Décide :

Art. 1^{er}. - Est autorisée à exercer la profession d'architecte, dans les conditions fixées par la loi du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture :

M^{me} Salma Iraqui, ressortissante d'un État non membre de l'Union européenne, née le 24 août 1982 à Casablanca (Maroc).

Art. 2. - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Le ministre de la Culture et de la Communication,
Pour le ministre et par délégation :
La sous-directrice de l'enseignement supérieur
et de la recherche en architecture,
Laurence Cassegrain

Décision du 22 septembre 2010 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M. François Codjo).

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture et notamment son article 11 ;

Vu le décret n° 2009-1490 du 2 décembre 2009 relatif à la reconnaissance des qualifications professionnelles pour l'exercice de la profession d'architecte, et notamment son article 15 ;

Vu l'arrêté du 17 décembre 2009 relatif aux modalités de reconnaissance des qualifications professionnelles pour l'exercice de la profession d'architecte, et notamment son article 19 ;

Vu la demande présentée par M. François Codjo, diplômé architecte DPLG, en vue d'être autorisé à exercer la profession d'architecte,

Décide :

Art. 1^{er}. - Est autorisé à exercer la profession d'architecte, dans les conditions fixées par la loi du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture :

M. François Codjo, ressortissant d'un État non membre de l'Union européenne, né le 25 octobre 1982 à Parakou (Bénin).

Art. 2. - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Le ministre de la Culture et de la Communication,
Pour le ministre et par délégation :
La sous-directrice de l'enseignement supérieur
et de la recherche en architecture,
Laurence Cassegrain

Décision du 22 septembre 2010 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M. Karim Boukra).

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture et notamment son article 11 ;

Vu le décret n° 2009-1490 du 2 décembre 2009 relatif à la reconnaissance des qualifications professionnelles pour l'exercice de la profession d'architecte, et notamment son article 15 ;

Vu l'arrêté du 17 décembre 2009 relatif aux modalités de reconnaissance des qualifications professionnelles pour l'exercice de la profession d'architecte, et notamment son article 19 ;

Vu la demande présentée par M. Karim Boukra, diplômé architecte DPLG, en vue d'être autorisé à exercer la profession d'architecte,

Décide :

Art. 1^{er}. - Est autorisé à exercer la profession d'architecte, dans les conditions fixées par la loi du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture :

M. Karim Boukra, ressortissant d'un État non membre de l'Union européenne, né le 8 juillet 1978 à Ouahdias (Algérie).

Art. 2. - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Le ministre de la Culture et de la Communication,
Pour le ministre et par délégation :
La sous-directrice de l'enseignement supérieur
et de la recherche en architecture,
Laurence Cassegrain

CENTRE NATIONAL D'ART ET DE CULTURE GEORGES-POMPIDOU

Décision n° 0207-N du 7 septembre 2010 rectificative de la décision portant modification n° 2 à la délégation de signature du 26 mai 2010 du Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou.

Le président du Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou,

Décide :

Art. 1^{er}. - Sont ajoutés à l'article 1, alinéa 2 de la décision portant modification n° 2 à la délégation de signature du 22 mai 2010 : « les ordres de mission d'un montant inférieur à 3 000 euros HT ».

Art. 2. - La directrice générale est chargée de l'application de la présente décision qui prend effet rétroactivement à compter du 1^{er} juin 2010 et qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Le président du Centre national d'art
et de culture Georges-Pompidou,
Alain Seban

Décision n° 187 du 29 septembre 2010 portant nomination d'un nouveau membre du comité technique paritaire du Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou.

Le président national d'art et de culture Georges-Pompidou,

Vu la loi n° 75-1 du 3 janvier 1975 modifiée portant création du Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou ;

Vu le décret n° 82-452 du 28 mai 1982 modifié relatif

aux comités techniques paritaires ;

Vu le statut du personnel contractuel du Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou ;

Vu le décret du 29 mars 2007 portant nomination du président du Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou ;

Vu l'arrêté du 18 décembre 2009 du ministère de la Culture et de la Communication portant organisation d'une consultation générale des personnels du ministère de la Culture et de la Communication ;

Vu l'arrêté du 18 décembre 2009 relatif aux comités techniques paritaires du ministère de la Culture et de la Communication ;

Vu la décision du 19 mai 2010 relative à la nomination des représentants du personnel au comité technique paritaire du Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou,

Décide :

Art. 1^{er}. - Est nommé en qualité de représentant suppléant du personnel au comité technique paritaire du Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou :

- M. Patrice Richard, du syndicat CGT, à la place de M^{me} Tania Chebli.

Art. 2. - La directrice générale est chargée de l'exécution de la présente décision.

Le président du Centre national d'art
et de culture Georges-Pompidou,
Alain Seban

CINÉMATOGRAPHIE

Décision du 1^{er} septembre 2010 portant nomination à la commission prévue à l'article 88 du décret n° 99-130 du 24 février 1999 relatif au soutien financier de l'industrie cinématographique.

La présidente du Centre national du cinéma et l'image animée,

Vu le Code du cinéma et de l'image animée ;

Vu le décret n° 99-130 du 24 février 1999 modifié relatif au soutien financier de l'industrie cinématographique, notamment son article 88 ;

Vu l'arrêté du 22 mars 1999 modifié pris pour l'application des dispositions du chapitre III du titre IV du décret n° 99-130 du 24 février 1999 modifié relatif au soutien financier de l'industrie cinématographique

et concernant le soutien financier sélectif à la production et à la préparation des œuvres cinématographiques de courte durée ;

Vu la décision du 24 mars 2010 portant nomination à la commission prévue à l'article 88 du décret n° 99-130 du 24 février 1999 relatif au soutien financier de l'industrie cinématographique,

Décide :

Art. 1^{er}. - M. Yann Gilbert est nommé, pour la durée du mandat restant à courir, président de la commission prévue à l'article 88 du décret du 24 février 1999 susvisé, en remplacement de M. Jean Bréhat.

Art. 2. - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication ainsi que sur le site Internet du Centre national du cinéma et de l'image animée.

La présidente du Centre national du cinéma
et de l'image animée,
Véronique Cayla

Décision du 1^{er} septembre 2010 portant nomination à la commission d'aide à l'écriture et à la réécriture de scénarios prévue à l'article 52-1 du décret n° 99-130 du 24 février 1999 modifié relatif au soutien financier de l'industrie cinématographique.

La présidente du Centre national du cinéma et de l'image animée,

Vu le Code du cinéma et de l'image animée ;

Vu le décret n° 99-130 du 24 février 1999 modifié relatif au soutien financier de l'industrie cinématographique, notamment son article 52-1 ;

Vu l'arrêté du 22 mars 1999 modifié pris pour l'application des dispositions du chapitre III du titre III du décret n° 99-130 du 24 février 1999 relatif au soutien financier de l'industrie cinématographique et concernant le soutien financier sélectif à la production et à la préparation des œuvres cinématographiques de longue durée,

Décide :

Art. 1^{er}. - M^{me} Liria Bégéja est nommée présidente de la commission d'aide à l'écriture et à la réécriture de scénarios prévue à l'article 52-1 du décret du 24 février 1999 susvisé.

Art. 2. - Sont nommées, vice-présidentes de la commission mentionnée à l'article 1^{er} :

* Au titre du premier collège :

- M^{me} Nathalie Mesuret.

* Au titre du deuxième collège :

- M^{me} Martine de Clermont-Tonnerre.

Art. 3. - Sont nommés, membres titulaires de la commission mentionnée à l'article 1^{er} :

* Au titre du premier collège :

- M. Bruno Berthemy,

- M^{me} Florence Borelly,

- M. Karim Boukercha,

- M^{me} Éléonore Faucher,

- M. Mathias Gokalp,

- M. Nicolas Peuffaillit,

- M^{me} Julie Salvador.

* Au titre du deuxième collège :

- M^{me} Caroline Bottaro,

- M. Marco Cherqui,

- M. Éric Lartigau,

- M. Andrew Litvack,

- M. Paul Tabet,

- M. Matthieu Tarot,

- M^{me} Rebecca Zlotowski.

Art. 4. - Sont nommés, suppléants des membres de la commission mentionnée à l'article 1^{er} :

- M. Fabrice Allard,

- M. Gorune Aprikian,

- M. Étienne Comar,

- M. Ziad Doueiri,

- M. Christian Grandman,

- M^{me} Alexandra Henoschberg,

- M. Olivier Jahan,

- M. Thierry Lounas,

- M. Larbi Nacéri,

- M. Anri Sala.

Art. 5. - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication ainsi que sur le site Internet du Centre national du cinéma et de l'image animée.

La présidente du Centre national du cinéma
et de l'image animée,
Véronique Cayla

Arrêté du 16 septembre 2010 portant nomination à la commission de classification des œuvres cinématographiques.

NOR : MCKK1022573A

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le Code du cinéma et de l'image animée, notamment son article L. 211-1 ;

Vu le décret n° 90-174 du 23 février 1990 modifié pris pour l'application des articles 19 à 22 du Code de l'industrie cinématographique et relatif à la classification des œuvres cinématographiques, notamment son article 1^{er} ;

Vu l'arrêté du 17 mars 2010 portant nomination des membres de la commission de classification des œuvres cinématographiques,

Arrête :

Art. 1^{er}. - M. Alexis Ridde est nommé, pour la durée du mandat restant à courir, membre titulaire de la commission de classification des œuvres cinématographiques prévue par le décret du 23 février 1990 susvisé, en tant que représentant du ministre chargé de la jeunesse, en remplacement de M. Laurent Bogen.

Art. 2. - Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication ainsi que sur le site Internet du Centre national du cinéma et de l'image animée.

Le ministre de la Culture et de la Communication,
Frédéric Mitterrand

Décision du 20 septembre 2010 fixant la liste des établissements de formation pris en compte pour la contribution de certains éditeurs de services de télévision au développement de la production d'œuvres audiovisuelles.

La présidente du Centre national du cinéma et de l'image animée,

Vu le Code du cinéma et de l'image animée ;

Vu la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication modifiée notamment par la loi n° 2009-258 du 5 mars 2009 relative à la communication audiovisuelle et au nouveau service public de la télévision ;

Vu le décret n° 2010-416 du 27 avril 2010 relatif à la contribution cinématographique et audiovisuelle des éditeurs de services de télévision et aux éditeurs de services de radio distribués par les réseaux n'utilisant pas des fréquences assignées par le Conseil supérieur de l'audiovisuel, notamment son article 28 ;

Vu le décret n° 2010-747 du 2 juillet 2010 relatif à la contribution à la production d'œuvres cinématographiques et audiovisuelles des services de télévision diffusés par voie hertzienne terrestre, notamment ses articles 12 et 41 ;

Considérant que des accords professionnels portant sur le dispositif de contribution des éditeurs de services de télévision à la production d'œuvres audiovisuelles ont été conclus par les organisations professionnelles de producteurs audiovisuels avec les chaînes analogiques historiques, les chaînes hertziennes numériques, ainsi qu'avec les chaînes dites « thématiques », distribuées par les réseaux non hertziens ;

Considérant que la loi du 5 mars 2009 relative à la communication audiovisuelle et au nouveau service public de la télévision a pris en compte la conclusion de ces accords professionnels ; qu'elle a modifié en ce sens les dispositions de la loi du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication concernant les principes généraux de la contribution des éditeurs de services de télévision à la production d'œuvres audiovisuelles ;

Considérant que les articles 27 et 33 de la loi du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication prévoient que cette contribution porte particulièrement sur les œuvres audiovisuelles patrimoniales et indépendantes et qu'elle peut en outre inclure des dépenses de formation des auteurs ;

Considérant qu'en application de ces dispositions, les articles 12 et 41 du décret du 2 juillet 2010 et l'article 28 du décret du 27 avril 2010 susvisés prévoient que les éditeurs de services diffusés en clair par voie hertzienne terrestre et les éditeurs de services de cinéma peuvent désormais prendre en compte, au titre des dépenses contribuant au développement de la production d'œuvres audiovisuelles européennes ou d'expression originale française, les sommes consacrées au financement de la formation des auteurs dans le cadre d'établissements de formation figurant sur une liste établie par le Centre national du cinéma et de l'image animée, dans la limite de 1 % du montant de leur obligation ;

Considérant que les établissements de formation qui bénéficient à ce titre d'une aide financière accordée par l'État peuvent être considérés comme répondant à certaines exigences qui permettent d'atteindre les objectifs visés par la réglementation relative à l'obligation de contribution des éditeurs de services de télévision ; que ces établissements reflètent en outre la diversité des formes juridiques que peuvent revêtir les structures de formation, publiques ou privées, associatives ou commerciales ; qu'enfin, les établissements concernés couvrent les différents

genres d'œuvres patrimoniales, fiction, documentaire et animation, pour lesquelles le travail d'écriture de l'auteur représente un élément essentiel du processus de création audiovisuelle,

Décide :

Art. 1^{er}. - La liste mentionnée au 5° de l'article 28 du décret du 27 avril 2010 et au 6° des articles 12 et 41 du décret du 2 juillet 2010 susvisés comprend les établissements de formation suivants :

- École nationale supérieure des métiers de l'image et du son (La Fémis) ;
- École supérieure de l'audiovisuel et du numérique (Ina'Sup) ;
- École nationale supérieure Louis Lumière ;
- Conservatoire européen d'écriture audiovisuelle (CEEAA) ;
- École du film d'animation (La Poudrière) ;
- École documentaire de Lussas (Ardèche Images).

Art. 2. - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication ainsi que sur le site Internet du Centre national du cinéma et de l'image animée.

La présidente du Centre national du cinéma
et de l'image animée,
Véronique Cayla

Décision du 20 septembre 2010 fixant la liste des festivals pris en compte pour la contribution de certains éditeurs de services de télévision au développement de la production d'œuvres audiovisuelles.

La présidente du Centre national du cinéma et de l'image animée,

Vu le Code du cinéma et de l'image animée ;

Vu la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication modifiée notamment par la loi n° 2009-258 du 5 mars 2009 relative à la communication audiovisuelle et au nouveau service public de la télévision ;

Vu le décret n° 2010-747 du 2 juillet 2010 relatif à la contribution à la production d'œuvres cinématographiques et audiovisuelles des services de télévision diffusés par voie hertzienne terrestre, notamment son article 12 ;

Considérant que des accords professionnels portant sur le dispositif de contribution des éditeurs de services de télévision à la production d'œuvres audiovisuelles ont été conclus par les organisations professionnelles de producteurs audiovisuels avec les chaînes

analogiques historiques, les chaînes hertziennes numériques, ainsi qu'avec les chaînes dites « thématiques », distribuées par les réseaux non hertziens ;

Considérant que la loi du 5 mars 2009 relative à la communication audiovisuelle et au nouveau service public de la télévision a pris en compte la conclusion de ces accords professionnels ; qu'elle a modifié en ce sens les dispositions de la loi du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication concernant les principes généraux de la contribution des éditeurs de services de télévision à la production d'œuvres audiovisuelles ;

Considérant que les articles 27 et 33 de la loi du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication prévoient que cette contribution porte particulièrement sur les œuvres audiovisuelles patrimoniales et indépendantes et qu'elle peut en outre inclure des dépenses de promotion des œuvres ;

Considérant qu'en application de ces dispositions, l'article 12 du décret du 2 juillet 2010 susvisé précise que les éditeurs de services diffusés en clair par voie hertzienne terrestre peuvent désormais prendre en compte, au titre des dépenses contribuant au développement de la production d'œuvres audiovisuelles européennes ou d'expression originale française, les sommes consacrées au financement de la promotion des œuvres dans le cadre de festivals figurant sur une liste établie par le Centre national du cinéma et de l'image animée, dans la limite de 0,5 % du montant de leur obligation,

Décide :

Art. 1^{er}. - La liste mentionnée au 7° de l'article 12 du décret du 2 juillet 2010 susvisé comprend les festivals suivants :

- Festival de la fiction TV de la Rochelle (Association du festival de la fiction) ;
- Festival international du documentaire de Marseille (association Vue sur les docs) ;
- États généraux du film documentaire (association Ardèche Images) ;
- Festival des créations télévisuelles de Luchon - Pays de Comminges-Pyrénées (association Festival TV Comminges-Pyrénées) ;
- Festival européen des quatre écrans (association Festival européen de télévision) ;
- Scénaristes en série Aix-les-Bains (association Scénaristes en série) ;
- Sunny side of the docs La Rochelle - Marché international du documentaire (association Images du réel) ;

- Festival international de programmes audiovisuels (Association du festival international de programmes audiovisuels) ;
- Festival international du film d'animation d'Annecy (établissement public de coopération culturelle La CITIA) ;
- Festival du court-métrage de Clermont-Ferrand (association Sauve qui peut le court métrage) ;
- Festival du film de Vendôme (établissement public de coopération culturelle Agence régionale du Centre pour le cinéma et l'audiovisuel - Centre images) ;
- Festival Cinéma du réel (association Les amis du cinéma du réel) ;
- Séries mania (association Forum des images) ;
- Festival international des scénaristes (association Scénario au long court).

Art. 2. - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication ainsi que sur le site Internet du Centre national du cinéma et de l'image animée.

La présidente du Centre national du cinéma
et de l'image animée,
Véronique Cayla

ÉDUCATION ARTISTIQUE - ENSEIGNEMENT - RECHERCHE

Arrêté du 28 avril 2010 portant prolongation de l'approbation du programme d'enseignement de la formation conduisant au diplôme de paysagiste DPLG dispensé par l'École nationale supérieure d'architecture et de paysage de Bordeaux.

Le ministre de la Culture et de la Communication et le ministre de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Pêche,
Vu le Code rural, notamment son livre VIII ;

Vu le décret du 14 novembre 1994 relatif à la formation des paysagistes DPLG ;

Vu l'arrêté du 15 novembre 2006 relatif à la commission consultative de la formation des paysagistes DPLG ;

Vu l'arrêté du 9 juillet 2008 portant prolongation de l'approbation du programme d'enseignement de la formation conduisant au diplôme de paysagiste DPLG dispensée par l'École nationale supérieure d'architecture et de paysage de Bordeaux,

Arrêtent :

Art. 1^{er}. - L'approbation du programme d'enseignement de la formation conduisant au diplôme de paysagiste DPLG dispensée par l'École nationale supérieure d'architecture et de paysage de Bordeaux est prolongée pour une période de deux ans à compter de la rentrée universitaire 2008-2009.

Art. 2. - Le directeur, adjoint au directeur général des patrimoines chargé de l'architecture au ministère de la Culture et de la Communication et le directeur général de l'enseignement et de la recherche au ministère de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Pêche, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Pour le ministre et par délégation :

La sous-directrice de l'enseignement supérieur
et de la recherche en architecture,
Laurence Cassegrain

Le ministre de l'Alimentation, de l'Agriculture
et de la Pêche,

Pour le ministre et par délégation :

La sous-directrice de l'enseignement supérieur
et de la recherche,
Maryline Laplace

Arrêté du 28 avril 2010 portant prolongation de l'approbation du programme d'enseignement de la formation conduisant au diplôme de paysagiste DPLG dispensé par l'École nationale supérieure d'architecture et de paysage de Lille.

Le ministre de la Culture et de la Communication et le ministre de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Pêche,
Vu le Code rural, notamment son livre VIII ;

Vu le décret du 14 novembre 1994 relatif à la formation des paysagistes DPLG ;

Vu l'arrêté du 15 novembre 2006 relatif à la commission consultative de la formation des paysagistes DPLG ;

Vu l'arrêté du 23 mars 2005 portant approbation du programme d'enseignement de la formation conduisant au diplôme de paysagiste DPLG dispensée par l'École nationale supérieure d'architecture et de paysage Lille,

Arrêtent :

Art. 1^{er}. - L'approbation du programme d'enseignement de la formation conduisant au diplôme de paysagiste DPLG dispensée par l'École nationale supérieure d'architecture et de paysage de Lille est prolongée pour une période d'un an à compter de la rentrée universitaire 2009-2010.

Art. 2. - Le directeur, adjoint au directeur général des patrimoines chargé de l'architecture au ministère de la Culture et de la Communication et le directeur général de l'enseignement et de la recherche au ministère de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Pêche sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Le ministre de la Culture et de la Communication,
Pour le ministre et par délégation :
La sous-directrice de l'enseignement supérieur
et de la recherche en architecture,
Laurence Cassegrain
Le ministre de l'Alimentation, de l'Agriculture
et de la Pêche,
Pour le ministre et par délégation :
La sous-directrice de l'enseignement supérieur
et de la recherche,
Maryline Laplace

Arrêté du 25 août 2010 habilitant l'École nationale supérieure d'architecture de Montpellier à délivrer le diplôme d'études en architecture conférant le grade de licence et le diplôme d'État d'architecte conférant le grade de master.

La ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, et le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture, notamment ses articles 10 et 43 ;

Vu le Code de l'éducation et notamment son article L. 752-1 ;

Vu le décret n° 2005-734 du 30 juin 2005 relatif aux études d'architecture ;

Vu l'arrêté du 20 juillet 2005 relatif aux cycles de formation des études d'architecture conduisant au diplôme d'études en architecture conférant le grade de licence et au diplôme d'État d'architecte conférant le grade de master ;

Vu l'avis donné par le Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche en date du 19 avril 2010 ;

Arrêtent :

Art. 1^{er}. - L'École nationale supérieure d'architecture de Montpellier est habilitée à délivrer le diplôme d'études en architecture conférant le grade de licence pour une durée de deux ans à compter de la rentrée universitaire 2009-2010.

Art. 2. - L'École nationale supérieure d'architecture de Montpellier est habilitée à délivrer le diplôme d'État d'architecte conférant le grade de master pour une

durée de deux ans à compter de la rentrée universitaire 2009-2010.

Art. 3. - Le directeur général pour l'enseignement supérieur et l'insertion professionnelle et le directeur adjoint au directeur général des patrimoines, chargé de l'architecture, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Le ministre de la Culture et de la Communication,
Pour le ministre et par délégation :
La sous-directrice de l'enseignement supérieur
et de la recherche en architecture,
Laurence Cassegrain
La ministre de l'Enseignement supérieur
et de la Recherche,
Pour la ministre et par délégation :
Le directeur générale pour l'enseignement supérieur
et l'insertion professionnelle,
Patrick Hetzel

Arrêté du 25 août 2010 habilitant l'École nationale supérieure d'architecture de Montpellier à délivrer le diplôme d'études en architecture conférant le grade de licence et le diplôme d'État d'architecte conférant le grade de master dans le cadre de la formation professionnelle continue.

La ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, et le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture, notamment ses articles 10 et 43 ;

Vu le Code de l'éducation et notamment son article L. 752-1 ;

Vu le décret n° 2005-734 du 30 juin 2005 relatif aux études d'architecture ;

Vu l'arrêté du 20 juillet 2005 relatif aux cycles de formation des études d'architecture conduisant au diplôme d'études en architecture conférant le grade de licence et au diplôme d'État d'architecte conférant le grade de master ;

Vu l'avis donné par le Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche en date du 19 avril 2010,

Arrêtent :

Art. 1^{er}. - L'École nationale supérieure d'architecture de Montpellier est habilitée à délivrer le diplôme d'études en architecture conférant le grade de licence dans le cadre de la formation professionnelle continue pour une durée de deux ans à compter de la rentrée universitaire 2009-2010.

Art. 2. - L'École nationale supérieure d'architecture de Montpellier est habilitée à délivrer le diplôme d'État d'architecte conférant le grade de master dans le cadre de la formation professionnelle continue pour une durée de deux ans à compter de la rentrée universitaire 2009-2010.

Art. 3. - Le directeur général pour l'enseignement supérieur et l'insertion professionnelle et le directeur général des patrimoines sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication..

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Pour le ministre et par délégation :

La sous-directrice de l'enseignement supérieur
et de la recherche en architecture,

Laurence Cassegrain

La ministre de l'Enseignement supérieur
et de la Recherche,

Pour la ministre et par délégation :

Le directeur générale pour l'enseignement supérieur
et l'insertion professionnelle,
Patrick Hetzel

Décision du 3 septembre 2010 portant délégation de signature à l'École du Louvre.

Le directeur de l'École du Louvre

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général de la comptabilité publique ;

Vu le décret n° 97-1085 du 25 novembre 1997 relatif à l'École du Louvre, et notamment son article 20 ;

Vu le décret du 26 septembre 2008 portant nomination du directeur de l'École du Louvre ;

Vu la décision du 2 janvier 2007 relative à la composition et au fonctionnement de la commission d'appel d'offres pour les marchés publics de l'École du Louvre ;

Vu la décision du 31 mai 2010 relative à la délégation de signature du directeur ;

Considérant le recrutement de M. Uriel Goldberg, en remplacement de M. Jean-Jacques Schmitt aux fonctions de chef du service juridique et financier,

Décide :

Art. 1^{er}. - Délégation de signature est donnée à M^{me} Claire Barbillon, directrice des études, pour tous actes et décisions afférents aux attributions du directeur de l'école énumérées à l'article 20 du décret n° 97-1085 susvisé, à l'exception du point 1.

Art. 2. - Délégation de signature est donnée à M^{me} Stéphanie Guidoni, secrétaire générale, pour tous actes et décisions afférents aux attributions du directeur

de l'école énumérées à l'article 20 du décret n° 97-1085 susvisé, à l'exception du point 7.

Art. 3. - Délégation de signature est donnée, sous l'autorité de M^{me} Stéphanie Guidoni, à M. Uriel Goldberg, chef du service juridique et financier, pour tous actes et décisions afférents aux attributions du directeur de l'école énumérés aux points 2 et 5 de l'article 20 du décret n° 97-1085 susvisé.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Uriel Goldberg, chef du service juridique et financier, une délégation de signature identique à celle visée à l'alinéa précédent du présent article est donnée à M^{me} Sophie Banel, chargée des affaires financières au sein du service juridique et financier, pour tous actes et décisions afférents aux attributions du directeur de l'école énumérés au point 2 de l'article 20 du décret n°97-1085 susvisé, ainsi que les attestations de services faits et les certificats administratifs.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Uriel Goldberg, chef du service juridique et financier, une délégation de signature identique à celle visée à l'alinéa 1 du présent article est donnée à M^{me} Charlotte Lannoy-Muyard, chargée des affaires juridiques au sein du service juridique et financier, pour tous actes et décisions afférents aux attributions du directeur de l'école énumérés au point 5 de l'article 20 du décret n°97-1085 susvisé, ainsi que les attestations de services faits et les certificats administratifs.

Art. 4. - Délégation de signature est donnée, sous l'autorité de M^{me} Stéphanie Guidoni, à M. Axel Villechaize, chef du service des ressources humaines, à effet de signer, dans le cadre de ses compétences et dans les limites des crédits placés sous sa responsabilité les actes et décisions afférents aux attributions du directeur de l'école énumérés aux points 2 et 3 de l'article 20 du décret n° 97-1085 susvisé.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Axel Villechaize, chef du service des ressources humaines, une délégation de signature identique à celle visée à l'alinéa précédent du présent article est donnée à M^{me} Ilana Franco, adjointe au chef du service des ressources humaines, dans le cadre de ses compétences et dans les limites des crédits placés sous sa responsabilité pour les actes et décisions afférents aux attributions du directeur de l'école énumérés au point 2 et 3 de l'article 20 du décret n° 97-1085 susvisé.

Art. 5. - Délégation de signature est donnée, sous l'autorité de M^{me} Claire Barbillon, à M^{me} Madeleine de Fuentes, chef du service de la bibliothèque, à M^{me} Isabelle Bador, chef du service de la scolarité, à M^{me} Clarisse Duclos, chef du service des auditeurs et

de la formation continue, à M^{me} Claire Merleau-Ponty, chef du service des échanges et programmes internationaux, à M. Patrick Violette, chef du service des éditions et des colloques, et à M. François Nemer, chef du service de la photothèque, à effet de signer, dans le cadre de leurs compétences et dans les limites des crédits placés sous leur responsabilité, les attestations de services faits et les certificats administratifs.

Art. 6. - Délégation de signature est donnée, sous l'autorité de M^{me} Stéphanie Guidoni, à M. Camille Houbart, chef du service de l'accueil, de l'assistance technique et de la sécurité, et à M. Harry Williot, chef du service informatique à effet de signer, dans le cadre de ses compétences et dans les limites des crédits placés sous sa responsabilité, les attestations de services faits et les certificats administratifs.

Art. 7. - Délégation de signature est donnée à M. Bertrand Meyrat, chargé de mission pour la communication auprès du directeur, à effet de signer, dans le cadre de ses compétences et dans les limites des crédits placés sous sa responsabilité, les attestations de services faits et les certificats administratifs.

Art. 8. - La secrétaire générale est chargée de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Cette décision prend effet ce jour et annule et remplace la décision en date du 31 mai 2010.

Le directeur de l'École du Louvre,
Philippe Durey

Décision du 8 septembre 2010 portant nomination des membres titulaires et suppléants de l'administration au comité d'hygiène et de sécurité de l'École nationale supérieure des beaux-arts.

Le directeur de l'École nationale supérieure des beaux-arts,

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif aux comités d'hygiène et de sécurité ;

Vu le décret n° 84-968 du 26 octobre 1984 portant organisation administrative et financière de l'École nationale supérieure des beaux-arts ;

Vu l'arrêté du 24 octobre 2006 modifiant l'arrêté du 14 novembre 2003 relatif aux comités d'hygiène et de sécurité du ministère de la Culture ;

Vu l'arrêté du 30 mai 2007 portant nomination des membres titulaires et suppléants de l'administration au comité d'hygiène et de sécurité de l'École nationale supérieure des beaux-arts,

Décide :

Art. 1^{er}. - Sont nommés, pour une durée de trois ans, membres représentants titulaires de l'administration au comité d'hygiène et de sécurité de l'École nationale supérieure des beaux-arts :

- M. Henry-Claude Cousseau, président ;
- M. Thierry Jopeak ;
- M. Marc Farthouat ;
- M^{me} Fabienne Klein.

Art. 2. - Sont nommés, pour une durée de trois ans, membres représentants suppléants de l'administration au comité d'hygiène et de sécurité de l'École nationale supérieure des beaux-arts :

- M^{me} Carole Croëne ;
- M^{me} Fleur Thévenin ;
- M^{me} Valérie Roffi ;
- M. Clément Miquel.

Le directeur de l'École nationale supérieure des beaux-arts,
Henry-Claude Cousseau

Arrêté du 27 septembre 2010 portant nomination des membres du comité technique paritaire de l'École nationale supérieure d'art de Dijon.

La directrice de l'École nationale supérieure d'art de Dijon,

Vu la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État ;

Vu le décret n° 84-956 du 25 octobre 1984 relatif aux comités techniques paritaires de la fonction publique de l'État, ensemble le décret n° 82-452 du 28 mai 1982, relatif au même objet ;

Vu l'arrêté du 9 avril 2010 fixant le nombre de sièges accordés aux organisations syndicales représentatives au sein des comités techniques paritaires des établissements publics à caractère administratif sous la tutelle du ministère de la Culture et de la Communication ;

Vu les résultats de la consultation générale des personnels du 1^{er} avril 2010,

Arrête :

Art. 1^{er}. - Sont nommés membres du comité technique paritaire de l'ENSA de Dijon en qualité de représentants de l'administration :

* Membres titulaires :

- M^{me} Anne Dallant, directrice de l'ENSA de Dijon, présidente du CTP ;
- M. Jean-Louis Villemin, secrétaire général de l'ENSA de Dijon.

*** Membres suppléants :**

- M. Bernard Bellacicco, enseignant à l'ENSA de Dijon ;
- M^{me} Martine Le Gac, enseignante à l'ENSA de Dijon.

Art. 2. - Sont nommés membres du comité technique paritaire en qualité de représentants du personnel :

1) CFDT-Culture :*** Membre titulaire :**

- M. Germain Huby, technicien d'assistance pédagogique à l'ENSA de Dijon.

*** Membre suppléant :**

- M. Luc Adami, technicien d'art à l'ENSA de Dijon.

2) USPAC-CGT Culture :*** Membre titulaire :**

- M. Didier Chenevez, adjoint technique d'accueil, de surveillance et de magasinage à l'ENSA de Dijon.

*** Membre suppléant :**

- M. Éric Marillier, assistant multimédia à l'ENSA de Dijon.

La directrice de l'École nationale supérieure d'art de Dijon,
Anne Dallant

Arrêté du 29 septembre 2010 portant nomination des membres du comité d'hygiène et de sécurité de l'École nationale supérieure d'art de Dijon.

La directrice de l'École nationale supérieure d'art de Dijon,

Vu la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État ;

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique, modifié notamment par le décret n° 95-680 du 9 mai 1995 ;

Vu l'arrêté du 9 avril 2010, fixant le nombre de sièges attribués aux organisations syndicales représentatives au sein des comités d'hygiène et de sécurité institués auprès des comités techniques paritaires des établissements publics à caractère administratif sous la tutelle du ministère de la Culture et de la Communication ;

Vu les résultats de la consultation générale des personnels du 1^{er} avril 2010,

Arrête :

Art. 1^{er}. - Sont nommés membres du comité d'hygiène et de sécurité de l'ENSA de Dijon en qualité de représentants de l'administration :

*** Membres titulaires :**

- M^{me} Anne Dallant, directrice de l'ENSA de Dijon, présidente du CHS ;

- M. Jean-Louis Villemin, secrétaire général de l'ENSA de Dijon ;

- M. Jean-François Dulck-Conventi, enseignant à l'ENSA de Dijon.

*** Membres suppléants :**

- M. Jean Mathiaut, enseignant à l'ENSA de Dijon ;

- M^{me} Corinne Sentou, enseignante à l'ENSA de Dijon ;

- M. Carlos Castillo Gonzalez, enseignant à l'ENSA de Dijon.

Art. 2. - Sont nommés membres du comité technique paritaire en qualité de représentants du personnel :

1) CFDT-Culture :*** Membres titulaires :**

- M. Germain Huby, technicien d'assistance pédagogique à l'ENSA de Dijon ;

- M. Luc Adami, technicien d'art à l'ENSA de Dijon.

*** Membres suppléants :**

- M^{me} Pascale Sequer, enseignante à l'ENSA de Dijon ;

- M^{me} Nathalie Vidal, technicien assistance pédagogique à l'ENSA de Dijon.

2) USPAC-CGT Culture :*** Membres titulaires :**

- M^{me} Sophie François, adjoint administratif à l'ENSA de Dijon ;

- M^{me} Nathalie Pendaries, adjoint technique d'accueil, surveillance et de magasinage à l'ENSA de Dijon ;

- M^{me} Virginia Antonio, adjoint technique d'accueil, de surveillance et de magasinage à l'ENSA de Dijon.

La directrice de l'École nationale supérieure d'art de Dijon,
Anne Dallant

LIVRE ET LECTURE

Arrêté du 16 septembre 2010 portant nomination de la présidente de la commission philosophie du Centre national du livre (M^{me} Barbara Cassin).

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le décret n° 93-397 du 19 mars 1993 modifié relatif au Centre national du livre, notamment ses articles 10 et 12 ;

Sur proposition du président du Centre national du livre,

Arrête :

Art. 1^{er}. - M^{me} Barbara Cassin est nommée présidente de la commission philosophie du Centre national du livre.

Art. 2. - Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Le ministre de la Culture et de la Communication,
Frédéric Mitterrand

MONUMENTS HISTORIQUES

Arrêté n° 13 du 21 juin 2010 portant classement au titre des monuments historiques de l'hôtel Terrier de Santans, sis 68, Grande Rue à Besançon (Doubs).

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le Code du patrimoine, livre VI, titres 1 et 2 ;

Vu le décret n° 99-78 du 5 février 1999 modifié relatif à la commission régionale du patrimoine et des sites et à l'instruction de certaines autorisations de travaux ;

Vu le décret n° 2007-487 du 30 mars 2007 relatif aux monuments historiques et aux zones de protection du patrimoine architectural urbain et paysager ;

Vu le décret n° 2009-1393 du 11 novembre 2009 relatif à l'organisation et aux missions de l'administration centrale du ministère de la Culture et de la Communication ;

Vu l'arrêté en date du 21 décembre 1984 portant classement au titre les monuments historiques des parties suivantes de l'Hôtel Terrier de Santans, situé 68, Grande Rue à Besançon (Doubs) :

- la salle à manger,
- les deux salons avec leur décor, au 1^{er} étage ;

Vu l'arrêté en date du 15 février 2005 portant inscription au titre des monuments historiques des corps de logis, en totalité, avec leurs décors et de la partie subsistante du bâtiment des communs de l'hôtel Terrier de Santans de Besançon (Doubs) ;

Vu l'avis de la commission régionale du patrimoine et des sites de Franche-Comté, en date du 26 octobre 2004 ;

La Commission nationale des monuments historiques entendue en sa séance du 14 mars 2005 ;

Vu les adhésions au classement données :

- le 6 avril 2005 par M. Bernard Millereux, directeur de la SOGINFO,
- le 28 avril 2005 par M. Dominique Marcoux, président de l'ASCEL,
- le 12 mars 2010 par M^{lle} Claude de Montrichard et par M^{me} Catherine de Montrichard, épouse de Couessin du Boisriou, nues-propriétaires,
- le 23 avril 2010 par M^{me} Nüket de Montrichard, usufruitière ;

Vu les autres pièces produites et jointes au dossier ;

Considérant que la conservation de l'hôtel Terrier de Santans sis 68, Grande Rue à Besançon (Doubs) présente au point de vue de l'histoire et de l'art un intérêt public en raison du caractère exceptionnel de cette résidence de parlementaire du XVIII^e siècle dont la conservation et le degré d'authenticité sont remarquables,

Arrête :

Art. 1^{er}. - Sont classés au titre des monuments historiques l'assise foncière, les corps de logis et les communs en totalité, y compris le bâtiment occupé par la banque, de l'hôtel Terrier de Santans sis 68, Grande Rue à Besançon (Doubs) situé sur les parcelles n^{os} 186, 187, 115, 116, 188 et 189 et 178, d'une contenance respective de : 8a 13ca, 12ca, 21ca, 46ca, 25a 78ca, 73ca, 31ca, figurant au cadastre section AB et appartenant :

1) Pour parcelle AB 186 (issue de AB 32) :

* À la SOGINFO - Société de gestion et d'investissements fonciers, dont le siège social est à Paris (9^e arrondissement), 29, boulevard Haussmann, identifiée sous le n° SIREN 353 352 370 RCS Paris. Elle est représentée par M^{me} Marie-Thérèse Vialle, président directeur général, Tour Société Générale, 17, cours Valmy, 92972 Paris-La Défense,

- par les actes et faits suivants :

. par un acte (projet d'apport sous conditions suspensives) passé devant M^e Fremeaux, notaire associé à Paris, le 22 janvier 1992,

. suivi de l'acte de dépôt du procès-verbal de l'assemblée générale du 4 février 1992 constatant la réalisation des conditions suspensives reçu par M^e Fremeaux, notaire susnommé le 27 février 1992,

. par un acte de dépôt passé devant M^e Fremeaux, notaire susnommé, le 20 mars 1992,

. par un acte complémentaire passé devant M^e Fremeaux, notaire susnommé, le 10 juillet 1992,

. le tout publié au bureau des hypothèques de Besançon (1^{er} bureau) (Doubs), les 19 août 1992 et 18 janvier 1993, volume 1992P, n° 4737 ;

- le tout suivi :

. d'un acte rectificatif en date du 25 novembre 1992, passé devant M^e Palud, notaire associé à Paris, et publié au bureau des hypothèques de Besançon (1^{er} bureau) (Doubs), le 18 janvier 1993, volume 1993P, n° 305,

. d'un acte rectificatif de la formalité initiale du 18 janvier 1993, volume 1992P, n° 4737, passé devant M^e Fremeaux notaire associé à Paris, en date du 7 mai 2003, publié le 2 juin 2003, volume 2003P, n° 3751 (étant précisé, qu'aux termes des actes publiés les 19 août 1992 et 18 janvier 1993, volume 1992P, n° 4737, et de l'acte rectificatif publié le 18 janvier 1993, volume 1993P, n° 305, il a été omis l'immeuble AB 116 dans l'apport),

. et d'une attestation rectificative valant reprise pour ordre de la formalité initiale du 18 janvier 1993, volume 1992P, n° 4737, en date du 23 octobre 2003, passée devant M^e Fremeaux, notaire associé à Paris, et publiée au bureau des hypothèques de Besançon (1^{er} bureau) (Doubs) le 3 novembre 2003, volume 2003P, n° 7958.

2) Pour le lot volume UN de l'immeuble édifié sur les parcelles AB 115, 116 :

* À la SOGINFO - Société de gestion et d'investissements fonciers susnommée,

- par l'état descriptif de division en volumes en date du 11 janvier 2007 passé devant M^e Racle, notaire à Besançon (Doubs) et publié au bureau des hypothèques de Besançon (1^{er} bureau) (Doubs) le 26 janvier 2007, volume 2007P, n° 788,

- et par les actes et faits susvisés.

Étant précisé que la Société Générale, ayant son siège social 7, rue Voirin à Besançon, est affectataire.

3) Pour le lot volume DEUX de l'immeuble édifié sur les parcelles AB 115 et 116 :

* À l'Association scolaire comtoise de l'enseignement libre (ASCEL), dont le siège est à Besançon, 20, rue Mégevand, par l'état descriptif de division en volumes en date du 11 janvier 2007 passé devant M^e Racle, notaire à Besançon (Doubs) et publié au bureau des hypothèques de Besançon (1^{er} bureau) (Doubs) le 26 janvier 2007, volume 2007P, n° 788.

Étant précisé que ladite association provient de la transformation de l'Association Saint-Marcel par un acte d'apport fusion par voie d'absorption passé devant M^e Racle, notaire à Besançon (Doubs), le 22 septembre 2005, publié au bureau des hypothèques de Besançon (1^{er} bureau) (Doubs) le 27 septembre 2005, volume 2005P, n° 7184. Elle est déclarée à la préfecture du Doubs le 3 janvier 1972 et représentée par M. Dominique Marcoux, président.

Étant précisé que l'immeuble édifié sur les parcelles AB 115 et 116 a fait l'objet d'un état descriptif de division en deux volumes numérotés de 1 à 2, en date du 11 janvier 2007, passé devant M^e Racle, notaire à Besançon (Doubs) et publié au bureau des hypothèques de Besançon (1^{er} bureau) (Doubs) le 26 janvier 2007, volume 2007P, n° 788.

4) Pour la parcelle AB 178 à l'ASCEL susnommée par l'acte d'apport fusion par voie d'absorption passé devant M^e Racle, notaire à Besançon (Doubs), en date du 22 septembre 2005 publié au bureau des hypothèques de Besançon (1^{er} bureau) (Doubs) le 27 septembre 2005, volume 2005P, n° 7184 ; étant précisé que l'Association Saint-Marcel en était propriétaire par l'acte des 12 et 21 janvier 1999 passé devant M^e Kleber, notaire à Besançon (Doubs) et publié au bureau des hypothèques de Besançon (1^{er} bureau) (Doubs) le 19 février 1999, volume 1999P, n° 1213 contenant notamment échange entre l'Association Saint-Marcel et la ville de Besançon.

Étant précisé que l'immeuble est mis à disposition de l'Organisme de gestion de l'enseignement catholique (OGEC) de l'école libre Saint-Joseph - Sainte-Ursule, 68, Grande Rue, 25000 Besançon.

5) Pour les parcelles AB 187, 188, 189 :

Étant précisé que les parcelles AB 186 (propriété de la SOGINFO) et 187 (propriété de l'ASCEL) sont issues de l'ex-parcelle AB 32 et que les parcelles AB 188 et 189 sont issues de l'ex-parcelle AB 175 par un procès-verbal n° 7249X du 24 novembre 2005, publié au bureau des hypothèques de Besançon (1^{er} bureau) (Doubs) le 24 novembre 2005, volume 2005P, n° 8872.

* Pour les lots 1 (183/584^e) et 7 (10/584^e) de l'assiette de la copropriété AB 189 :

- à M^{lle} Claude, Henriette, Lalé, Marie, Fidèle de Montrichard, née à Bogoro-Bunia (Congo belge), le 30 novembre 1948, célibataire majeure, et demeurant au château de Cléron, 25330 Cléron (Doubs) ;

- et à M^{me} Catherine, Guyette, Marie, Fidèle, Nuket de Montrichard, née à Bukawu (Congo belge), le 28 avril 1954, épouse M. de Couessin du Boisriou, demeurant à 25000 Besançon, 1, chemin de Pirey (Doubs),

en nue-propriété, chacune pour moitié indivise.

Étant précisé que M^{me} Hatice Nuket Cankardes, née à Istanbul (Turquie), le 4 octobre 1916, veuve en premières noces et non remariée de M. Henri de Montrichard, demeurant au château de Cléron, 25330 Cléron, est usufruitière.

Étant précisé que M. Henri, Gabriel, Bernard, Marie, Fidèle de Montrichard, né le 16 janvier 1918 à Fontainebleau (Seine-et-Marne), est décédé le 24 janvier 1986 à Paris 13^e.

Les intéressées en sont propriétaires :

- par un acte passé devant M^e Bocquillon, notaire à Besançon (Doubs), le 14 juillet 1977, et publié au bureau des hypothèques de Besançon (1^{er} bureau) (Doubs) le 15 septembre 1977, volume 1500, n° 1 ;

- et suivant l'acte comportant un modificatif d'état descriptif de division, une vente de lot de copropriété, et une scission de copropriété, en date du 11 janvier 2007, passé devant M^e Racle, notaire à Besançon (Doubs) et publié au bureau des hypothèques de Besançon (1^{er} bureau) (Doubs) le 26 janvier 2007, volume 2007P, n° 787 ;

- suivi d'une attestation rectificative, en date du 6 février 2007, passée devant M^e Bailly, notaire à Besançon (Doubs) et publiée au bureau des hypothèques de Besançon (1^{er} bureau) (Doubs) le 22 février 2007, volume 2007P, n° 1538.

* Pour le lot 8 (391/584^e) de l'assiette de la copropriété AB 189 :

- à l'Association scolaire comtoise de l'enseignement libre, ASCEL, susnommée.

- . par un acte passé devant M^e Racle, notaire à Besançon (Doubs), le 22 septembre 2005, publié au bureau des hypothèques de Besançon (1^{er} bureau) (Doubs) le 27 septembre 2005, volume 2005P, n° 7184,

- . et suivant l'acte comportant un modificatif d'état descriptif de division, une vente de lot de copropriété, et une scission de copropriété, en date du 11 janvier 2007, passé devant M^e Racle, notaire à Besançon (Doubs) et publié au bureau des hypothèques de Besançon (1^{er} bureau) (Doubs) le 26 janvier 2007, volume 2007P n° 787,

- . suivi d'une attestation rectificative, en date du 6 février 2007, passée devant M^e Bailly, notaire à Besançon (Doubs) et publiée au bureau des hypothèques de Besançon (1^{er} bureau) (Doubs) le 22 février 2007, volume 2007P, n° 1538.

* Pour les parcelles AB 187, 188 :

- à l'Association scolaire comtoise de l'enseignement libre, ASCEL, susnommée.

- . par un acte passé devant M^e Racle, notaire à Besançon (Doubs), le 22 septembre 2005, publié au bureau des hypothèques de Besançon (1^{er} bureau) (Doubs) le 27 septembre 2005, volume 2005P, n° 7184,

- . et suivant l'acte comportant un modificatif d'état descriptif de division, une vente de lot de copropriété, et une scission de copropriété, en date du 11 janvier 2007, passé devant M^e Racle, notaire à Besançon (Doubs) et publié au bureau des hypothèques de Besançon (1^{er} bureau) (Doubs) le 26 janvier 2007, volume 2007P, n° 787,

- . suivi d'une attestation rectificative, en date du 6 février 2007, passée devant M^e Bailly, notaire à Besançon (Doubs) et publiée au bureau des hypothèques de Besançon (1^{er} bureau) (Doubs) le 22 février 2007, volume 2007P, n° 1538.

Étant précisé que l'immeuble est soumis au régime de la copropriété aux termes :

- . d'un acte (état descriptif de division et règlement de copropriété) des 9 et 10 octobre 1974, passé devant M^e Bocquillon, notaire à Besançon (Doubs) et publié au bureau des hypothèques de Besançon (1^{er} bureau) (Doubs) le 14 novembre 1974, volume 789, n° 15,

- . d'un acte rectificatif passé le 14 septembre 1976 devant M^e Bocquillon, notaire à Besançon (Doubs) et publié au bureau des hypothèques de Besançon (1^{er} bureau) (Doubs) le 20 septembre 1976, volume 1253, n° 22,

- . d'un modificatif de l'état descriptif de division établi par la mairie de Besançon le 6 juin 1996 et publié au bureau des hypothèques de Besançon (1^{er} bureau) (Doubs) le 12 juin 1996, volume 1996P, n° 4732,

- . d'un modificatif de l'état descriptif de division en date des 12 et 21 janvier 1999, passé devant M^e Kleber, notaire à Besançon et publié au bureau des hypothèques de Besançon (1^{er} bureau) (Doubs) le 19 février 1999, volume 1999P, n° 1213,

- . d'un acte comportant un modificatif d'état descriptif de division, une vente de lot de copropriété, et une scission de copropriété, en date du 11 janvier 2007, passé devant M^e Racle, notaire à Besançon (Doubs) et publié au bureau des hypothèques de Besançon (1^{er} bureau) (Doubs) le 26 janvier 2007, volume 2007P, n° 787,

- . suivi d'une attestation rectificative, en date du 6 février 2007, passée devant M^e Bailly, notaire à Besançon (Doubs) et publiée au bureau des hypothèques de Besançon (1^{er} bureau) (Doubs) le 22 février 2007, volume 2007P, n° 1538.

Art. 2. - Le présent arrêté se substitue à l'arrêté de classement au titre des monuments historiques du 21 décembre 1984 susvisé et à l'arrêté d'inscription au titre des monuments historiques du 15 février 2005 susvisé.

Art. 3. - Il sera publié au bureau des hypothèques de la situation de l'immeuble classé.

Art. 4. - Il sera notifié au préfet du département, au maire de la commune, aux propriétaires et aux affectataires, intéressés, qui seront responsables, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

Le chef du service du patrimoine,
Adjointe du directeur général des patrimoines,
Isabelle Maréchal

Arrêté n° 14 du 30 juin 2010 portant classement au titre des monuments historiques du château de Cheverny (Loir-et-Cher) , des façades et toitures de l'orangerie et la perspective nord-sud du parc.

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le Code du patrimoine, livre VI, titres 1 et 2 ;

Vu le décret n° 99-78 du 5 février 1999 modifié relatif à la commission régionale du patrimoine et des sites et à l'instruction de certaines autorisations de travaux ;

Vu le décret n° 2007-487 du 30 mars 2007 relatif aux monuments historiques et aux zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager ;

Vu le décret n° 2009-1393 du 11 novembre 2009 relatif à l'organisation et aux missions de l'administration centrale du ministère de la Culture et de la Communication ;

Vu l'arrêté en date du 13 février 1926 portant inscription au titre des monuments historiques du château de Cheverny et de ses communs ;

Vu l'arrêté en date du 5 décembre 2008 portant inscription du parc avec ses murs de clôture, du canal, des jardins et de la perspective nord-sud du château du ^{XVII} siècle, du pigeonier, du chenil, des façades et toitures de l'orangerie, de la régie et de tous les bâtiments autour de la cour des communs, du portail d'entrée du ^{XIX} siècle et des sols des cours, des jardins et du parc ;

Vu l'avis de la commission régionale du patrimoine et des sites en date du 24 juin 2008 ;

La Commission nationale des monuments historiques entendue en sa séance du 23 novembre 2009 ;

Vu la lettre en date du 18 juin 2008, de M. Charles Antoine de Vibraye, gérant de la société civile immobilière du château de Cheverny propriétaire, portant accord au classement, et le plan annexé ;

Vu la délibération en date du 2 novembre 2009, de l'assemblée générale de la société civile immobilière du château de Cheverny propriétaire ;

Vu les autres pièces produites et jointes au dossier ;

Considérant que la conservation du château de Cheverny (Loir-et-Cher) présente au point de vue de l'histoire et de l'art un intérêt public en raison de la très grande qualité architecturale de cet édifice du ^{XVII} siècle, repris au ^{XVIII} siècle, et dont le décor intérieur a été en partie modifié au ^{XIX} siècle dans un esprit historiciste, et compte tenu du caractère complémentaire de l'orangerie et de la perspective nord-sud du parc,

Arrête :

Art. 1^{er}. - Sont classés au titre des monuments historiques le château de Cheverny (Loir-et-Cher) en totalité, ainsi que les façades et toitures de l'orangerie et la perspective nord-sud du parc.

Le château est situé sur la parcelle n° 27, section AA, d'une contenance de 11a 30ca ; l'orangerie est située sur les parcelles n°s 12 et 13, section AA du cadastre, d'une contenance respective de 19a 11ca et 12a 09ca ; la perspective nord-sud est située sur les parcelles n°s 14, 28, 30 et 31, section AA du cadastre, d'une contenance respective de 5ha 54a 20ca, 1ha 48a 43ca, 1ha 03a 59ca, 1ha 35a 26ca.

Les parcelles n°s 12, 13, 14, 27, 28, 30 et 31, section AA du cadastre de la commune de Cheverny (Loir-et-Cher), appartiennent à la « société civile immobilière du château de Cheverny » (Loir-et-Cher) constituée le 30 juin 1970 et ayant son siège au 6, rue de la Trémoille à Paris (75008) et pour gérant M. Charles, Antoine, Roland, François, Marie Hurault de Vibraye, demeurant au 6, rue de la Trémoille à Paris (75008). La société civile immobilière est immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Paris sous le n° de SIREN 322 423 732. La « société civile immobilière du château de Cheverny » en est propriétaire par acte dressé devant M^e Chanson, notaire à Dourdan (Essonne) le 30 juin 1970 et publié le 17 août 1970 au bureau des hypothèques de Blois (Loir-et-Cher), volume 3069, n° 30.

Art. 2. - Le présent arrêté se substitue en ce qui concerne le château proprement dit à l'arrêté d'inscription au titre des monuments historiques du 13 février 1926, susvisé, et en ce qui concerne la perspective nord-sud et les façades et toitures de l'orangerie, à l'arrêté d'inscription au titre des monuments historiques du 5 décembre 2008, également susvisé.

Art. 3. - Il sera publié au bureau des hypothèques de la situation de l'immeuble classé.

Art. 4. - Il sera notifié au gérant de la SCI propriétaire, au préfet du département et au maire de la commune, intéressés, qui seront responsables, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

Le chef du service du patrimoine,
Adjointe du directeur général des patrimoines,
Isabelle Maréchal

Arrêté n° 15 du 8 juillet 2010 portant classement au titre des monuments historiques du château de Bailleul à Angerville-Bailleul (Seine-Maritime).

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le Code du patrimoine, livre VI, titres 1 et 2 ;

Vu le décret n° 99-78 du 5 février 1999 modifié relatif à la commission régionale du patrimoine et des sites et à l'instruction de certaines autorisations de travaux ;

Vu le décret n° 2007-487 du 30 mars 2007 relatif aux monuments historiques et aux zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager ;

Vu le décret n° 2009-1393 du 11 novembre 2009 relatif aux missions et à l'organisation de l'administration centrale du ministère de la Culture et de la Communication ;

Vu l'arrêté en date du 24 novembre 1926 portant inscription au titre des monuments historiques du château de Bailleul ;

Vu l'arrêté en date du 28 juillet 2005 portant inscription au titre des monuments historiques du domaine de Bailleul avec l'ensemble de la clôture et du bâti, les sols et plantations ainsi que la grande perspective ;

Vu l'avis de la commission régionale du patrimoine et des sites en date du 20 janvier 2005 ;

La Commission nationale des monuments historiques entendue en sa séance du 17 mai 2010 ;

Vu l'adhésion au classement de M^{me} Odile Moltzer en date du 16 septembre 2008 et de M^{me} Isabelle Moltzer en date du 5 janvier 2010, représentant la SCI propriétaire ;

Vu les autres pièces produites et jointes au dossier ;

Considérant que la conservation du château de Bailleul situé à Angerville-Bailleul (Seine-Maritime) présente un intérêt public en raison de son architecture bien préservée, exemplaire des petits châteaux de la Renaissance,

Arrête :

Art. 1^{er}. - Est classé au titre des monuments historiques, en totalité, le château de Bailleul situé à Angerville-Bailleul (Seine-Maritime) situé sur la parcelle n° 270 d'une contenance de 20 hectares 03 ares 62 centiares figurant au cadastre section A et appartenant à la SCI du domaine de Bailleul, société civile constituée le 31 octobre 2002, ayant son siège social à Angerville-Bailleul (Seine-Maritime) immatriculée au RCS du Havre sous le n° 443 956 024 et pour gérantes :

- M^{me} Odile, Marie, Emmanuelle de Bailleul, née le 5 août 1926 à Paris (7^e arrondissement), demeurant 8, place Saint-Sulpice à Paris (6^e arrondissement), épouse de M. Kim Moltzer,

- M^{me} Isabelle, Béatrice, Marie, Madeleine Moltzer, née le 1^{er} juillet 1966 à Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine), demeurant 67, rue de Grenelle à Paris (7^e arrondissement), épouse de M. Cyril Brule.

Celle-ci est propriétaire par acte passé devant M^e Brocard, notaire à Roubaix (Nord), le 30 septembre 2002 publié au bureau des hypothèques du Havre (Seine-Maritime) le 30 décembre 2002, volume 2002P, n° 6783 et attestation rectificative du 10 février 2003 publiée le 17 février 2003, volume 2003P, n° 835 et par PV du cadastre du 5 avril 2004, volume 2004P, n° 1592.

Art. 2. - Le présent arrêté se substitue à l'arrêté d'inscription au titre des monuments du 24 novembre 1926.

Art. 3. - Il sera publié au bureau des hypothèques de la situation de l'immeuble classé.

Art. 4. - Il sera notifié au préfet du département, au maire et aux propriétaires, intéressés, qui seront responsables, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

Pour le ministre et par délégation :
Le directeur général des patrimoines,
Philippe Bélaval

Arrêté n° 16 du 15 juillet 2010 portant classement au titre des monuments historiques de la maison dite Maison Couturier située 28, rue Rénière à Bordeaux (Gironde).

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le Code du patrimoine, livre VI titre 1 et 2 ;

Vu le décret n° 99-78 du 5 février 1999 modifié relatif à la commission régionale du patrimoine et des sites et à l'instruction de certaines autorisations de travaux ;

Vu le décret n° 2007-487 du 30 mars 2007 relatif aux monuments historiques et aux zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager ;

Vu le décret n° 2009-1393 du 11 novembre 2009 relatif aux missions et à l'organisation de l'administration centrale du ministère de la Culture et de la Communication ;

Vu l'avis de la commission régionale du patrimoine et des sites d'Aquitaine en date du 25 septembre 2008 ;

La Commission nationale des monuments historiques entendue en sa séance du 30 mars 2009 ;

Vu le procès-verbal de la séance de l'assemblée générale de copropriété du 10 novembre 2007 portant accord au classement ;

Vu les autres pièces produites et jointes au dossier ;

Considérant que la conservation de la maison dite Maison Couturier située 28, rue Rénière à Bordeaux (Gironde) présente au point de vue de l'histoire et de l'art un intérêt public en raison de l'exemple rare qu'elle constitue d'un hôtel d'armateur bordelais, ayant conservé une grande authenticité et notamment sa distribution d'origine et une très grande partie de son décor,

Arrête :

Art. 1^{er}. - Est classée en totalité au titre des monuments historiques la maison dite Maison Couturier située 28, rue Rénière et 25, impasse de la Fontaine-Bouquière à Bordeaux (Gironde). L'immeuble est situé sur la parcelle n° 120 d'une contenance de 3a 63ca figurant au cadastre section HE et appartenant en copropriété à :

- le lot n° 39 (représentant le 43/1.020^e de la propriété du sol) appartient à M. Fermaud Gilles, Henri, né le 5 mars 1933 à Bordeaux (Gironde), retraité, marié à Léon Lucette, Jeanine, Renée, Gabrielle, demeurant ensemble 14, rue Théodore-de-Banville, 75017 à Paris, par acte du 22 décembre 1969 passé devant M^e Maurice Duvert, notaire cours Arnozan à Bordeaux (Gironde) et enregistré au bureau des hypothèques de Bordeaux le 2 février 1970, volume 4089, n° 15 ;

- les lots n° 21 (représentant les 1/1.020^e de la propriété du sol), n° 24 (représentant les 70/1.020^e), n° 40 (représentant les 72/1.020^e), n° 41 (représentant les 185/1.020^e), n° 33 (représentant les 10/1.020^e), n° 35 (représentant les 2/1.020^e), n° 37 (représentant les 2/1.020^e), appartiennent à M. Bouthier Philippe, Édmond, enseignant, né le 13 janvier 1954 à Nancy (Meurthe-et-Moselle) et Schimbach Rita, Hedwig, Maria, née le 18 août 1956 à Eltville (Allemagne), son épouse, demeurant ensemble 28, rue Rénière à Bordeaux (Gironde), par acte du 28 juillet 1994, passé devant M^e Bildet notaire à Bordeaux (Gironde) le 28 juillet 1994, enregistré au bureau des hypothèques de Bordeaux le 10 octobre 1994, volume 1994P, n° 6262 bis ;

- le lot n° 31 (représentant les 95/1.020^e de la propriété du sol) appartient pour moitié indivise à M. Phongsavan Jean-Paul, né le 7 février 1955 à Vientiane (Laos), informaticien, célibataire, demeurant 28, rue Rénière à Bordeaux (Gironde) et à M. Calvet Christian, Ivan, André, né le 21 décembre 1950 à Bordeaux (Gironde), fiscaliste, célibataire, demeurant 28, rue Rénière à Bordeaux (Gironde), par acte passé devant M^e Pierre Garreau le 5 novembre 1999, notaire 24, avenue Jean-Jaurès à Cenon (Gironde) et enregistré au bureau des hypothèques de Bordeaux le 9 décembre 1999, volume 1999P, n° 12350 ;

- le lot n° 39 (représentant les 35/1.020^e de la propriété du sol) appartient à M. Clarke de Dromantin Patrick,

Marie, Paul, né le 1^{er} juin 1938 à Marmande (Lot-et-Garonne), historien et M^{me} Dandrieu-Bergez Marie, Renée, docteur en médecine, née le 30 août 1940 à Gap (Hautes-Alpes), son épouse, demeurant ensemble 42, rue de Ségur à Bordeaux (Gironde), par acte passé devant M^e Patrick Figerou, Reveleau Jean-Louis et Petit Dominique notaires, 67, rue Lecocq Bordeaux (Gironde), enregistré au bureau des hypothèques de Bordeaux le 1^{er} août 1980, volume 8033, n° 3 ;

- le lot n° 30 (représentant 45/1.020^e de la propriété du sol) appartient à M. Dudon Jacques, Jean, retraité, né le 23 octobre 1946 à Aire-sur-l'Adour (Landes), marié à M^{me} Latapie Marie, demeurant ensemble 166, allée des Alouettes à Angresse (Landes), par acte passé devant M^e Patrice Duvert, notaire, Cours Arnozan à Bordeaux (Gironde) le 20 mai 1980 et enregistré au bureau des hypothèques de Bordeaux le 4 juillet 1980, volume 7992, n° 15 ;

- le lot n° 34 (représentant les 60/1.020^e de la propriété du sol) appartient à M. Lepetit Xavier, André, comédien, né le 18 mars 1958 à Caen (Calvados) et M^{me} Pottier Roselyne, Yvonne, Claudine, son épouse, photographe, née le 5 août 1957 à Évron (Mayenne), demeurant ensemble 28, rue Rénière, par acte passé devant M^e Dominique Petit, notaire, 67, rue Lecocq à Bordeaux (Gironde) le 19 novembre 2007, enregistré au bureau des hypothèques de Bordeaux (Gironde) le 19 novembre 2007, volume 2008P, n° 368 ;

- le lot n° 29 (représentant les 39/1.020^e de la propriété du sol) appartient à M. Coulet Michel, François, né le 26 décembre 1946 à Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme), retraité, marié à M^{me} Gorce Yvette, Danielle, demeurant ensemble à Peydezou, Carsac-Aillac (Dordogne), par acte passé devant M^e Maurice Duvert, notaire, 47, cours Xavier Arnozan à Bordeaux (Gironde) le 26 octobre 1984 et enregistré au bureau des hypothèques de Bordeaux (Gironde) le 6 décembre 1984, volume 10023, n° 18 ;

- les lots n° 22 (représentant les 39/1.020^e de la propriété du sol), n° 27 (représentant les 120/1020^e), n° 36 (représentant les 2/1020^e), n° 23 (représentant les 1/1.020^e), n° 28 (représentant les 86/1.020^e) appartiennent à M. Drevet Daniel, Gabriel, né le 17 juillet à Lyon (Rhône), médecin retraité, marié à M^{me} Moguelet Lise, Sylvie, demeurant ensemble 28, rue Rénière à Bordeaux (Gironde), par acte passé devant M^e Salmon, notaire, 71, avenue de la République Mirambeau (Charente-Maritime) le 2 novembre 1984 et enregistré au bureau des hypothèques de Bordeaux (Gironde) le 10 décembre 1984, volume 10026, n° 21 ;

- le lot n° 25 (représentant les 150/1.020^e de la propriété du sol) appartient en copropriété par acte passé devant M^e Tardy-Planechaud, notaire 14 rue de Lamourous à Bordeaux (Gironde) le 12 novembre 1999 et enregistré

au bureau des hypothèques de Bordeaux (Gironde) le 8 décembre 1999, volume 1999P, n° 12317 à :

. M. Phongsavan Jean-Paul, né le 7 février 1955 à Vientiane (Laos), informaticien, célibataire, demeurant 28, rue Rénière à Bordeaux (Gironde),

. M. Calvet Christian, Ivan, André, né le 21 décembre 1950 à Bordeaux (Gironde), fiscaliste, célibataire, demeurant 28, rue Rénière à Bordeaux (Gironde),

. M. Bouthier Philippe, Édmond, enseignant, né le 13 janvier 1954 à Nancy (Meurthe-et-Moselle) et Schimbach Rita, Hedwig, Maria, née le 18 août 1956 à Eltville (Allemagne) son épouse, demeurant ensemble 28, rue Rénière à Bordeaux (Gironde),

. M^{me} Moguelet Lise, Sylvie, mariée à M. Drevet Daniel, demeurant ensemble 28, rue Rénière à Bordeaux (Gironde).

Art. 2. - Le présent arrêté sera publié au bureau des hypothèques de la situation de l'immeuble classé.

Art. 3. - Il sera notifié au secrétaire général de la préfecture de Gironde, au maire de la commune et aux copropriétaires, intéressés, qui seront responsables, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

Le directeur général des patrimoines,
Philippe Bélaval

Arrêté n° 17 du 15 juillet 2010 portant classement au titre des monuments historiques de la partie ouest des écuries de l'ancien château de Buzancy à Buzancy (Ardennes).

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le Code du patrimoine, livre VI, titres 1 et 2 ;

Vu le décret n° 99-78 du 5 février 1999 modifié relatif à la commission régionale du patrimoine et des sites et à l'instruction de certaines autorisations de travaux ;

Vu le décret n° 2007-487 du 30 mars 2007 relatif aux monuments historiques et aux zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager ;

Vu le décret n° 2009-1393 du 11 novembre 2009 relatif aux missions et à l'organisation de l'administration centrale du ministère de la Culture et de la Communication ;

Vu l'arrêté du 25 mai 1982 portant inscription au titre des monuments historiques de la pièce d'eau du parc de l'ancien château de Buzancy à Buzancy (Ardennes) ;

Vu l'arrêté du 25 mai 1982 portant classement au titre des monuments historiques des bouveries de l'ancien château de Buzancy à Buzancy (Ardennes) ;

Vu l'arrêté du 24 juillet 1986 portant classement au titre des monuments historiques des façades et toitures du pavillon d'entrée de l'ancien château de Buzancy à Buzancy (Ardennes) ;

Vu l'arrêté du 24 juillet 1986 portant classement au titre des monuments historiques de la partie est des écuries de l'ancien château de Buzancy à Buzancy (Ardennes) ;

Vu l'avis de la Commission supérieure des monuments historiques entendue en ses séances du 22 février 1982 et du 17 mars 1986 ;

Vu l'avis de la commission régionale du patrimoine et des sites en date du 23 mars 2010 ;

Vu la délibération portant adhésion au classement de la commission permanente du conseil général des Ardennes, propriétaire, en date du 25 septembre 2009 ;

Vu les autres pièces produites et jointes au dossier ;

Considérant que la conservation de la partie ouest des écuries de l'ancien château de Buzancy à Buzancy (Ardennes) présente au point de vue de l'histoire et de l'art un intérêt public en raison de la qualité de son architecture et de l'ensemble qu'elle forme avec le reste de la composition,

Arrête :

Art. 1^{er}. - Est classée au titre des monuments historiques la partie ouest des écuries de l'ancien château de Buzancy à Buzancy (Ardennes), figurant au cadastre section ZV sur la parcelle n° 18 d'une contenance de 38ha 58a 50ca et appartenant au département des Ardennes. Celui-ci en est propriétaire par acte passé devant M^e Roland Boizet, notaire à Vouziers (Ardennes), le 29 août 1997 et publié au bureau des hypothèques de Vouziers (Ardennes) le 8 septembre 1997, volume 1997P, n° 1294.

Art. 2. - Le présent arrêté complète les arrêtés d'inscription et de classement au titre des monuments historiques des 25 mai 1982 et 24 juillet 1986 susvisés.

Art. 3. - Le présent arrêté sera publié au bureau des hypothèques de la situation de l'immeuble classé.

Art. 4. - Il sera notifié au préfet du département, au maire de la commune et au propriétaire, intéressés, qui seront responsables, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

Le directeur général des patrimoines,
Philippe Bélaval

Arrêté n° 18 du 30 juillet 2010 portant classement au titre des monuments historiques de l'ancien château des comtes-évêques de Melgueil à Mauguio (Hérault).

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le Code du patrimoine, livre VI, titres 1 et 2 ;

Vu le décret n° 99-78 du 5 février 1999 modifié relatif à la commission régionale du patrimoine et des sites et à l'instruction de certaines autorisations de travaux ;

Vu le décret n° 2007-487 du 30 mars 2007 relatif aux monuments historiques et aux zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager ;

Vu le décret n° 2009-1393 du 11 novembre 2009 relatif à l'organisation et aux missions de l'administration centrale du ministère de la Culture et de la Communication ;

Vu l'arrêté en date du 11 mars 1964, portant inscription au titre des monuments historiques de la salle voûtée de la maison Castanier-Rey à Mauguio (Hérault) ;

Vu l'arrêté en date du 8 janvier 2007, portant inscription au titre des monuments historiques de l'ancien château des comtes-évêques de Melgueil à Mauguio (Hérault) ;

Vu l'avis de la commission régionale du patrimoine et des sites en date du 20 juin 2006 ;

La Commission nationale des monuments historiques entendue en sa séance du 29 mars 2010 ;

Vu les lettres d'adhésion au classement de M. et M^{me} Georges Saez, en date du 15 juillet 2008, de M^{lle} Alice Rey et de M. Alain Rey, en date du 12 juillet 2008, propriétaires et la délibération du conseil municipal de Mauguio en date du 28 juillet 2008 portant adhésion au classement de la commune propriétaire ;

Vu les autres pièces produites et jointes au dossier ;

Considérant que la conservation de l'ancien château des comtes-évêques de Melgueil à Mauguio (Hérault) présente au point de vue de l'histoire et de l'art un intérêt public en raison de l'importance de son rôle historique et de la qualité architecturale de cet ensemble avec un fort potentiel archéologique,

Arrête :

Art. 1^{er}. - Est classé au titre des monuments historiques, en totalité, l'ancien château des comtes-évêques de Melgueil, ainsi que le sol des parcelles correspondantes, à Mauguio (Hérault), situé 23, rue Diderot, 16, rue Gambetta et 6, place Jean-Jaurès, figurant au cadastre, section CA n° 186 (1a 53ca), 187 (76ca), 194 (9a 45ca), et 452 (2a 38ca) appartenant :

- pour la parcelle n° 194, lots 1, 2, 3 et 4, à M. Rey Alain, Jean-Marie, né le 29 janvier 1940 à Mauguio, retraité, veuf de Revolte Octavie, demeurant 168, rue

de la Motte à Mauguio et à M^{lle} Rey Alice, Marie, Lucie, née le 23 mai 1935 à Mauguio, célibataire, retraitée, demeurant 6, place Jean-Jaurès à Mauguio, selon acte dressé le 2 avril 1974 par M^e Fabre, notaire à Mauguio, publié au 2^e bureau des hypothèques de Montpellier (Hérault) le 18 juin 1974, vol. 69, n° 447 ;

- pour les parcelles n° 186 et 187 à M. Saez Georges, Jean, Marie, né à Montpellier le 19 mars 1947, époux Marin, demeurant 130, rue Anatole-France à Mauguio ; celui-ci en est propriétaire, pour la parcelle n° 186, lots 1, 2, 3 et 4, selon état descriptif de division du 12 mai 1970 reçu par M^e Fabre, notaire à Mauguio et publié le 23 juin 1970, vol. 5855, n° 1 et, pour la parcelle n° 187, par acte du 5 octobre 1970 passé devant M^e Benoist de la Prunarède, notaire à Baillargues (Hérault), publié le 18 mars 1971, vol. 10, n° 369 ;

- pour la parcelle n° 452, à la commune de Mauguio (Hérault), identifiée sous le n° de SIREN 213401540, qui en est propriétaire par acte passé le 16 janvier 2008 devant M^e Dominique Grasset, notaire à Baillargues (Hérault) ; ces documents ont été publiés le 8 avril 2008 au 1^{er} bureau de la conservation des hypothèques de Montpellier (Hérault), vol. 2008P, n° 5150.

Art. 2. - Le présent arrêté se substitue en ce qui concerne les parties classées aux arrêtés d'inscription au titre des monuments historiques du 11 mars 1964 et du 22 août 2006 susvisés.

Art. 3. - Il sera publié au bureau des hypothèques de la situation de l'immeuble classé.

Art. 4. - Il sera notifié au préfet du département, au maire et aux propriétaires, intéressés, qui seront responsables, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

Le directeur général des patrimoines,
Philippe Bélaval

Arrêté n° 19 du 27 août 2010 portant classement au titre des monuments historiques de l'église de Turqueville (Manche).

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le Code du patrimoine livre VI, titres 1 et 2 ;

Vu le décret n° 99-78 du 5 février 1999 modifié relatif à la commission régionale du patrimoine et des sites et à l'instruction de certaines autorisations de travaux ;

Vu le décret n° 2007-487 du 30 mars 2007 modifié relatif aux monuments historiques et aux zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager ;

Vu le décret n° 2009-1393 du 11 novembre 2009 relatif aux missions et à l'organisation de l'administration centrale du ministère de la Culture et de la Communication ;

Vu l'arrêté du 5 janvier 1925 portant inscription au titre des monuments historiques de l'église de Turqueville (Manche) ;

Vu l'avis de la commission régionale du patrimoine et des sites de Basse-Normandie, en date du 7 mai 2009 ;

La Commission nationale des monuments historiques entendue en sa séance du 17 mai 2010 ;

Vu la délibération en date du 30 mars 2009 du conseil municipal de la commune de Turqueville (Manche), propriétaire, portant adhésion au classement ;

Vu les autres pièces produites et jointes au dossier ;

Considérant que la conservation de l'église de Turqueville (Manche) présente au point de vue de l'histoire et de l'art un intérêt public, en raison du caractère exceptionnel de son décor de peintures murales du ^{xiv}^e siècle,

Arrête :

Art. 1^{er}. - Est classée au titre des monuments historiques, en totalité, l'église de Turqueville (Manche), figurant au cadastre section A sur la parcelle n° 147 d'une contenance de 03a 80ca, rue de Turqueville, et appartenant à la commune de Turqueville n° SIREN 215 006 099.

Celle-ci en est propriétaire depuis une date antérieure au 1^{er} janvier 1956.

Art. 2. - Le présent arrêté se substitue à l'arrêté d'inscription au titre des monuments historiques du 5 janvier 1925 susvisé.

Art. 3. - Il sera publié au bureau des hypothèques de la situation de l'immeuble classé.

Art. 4. - Il sera notifié au préfet du département et au maire de la commune propriétaire, intéressés, qui seront responsables, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

Le directeur général des patrimoines,
Philippe Bélaval

Arrêté n° 20 du 27 août 2010 portant classement au titre des monuments historiques de l'église Saint-André à Grenoble (Isère).

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le Code du patrimoine, livre VI, titres 1 et 2 ;

Vu le décret n° 99-78 du 5 février 1999 modifié relatif à la commission régionale du patrimoine et des sites et à l'instruction de certaines autorisations de travaux ;

Vu le décret n° 2007-487 du 30 mars 2007 relatif aux monuments historiques et aux zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager ;

Vu le décret n° 2009-1393 du 11 novembre 2009 relatif aux missions et à l'organisation de l'administration centrale du ministère de la Culture et de la Communication ;

Vu l'arrêté en date du 14 octobre 1908 portant classement au titre des monuments historiques du clocher de l'église Saint-André de Grenoble ;

Vu l'arrêté en date du 9 août 1956 portant classement au titre des monuments historiques du portail occidental de l'église Saint-André de Grenoble ;

Vu l'arrêté en date du 18 juin 2009 portant inscription au titre des monuments historiques de l'église Saint-André de Grenoble en totalité (à l'exception des parties déjà classées) ;

Vu l'avis de la commission régionale du patrimoine et des sites en date du 13 novembre 2008 ;

La Commission nationale des monuments historiques entendue en sa séance du 23 novembre 2009 ;

Vu la délibération du conseil municipal de Grenoble, portant adhésion au classement de la commune propriétaire, en date du 19 mai 2008 ;

Vu les autres pièces produites et jointes au dossier ;

Considérant que la conservation de l'église Saint-André à Grenoble (Isère) présente au point de vue de l'histoire et de l'art un intérêt public en raison du témoignage de qualité de l'architecture en brique au ^{xiii}^e siècle, dans le Dauphiné, qu'elle représente, et de son lien privilégié avec le pouvoir delphinal,

Arrête :

Art. 1^{er}. - Est classée au titre des monuments historiques en totalité l'église Saint-André, située 9, place Saint-André à Grenoble (Isère) cadastrée section BE parcelle n° 70 d'une contenance de 12a 39ca et appartenant à la commune de Grenoble (Isère) par acte antérieur à 1956. La commune de Grenoble (Isère), n° SIREN 213 801 855, est représentée par M. Michel Destot, député-maire.

Art. 2. - Le présent arrêté se substitue à l'arrêté d'inscription au titre des monuments historiques du 18 juin 2009 susvisé, et aux arrêtés de classement des 14 octobre 1908 et 9 août 1956, également susvisés.

Art. 3. - Il sera publié au bureau des hypothèques de la situation de l'immeuble classé.

Art. 4. - Il sera notifié au préfet du département, et au maire de la commune de Grenoble propriétaire, intéressés, qui seront responsables, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

Le directeur général des patrimoines,
Philippe Bélaval

Arrêté n° 21 du 27 août 2010 portant classement au titre des monuments historiques du manoir du Catel à Écretteville-lès-Baons (Seine-Maritime).

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le Code du patrimoine, livre VI, titres 1 et 2 ;

Vu le décret n° 99-78 du 5 février 1999 modifié relatif à la commission régionale du patrimoine et des sites et à l'instruction de certaines autorisations de travaux ;

Vu le décret n° 2007-487 du 30 mars 2007 relatif aux monuments historiques et aux zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager ;

Vu le décret n° 2009-1393 du 11 novembre 2009 relatif aux missions et à l'organisation de l'administration centrale du ministère de la Culture et de la Communication ;

Vu l'arrêté en date du 17 mai 1944 portant inscription au titre des monuments historiques du manoir, à Écretteville-lès-Baons (Seine-Maritime) ;

Vu l'arrêté en date du 8 août 1977 portant inscription au titre des monuments historiques des façades et toitures et cheminées des quatre salles du 1^{er} étage du manoir du Catel, à Écretteville-lès-Baons (Seine-Maritime) ;

Vu l'avis de la commission régionale du patrimoine et des sites en date du 25 juin 2009 ;

La Commission nationale des monuments historiques entendue en sa séance du 17 mai 2010 ;

Vu l'adhésion au classement de M. Frédéric Toussaint, propriétaire, en date du 20 mars 2009 ;

Vu les autres pièces produites et jointes au dossier ;

Considérant que la conservation du manoir du Catel à Écretteville-lès-Baons (Seine-Maritime), présente au point de vue de l'histoire et de l'art un intérêt public, en raison du témoignage important qu'il constitue de maison forte du ^{xiii}e siècle, modifiée à la fin du Moyen Âge,

Arrête :

Art. 1^{er}. - Est classé au titre des monuments historiques, en totalité, le manoir du Catel, avec son emprise foncière et le tracé des fossés, à Écretteville-lès-Baons (Seine-Maritime), situé sur les parcelles n° 219 d'une contenance de 1h 43a 50ca et n° 170 d'une contenance de 2h 10a 40ca figurant au cadastre section AL ; et appartenant à M. Frédéric, Jean, Marie Toussaint, célibataire, président de société et auteur, né le 25 août 1960 à Antony (92600) et demeurant 37, boulevard de Clichy à Paris (75009), par acte du 11 février 2000 passé devant M^e Tesnière, notaire à Yvetot (Seine-Maritime), publié au bureau des hypothèques d'Yvetot, volume 2000P, n° 898.

Art. 2. - Le présent arrêté se substitue aux arrêtés d'inscription des 17 mai 1944 et 8 août 1977 susvisés.

Art. 3. - Il sera publié au bureau des hypothèques de la situation de l'immeuble classé.

Art. 4. - Il sera notifié au préfet du département, au maire et au propriétaire, intéressés, qui seront responsables, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

Le directeur général des patrimoines,
Philippe Bélaval

Arrêté n° 22 du 21 septembre 2010 portant classement au titre des monuments historiques du Centre historique minier de Lewarde (ancien site minier de la fosse Delloye de la compagnie des mines d'Aniche) à Lewarde (Nord).

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le Code du patrimoine, livre VI, titres 1 et 2 ;

Vu le décret n° 99-78 du 5 février 1999 modifié relatif à la commission régionale du patrimoine et des sites et à l'instruction de certaines autorisations de travaux ;

Vu le décret n° 2007-487 du 30 mars 2007 relatif aux monuments historiques et aux zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager ;

Vu le décret n° 2009-1393 du 11 novembre 2009 relatif aux missions et à l'organisation de l'administration centrale du ministère de la Culture et de la Communication ;

Vu l'avis de la commission régionale du patrimoine et des sites en date des 17 et 18 juin 2009 ;

La Commission nationale des monuments historiques entendue en sa séance du 28 septembre 2009 ;

Vu la délibération portant adhésion au classement de la commission permanente du conseil régional du Nord - Pas-de-Calais, propriétaire, en date du 28 juin 2010 ;

Vu les autres pièces produites et jointes au dossier ;

Considérant que la conservation du Centre historique minier de Lewarde, ancien site minier de la fosse Delloye de la compagnie des mines d'Aniche à Lewarde (Nord), présente au point de vue de l'histoire, un intérêt public en raison du témoignage historique et technique de l'exploitation du charbon dans le bassin minier du Nord - Pas-de-Calais du début du ^{xx}e siècle à la fin de l'extraction en 1971,

Arrête :

Art. 1^{er}. - Est classé au titre des monuments historiques, en totalité, le Centre historique minier de Lewarde, ancien site minier de la fosse Delloye de la

compagnie des mines d'Aniche à Lewarde (Nord), comprenant les sols et les bâtiments suivants avec l'ensemble de leurs dispositifs techniques en place : bâtiments de recette et d'extraction et chevalements des puits n° 1 et n° 2 ; salle des compresseurs ; hall vitré ; salle du ventilateur ; criblage ; ensemble des différentes passerelles ; ancien atelier (aujourd'hui salles d'exposition), bâtiment d'accueil, bâtiment à usage administratif et centre de documentation ; bâtiment comprenant les bureaux de l'administration, salle des bains-douches, lampisterie, infirmerie, garage à vélo et WC ; dynamitière ; ancienne scierie (aujourd'hui restaurant) ; bâtiment de la bascule ; maison de concierge ; situé en bordure de la route départementale 132 ou rue d'Erchin à Lewarde (Nord) sur les parcelles n°s 2420, 2421, 2422 pour des contenances respectives de 6ha 55a 13ca ; 1ha 60a 8ca ; 49a 89ca, figurant au cadastre section A et appartenant à la région Nord - Pas-de-Calais, ayant son siège 151, avenue du Président-Hoover à Lille (Nord), identifiée sous le n° SIREN 235 900 016, et pour représentant responsable M. Daniel Percheron, président, demeurant à Lille (Nord), par acte de cession en la forme administrative du 12 octobre 2006 reçu par M. Daniel Percheron, président du conseil régional du Nord - Pas-de-Calais, et publié au bureau des hypothèques de Douai (Nord) le 18 octobre 2006 sous le n° de volume 2006P, n° 5338.

Art. 2. - Le présent arrêté sera publié au bureau des hypothèques de la situation de l'immeuble classé.

Art. 3. - Il sera notifié au préfet du département, au maire de la commune et au propriétaire, intéressés, qui seront responsables, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

Le directeur général des patrimoines,
Philippe Bélaval

Arrêté n° 23 du 24 septembre 2010 portant classement au titre des monuments historiques de l'appartement témoin et du hall d'entrée de l'unité d'habitation de Le Corbusier située à Firminy (Loire).

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le Code du patrimoine, livre VI, titre 1 et 2 ;

Vu le décret n° 99-78 du 5 février 1999 modifié relatif à la commission régionale du patrimoine et des sites et à l'instruction de certaines autorisations de travaux ;

Vu le décret n° 2007-487 du 30 mars 2007 relatif aux monuments historiques et aux zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager ;

Vu le décret n° 2009-1393 du 11 novembre 2009 relatif aux missions et à l'organisation de l'administration

centrale du ministère de la Culture et de la Communication ;

Vu l'arrêté en date du 9 septembre 1993 portant classement au titre des monuments historiques des façades et toitures, et de l'école à l'intérieur, de l'unité d'habitation de Le Corbusier à Firminy (Loire) ;

Vu l'avis de la commission régionale du patrimoine et des sites en date du 24 février 2009 ;

La Commission nationale des monuments historiques entendue en sa séance du 30 mars 2009 ;

Vu la délibération en date du 9 juin 2010 du conseil d'administration de l'Office public de l'habitat de Firminy propriétaire, portant accord au classement ;

Vu les autres pièces produites et jointes au dossier ;

Considérant que la conservation du hall d'entrée de l'unité d'habitation construite par Le Corbusier ainsi que de l'appartement témoin dit « papier peint » situé au n° 7 de la 1^{re} rue intérieure, présente au point de vue de l'histoire et de l'art un intérêt public en raison d'une part, de l'importance du hall au sein des parties communes, et d'autre part, du témoignage, d'une très grande authenticité, des conceptions de Le Corbusier en matière d'habitat que constitue l'espace témoin,

Arrête :

Art. 1^{er}. - Sont classés en totalité au titre des monuments historiques, le hall d'entrée ainsi que l'appartement témoin dit « papier peint » de l'unité d'habitation construite par Le Corbusier au lieu-dit « Les Bruneaux » à Firminy (Loire), sur la parcelle n° 3 figurant au cadastre section AY, l'appartement correspondant au lot n° 7.

Le hall d'entrée et cet appartement appartiennent à l'Office public de l'habitat de Firminy n° SIREN 274 200 039 dont le siège social se trouve place du Centre à Firminy (Loire) ; il en est propriétaire par acte du 4 avril 1967 passé en l'étude de M^e Courbon, notaire à Firminy (Loire) et publié à la conservation des hypothèques de Saint-Étienne (Loire) le 27 avril 1967 sous les références volume 2810, n° 5.

Art. 2. - Le présent arrêté complète l'arrêté de classement susvisé du 9 septembre 1993.

Art. 3. - Le présent arrêté sera publié au bureau des hypothèques de la situation de l'immeuble classé.

Art. 4. - Il sera notifié au préfet du département, au maire et au propriétaire, intéressés, qui seront responsables, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

Le chef du service du patrimoine,
Adjointe du directeur général des patrimoines,
Isabelle Maréchal

Arrêté n° 24 du 27 septembre 2010 portant classement au titre des monuments historiques de la chapelle de l'ancienne commanderie d'Épailly à Courban (Côte-d'Or).

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le Code du patrimoine, livre VI, titres 1 et 2 ;

Vu le décret n° 99-78 du 5 février 1999 modifié relatif à la commission régionale du patrimoine et des sites et à l'instruction de certaines autorisations de travaux ;

Vu le décret n° 2007-487 du 30 mars 2007 relatif aux monuments historiques et aux zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager ;

Vu le décret n° 2009-1393 du 11 novembre 2009 relatif aux missions et à l'organisation de l'administration centrale du ministère de la Culture et de la Communication ;

Vu l'arrêté en date du 7 décembre 1925 portant inscription au titre des monuments historiques de la chapelle de l'ancienne commanderie d'Épailly à Courban (Côte-d'Or) ;

Vu l'arrêté en date du 18 mai 2010 portant inscription au titre des monuments historiques des parties suivantes de l'ancienne commanderie d'Épailly à Courban (Côte-d'Or) : le corps de logis avec le cellier, les granges et le colombier, les vestiges du mur d'enceinte et de la tour, en totalité, le fossé, les sols (parcelles n° 8 et 12 section AD du cadastre) ;

Vu l'avis de la commission régionale du patrimoine et des sites de Bourgogne en date du 8 novembre 2007 ;

La Commission nationale des monuments historiques entendue en sa séance du 16 juin 2008 ;

Vu l'adhésion au classement donnée par M^{me} Elisabeth Becker, gérante du Groupement foncier agricole du domaine d'Épailly, en date du 27 avril 2010 ;

Considérant que la conservation de la chapelle de l'ancienne commanderie d'Épailly à Courban (Côte-d'Or) présente au point de vue de l'histoire et de l'art un intérêt public en raison du caractère particulièrement remarquable de cet édifice qui constitue un important témoignage de l'architecture templière en Bourgogne, et plus spécialement un jalon important de l'architecture gothique dans cette région,

Arrête :

Art. 1^{er}. - Est classée au titre des monuments historiques en totalité la chapelle de l'ancienne commanderie d'Épailly à Courban (Côte-d'Or), située sur la parcelle n° 8 d'une contenance de 1ha 19a 75ca figurant au cadastre section AD et appartenant au Groupement foncier agricole du domaine d'Épailly.

Le Groupement foncier agricole du domaine d'Épailly, constitué le 17 octobre 1992 pour une durée de

99 ans, est immatriculé au registre du commerce et des sociétés de Dijon depuis le 17 octobre 1992 sous le n° SIREN 394 649 578, ayant son siège social au domaine d'Épailly à Courban (Côte-d'Or).

Ce groupement en est propriétaire par acte passé le 17 octobre 1992 devant M^e Beaudoin, notaire à Montbard (Côte-d'Or) et publié au bureau des hypothèques de Dijon II (Côte-d'Or) le 19 mai 1993, volume 1993P, n° 1359.

Art. 2. - Le présent arrêté se substitue à l'arrêté d'inscription au titre des monuments historiques en date du 7 décembre 1925 susvisé et complète l'arrêté d'inscription du 18 mai 2010 également susvisé.

Art. 3. - Il sera publié au bureau des hypothèques de la situation de l'immeuble classé.

Art. 4. - Il sera notifié au préfet du département, au maire de la commune et au propriétaire, intéressés, qui seront responsables, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

Le directeur général des patrimoines,
Philippe Bélaval

MUSÉES

Décision du 19 mai 2010 portant nomination des représentants de l'administration au comité technique paritaire du musée Rodin.

Le directeur du musée Rodin,

Vu le décret n° 2005-1507 du 6 décembre 2005 modifiant le décret n° 93-163 du 2 février 1993 relatif au musée Rodin ;

Vu le décret n° 82-452 du 28 mai 1982 relatif aux comités techniques paritaires ;

Vu l'arrêté 18 décembre 2009 instituant les comités techniques paritaires du ministère chargé de la culture ;

Vu l'arrêté du 18 décembre 2009 modifié par l'arrêté du 6 janvier 2010 organisant une consultation électorale au ministère chargé de la culture,

Décide :

Article unique :

Sont nommés, pour une durée de trois ans, membres représentant l'administration au comité technique paritaire de l'établissement public administratif du

musée Rodin :

* En qualité de titulaires :

- M. Dominique Viéville, conservateur général du patrimoine, directeur du musée ;

- M. Philippe André-Bernavon, administrateur civil hors classe, secrétaire général ;

- M. Pierre Hurbain, ingénieur des services culturels, responsable du service de la surveillance.

* En qualité de suppléants :

- M^{me} Aline Magnien, conservateur en chef, responsable du service des collections ;

- M^{me} Élisabeth Saillant, assistante du secrétaire général chargée des ressources humaines et des affaires juridiques ;

- M^{me} Noëlle Chabert, conservateur en chef, responsable du service du développement.

Le directeur du musée Rodin,
Conservateur général du patrimoine,
Dominique Viéville

Décision du 19 mai 2010 portant nomination des représentants de l'administration au comité d'hygiène et de sécurité du musée Rodin.

Le directeur du musée Rodin,

Vu le décret n° 2005-1507 du 6 décembre 2005 modifiant le décret n° 93-163 du 2 février 1993 relatif au musée Rodin ;

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu l'arrêté du 18 décembre 2009 instituant les comités d'hygiène et de sécurité auprès des comités techniques paritaires du ministère chargé de la culture ;

Vu l'arrêté du 18 décembre 2009, modifié par l'arrêté du 6 janvier 2010 organisant une consultation électorale au ministère chargé de la culture,

Décide :

Article unique :

Sont nommés, pour une durée de trois ans, membres représentant l'administration au comité d'hygiène et de sécurité de l'établissement public administratif du musée Rodin :

* En qualité de titulaires :

- M. Dominique Viéville, conservateur général du patrimoine, directeur du musée ;

- M. Philippe André-Bernavon, administrateur civil hors classe, secrétaire général ;

- M. Jean-Michel Seguin, adjoint technique principal, responsable technique du site de Meudon.

* En qualité de suppléants :

- M. François Blanchetière, assistant du responsable du service des collections ;

- M^{me} Élisabeth Saillant, assistante du secrétaire général chargée des ressources humaines et des affaires juridiques ;

- M. Dominique de Coninck, responsable du service intérieur.

Le directeur du musée Rodin,
Conservateur général du patrimoine,
Dominique Viéville

Décision du 23 mai 2010 portant nomination des représentants du personnel au comité technique paritaire du musée Rodin.

Le directeur du musée Rodin,

Vu le décret n° 2005-1507 du 6 décembre 2005 modifiant le décret n° 93-163 du 2 février 1993 relatif au musée Rodin ;

Vu le décret n° 82-452 du 28 mai 1982 relatif aux comités techniques paritaires ;

Vu l'arrêté 18 décembre 2009 instituant les comités techniques paritaires du ministère chargé de la culture ;

Vu l'arrêté du 18 décembre 2009 modifié par l'arrêté du 6 janvier 2010 organisant une consultation électorale au ministère chargé de la culture ;

Vu l'arrêté du 9 avril 2010 fixant le nombre de sièges attribués aux organisations syndicales représentatives au sein des comités techniques paritaires ;

Vu les courriers des organisations syndicales élues,

Décide :

Article unique :

Sont nommés, sur désignation des organisations syndicales élues, pour une durée de trois ans, membres représentants du personnel au comité technique paritaire de l'établissement public administratif du musée Rodin :

* SUD-Culture (3 sièges) :

En qualité de titulaires	En qualité de suppléants
M ^{me} Annie-Claude Demagny	...
M. Nicolas Bianchi	M. Guillaume Bernard
M. Raphaël Andlauer	...

Pour le directeur et par délégation :
Le secrétaire général du musée Rodin,
Philippe André-Bernavon

Décision du 23 mai 2010 portant nomination des représentants du personnel au comité d'hygiène et de sécurité du musée Rodin.

Le directeur du musée Rodin,

Vu le décret n° 2005-1507 du 6 décembre 2005 modifiant le décret n° 93-163 du 2 février 1993 relatif au musée Rodin ;

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu l'arrêté du 18 décembre 2009 instituant les comités d'hygiène et de sécurité auprès des comités techniques paritaires du ministère chargé de la culture ;

Vu l'arrêté du 18 décembre 2009, modifié par l'arrêté du 6 janvier 2010 organisant une consultation électorale au ministère chargé de la culture ;

Vu l'arrêté du 19 avril 2010 fixant le nombre de sièges attribués aux organisations syndicales représentatives au sein des comités d'hygiène et de sécurité institués auprès des comités techniques paritaires ;

Vu les courriers des organisations syndicales élues,

Décide :

Article unique :

Sont nommés, sur désignation des organisations syndicales élues, pour une durée de trois ans, membres représentants du personnel au comité d'hygiène et de sécurité de l'établissement public administratif du musée Rodin :

* SUD-Culture (4 sièges) :

En qualité de titulaires	En qualité de suppléants
M ^{me} Annie-Claude Demagny	...
M. Nicolas Bianchi	...
M. Raphaël Andlauer	...
M. Guillaume Bernard	...

* CGT-Culture (1 siège) :

En qualité de titulaire	En qualité de suppléant
M ^{me} Françoise Cochard	M ^{me} Diane Tytgat

Pour le directeur et par délégation :
Le secrétaire général du musée Rodin,
Philippe André-Bernavon

Décision n° D-10/358 du 13 juillet 2010 portant nomination des représentants des organisations syndicales au comité technique paritaire de l'établissement public du musée du Quai Branly.

Le président,

Vu loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions relatives à la fonction publique de l'État ;

Vu le décret n° 82-447 du 28 mai 1982 relatif à l'exercice du droit syndical ;

Vu le décret n° 82-452 du 28 mai 1982 modifié relatif aux comités techniques paritaires ;

Vu le décret n° 2004-1350 du 9 décembre 2004 relatif au statut de l'établissement public du musée du Quai Branly ;

Vu le décret du 24 décembre 2009 portant nomination du président de l'établissement public du musée du Quai Branly ;

Vu l'arrêté du 18 décembre 2009 modifié relatif aux comités techniques paritaires du ministère chargé de la culture ;

Vu l'arrêté du 11 juin 2010 fixant le nombre de sièges attribués à l'issue du second tour de scrutin aux organisations syndicales représentatives au sein des comités techniques paritaires des établissements publics à caractère administratif sous la tutelle du ministère de la Culture et de la Communication ;

Vu le courrier de la CGT-Culture en date du 30 juin 2010 ;

Vu le courrier du SNAC-FSU en date du 7 juillet 2010 ;

Vu le courrier de la CFDT-Culture en date du 12 juillet 2010 ;

Décide :

Art. 1^{er}. - Sont nommés, pour une durée de trois ans, membres représentant les organisations syndicales au comité technique paritaire de l'établissement public du musée du Quai Branly, sur proposition de ces dernières :

1. En qualité de membres titulaires :

* CGT-Culture :

- M. Christophe Even ;

- M^{lle} Claire Germain.

* CFDT-Culture :

- M. Sergio Parr-Gribbel ;

- M^{lle} Violaine Pattée.

* SNAC-FSU :

- M^{me} Gaëlle Beaujean-Baltzer ;
- M^{me} Karine Coubret-Busset.

2. En qualité de membres suppléants :

* CGT-Culture :

- M. Jean-Paul Perrot ;
- M^{me} Nadja Péronne.

* CFDT- Culture :

- M^{lle} Angèle Martin ;
- M. Philippe Peltier.

* SNAC-FSU :

- M^{me} Christine Maine ;
- M^{me} Maïra Muchnik.

Art. 2. - Le président de l'établissement public du musée du Quai Branly est chargé de l'exécution de la présente décision.

Le président de l'établissement public
du musée du Quai Branly,
Stéphane Martin

Décision n° D-10/359 du 13 juillet 2010 portant nomination des représentants des organisations syndicales au comité d'hygiène et de sécurité de l'établissement public du musée du Quai Branly.

Le président,

Vu loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions relatives à la fonction publique de l'État ;

Vu le décret n° 82-447 du 28 mai 1982 relatif à l'exercice du droit syndical ;

Vu le décret n° 82-452 du 28 mai 1982 modifié relatif aux comités techniques paritaires ;

Vu le décret n° 2004-1350 du 9 décembre 2004 relatif au statut de l'établissement public du musée du Quai Branly ;

Vu le décret du 24 décembre 2009 portant nomination du président de l'établissement public du musée du Quai Branly ;

Vu l'arrêté du 18 décembre 2009 modifié relatif aux comités techniques paritaires du ministère chargé de la culture ;

Vu l'arrêté du 11 juin 2010 fixant le nombre de sièges attribués à l'issue du second tour de scrutin aux organisations syndicales représentatives au sein des comités d'hygiène et de sécurité des établissements publics à caractère administratif sous la tutelle du ministère de la Culture et de la Communication ;

Vu le courrier de la CGT-Culture en date du 30 juin 2010 ;

Vu le courrier de la FSU en date du 7 juillet 2010 ;

Vu le courrier de la CFDT-Culture en date du 12 juillet 2010,

Décide :

Art. 1^{er}. - Sont nommés, pour une durée de trois ans, membres représentant les organisations syndicales au comité d'hygiène et de sécurité de l'établissement public du musée du Quai Branly, sur proposition de ces dernières :

1. En qualité de membres titulaires :

* CGT-Culture :

- M. Christophe Even ;
- M^{lle} Claire Germain.

* CFDT-Culture :

- M^{lle} Maud Jehle ;
- M^{me} Dominique Schweitzer-Lavielle.

* SNAC-FSU :

- M^{me} Magali Mélandri ;
- M^{me} Virginie Guillemard.

2. En qualité de membres suppléants :

* CGT-Culture :

- M. Jean-Paul Perrot ;
- M^{me} Nadja Péronne.

* CFDT-Culture :

- M^{lle} Séverine Mangeard ;
- M. Thibault Fertey.

* SNAC-FSU :

- M^{lle} Anne Ravard ;
- M. Jérémie Lochard.

Art. 2. - Le président de l'établissement public du musée du Quai Branly est chargé de l'exécution de la présente décision.

Le président de l'établissement public
du musée du Quai Branly,
Stéphane Martin

Décision n° D-10/418 du 27 août 2010 modifiant la décision n° D-10/358 du 13 juillet 2010 portant nomination des représentants des organisations syndicales au comité technique paritaire de l'établissement public du musée du Quai Branly.

Le président,

Vu loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions relatives à la fonction publique de l'État ;

Vu le décret n° 82-447 du 28 mai 1982 relatif à l'exercice du droit syndical ;

Vu le décret n° 82-452 du 28 mai 1982 modifié relatif aux comités techniques paritaires ;

Vu le décret n° 2004-1350 du 9 décembre 2004 relatif au statut de l'établissement public du musée du Quai Branly ;

Vu le décret du 24 décembre 2009 portant nomination du président de l'établissement public du musée du Quai Branly ;

Vu l'arrêté du 18 décembre 2009 modifié relatif aux comités techniques paritaires du ministère chargé de la culture ;

Vu l'arrêté du 11 juin 2010 fixant le nombre de sièges attribués à l'issue du second tour de scrutin aux organisations syndicales représentatives au sein des comités d'hygiène et de sécurité des établissements publics à caractère administratif sous la tutelle du ministère de la Culture et de la Communication ;

Vu le courrier de la FSU en date du 9 juillet 2010,

Décide :

Art. 1^{er}. - La décision n° D-10/358 portant nomination des membres représentant les organisations syndicales au comité technique paritaire de l'établissement public du musée du Quai Branly, est modifiée comme suit :

Les représentants de la FSU sont :

* en qualité de membres titulaires :

- M^{me} Gaëlle Beaujean-Baltzer ;

- M^{me} Christine Maine.

* en qualité de membres suppléants :

- M^{me} Karine Coubret-Busset ;

- M^{me} Maïra Muchnik.

Art. 2. - Le président de l'établissement public du musée du Quai Branly est chargé de l'exécution de la présente décision.

Le président de l'établissement public
du musée du Quai Branly,
Stéphane Martin

Décision n° D-10/419 du 27 août 2010 modifiant la décision n° D-10/359 du 13 juillet 2010 portant nomination des représentants des organisations syndicales au comité d'hygiène et de sécurité de l'établissement public du musée du Quai Branly.

Le président,

Vu loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions relatives à la fonction publique de l'État ;

Vu le décret n° 82-447 du 28 mai 1982 relatif à l'exercice du droit syndical ;

Vu le décret n° 82-452 du 28 mai 1982 modifié relatif aux comités techniques paritaires ;

Vu le décret n° 2004-1350 du 9 décembre 2004 relatif au statut de l'établissement public du musée du Quai Branly ;

Vu le décret du 24 décembre 2009 portant nomination du président de l'établissement public du musée du Quai Branly ;

Vu l'arrêté du 18 décembre 2009 modifié relatif aux comités techniques paritaires du ministère chargé de la culture ;

Vu l'arrêté du 11 juin 2010 fixant le nombre de sièges attribués à l'issue du second tour de scrutin aux organisations syndicales représentatives au sein des comités d'hygiène et de sécurité des établissements publics à caractère administratif sous la tutelle du ministère de la Culture et de la Communication ;

Vu le courrier de la FSU en date du 9 juillet 2010,

Décide :

Art. 1^{er}. - La décision n° D-10/359 portant nomination des membres représentant les organisations syndicales au comité d'hygiène et de sécurité de l'établissement public du musée du Quai Branly, est modifiée comme suit :

Les représentants de la FSU sont :

* en qualité de membres titulaires :

- M^{me} Magali Mélandri ;

- M^{lle} Anne Ravard.

* en qualité de membres suppléants :

- M^{me} Virginie Guillemard ;

- M. Jérémie Lochard.

Art. 2. - Le président de l'établissement public du musée du Quai Branly est chargé de l'exécution de la présente décision.

Le président de l'établissement public
du musée du Quai Branly,
Stéphane Martin

Arrêté du 6 septembre 2010 portant nomination à la commission des acquisitions de l'établissement public du musée et du domaine national de Versailles.

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le décret n° 95-463 du 27 avril 1995 modifié portant création de l'établissement public du musée et du domaine national de Versailles, notamment son article 2 ;

Vu l'arrêté du 23 janvier 2004 portant composition et fonctionnement de la commission des acquisitions de l'établissement public du musée et du domaine national de Versailles, notamment son article 1^{er}-3^o,

Arrête :

Art. 1^{er}. - Sont nommés membres de la commission des acquisitions de l'établissement public du musée et du domaine national de Versailles :

- M^{me} Maryvonne Pinault,
- M. Marc Bascou,
- M. Geoffrey de Bellaigue,
- M. Daniel Ergmann,
- M. Jean Guéguinou,
- M. Xavier Guerrand-Hermès,
- M. Paul Mironneau,
- M. Olivier de Rohan.

Art. 2. - Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Le ministre de la Culture et de la Communication,
Frédéric Mitterrand

Arrêté du 13 septembre 2010 portant nomination à la commission des acquisitions de l'établissement public du musée du Quai Branly.

La ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche et le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le décret n° 2004-1350 du 9 décembre 2004 modifié relatif au statut de l'établissement public du musée du Quai Branly, notamment ses articles 18, 20 et 21 ;

Vu l'arrêté du 8 juillet 2005 portant composition et fonctionnement de la commission des acquisitions de l'établissement public du musée du Quai Branly, notamment ses articles 1^{er}-10^o et 2 ;

Vu l'arrêté du 9 juin 2008 portant nomination à la commission des acquisitions de l'établissement public du musée du Quai Branly,

Arrêtent :

Art. 1^{er}. - M. Laurent Le Bon, conservateur du patrimoine, directeur du Centre Pompidou-Metz, est nommé membre de la commission des acquisitions de l'établissement public du musée du Quai Branly, en remplacement de M. Jacques Friedmann, décédé.

Art. 2. - Le présent arrêté sera publié aux *Bulletins officiels* des ministères de l'Enseignement supérieur et de la Culture et de la Communication.

La ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche,
Valérie Pécresse

Le ministre de la Culture et de la Communication,
Frédéric Mitterrand

Arrêté du 24 septembre 2010 portant renouvellement de chefs de départements de l'établissement public du musée du Louvre.

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le décret n° 45-2075 du 31 août 1945 modifié portant application de l'ordonnance relative à l'organisation provisoire des musées des Beaux-Arts ;

Vu le décret n° 86-1370 du 30 décembre 1986 modifié fixant les dispositions statutaires applicables à certains emplois de la direction générale des patrimoines ;

Vu le décret n° 92-1338 du 22 décembre 1992 modifié portant création de l'établissement public du musée du Louvre ;

Sur proposition du président de l'établissement public du musée du Louvre,

Arrête :

Art. 1^{er}. - M. Jean-Luc Martinez, conservateur général du patrimoine, est renouvelé dans les fonctions de chef du département des antiquités grecques, étrusques et romaines.

Art. 2. - M^{me} Guillemette Andreu-Lanoë, conservatrice générale du patrimoine, est renouvelée dans les fonctions de chef du département des antiquités égyptiennes.

Art. 3. - M^{me} Geneviève Bresc, conservatrice générale du patrimoine, est renouvelée dans les fonctions de chef du département des sculptures du

Moyen Âge, de la Renaissance et des temps modernes.

Art. 4. - M. Marc Bascou, conservateur général du patrimoine, est renouvelé dans les fonctions de chef du département des objets d'art du Moyen Âge, de la Renaissance et des Temps modernes.

Art. 5. - Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Le ministre de la Culture et de la Communication,
Frédéric Mitterrand

MUSIQUE, DANSE, THÉÂTRE ET SPECTACLES

Arrêté du 13 septembre 2010 portant nomination à la commission des acquisitions de l'établissement public de la Cité de la musique.

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le décret n° 95-1300 du 19 décembre 1995 modifié portant création de l'établissement public de la Cité de la musique, notamment son article 18 ;

Vu l'arrêté du 26 avril 2007 portant composition et fonctionnement de la commission des acquisitions de l'établissement public de la Cité de la musique, notamment son article 1^{er}-6°,

Arrête :

Art. 1^{er}. - Sont nommés membres de la commission des acquisitions de l'établissement public de la Cité de la musique :

- M. Marc Battier, musicologue ;
- M. Christophe Coin, musicien, directeur de l'Ensemble baroque de Limoges ;
- M^{me} Florence Gétreau, directrice de l'Institut de recherche sur le patrimoine musical en France ;
- M^{me} Valérie Klein, responsable scientifique du musée de la Lutherie de Mirecourt.

Art. 2. - Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Le ministre de la Culture et de la Communication,
Frédéric Mitterrand

OPÉRATEUR DU PATRIMOINE ET DES PROJETS IMMOBILIERS DE LA CULTURE

Décision n° 2010-81 du 30 août 2010 portant délégation de signature à l'Opérateur du patrimoine et des projets immobiliers de la culture.

Le président de l'Opérateur du patrimoine et des projets immobiliers de la culture,

Vu le décret 98-387 du 19 mai 1998 modifié relatif à l'Opérateur du patrimoine et des projets immobiliers de la culture ;

Vu le décret n° 2006-975 du 1^{er} août 2006 modifié portant Code des marchés publics ;

Vu le décret du 26 août 2010 portant nomination du président de l'Opérateur du patrimoine et des projets immobiliers de la culture ;

Vu l'arrêté portant nomination du directeur général de l'Établissement public de maîtrise d'ouvrage des travaux culturels en date du 20 janvier 2010 ;

Vu la délibération n° 2007-304 portant sur les transactions dans le cadre du règlement de marchés publics ;

Vu la délibération n° 2009-352 du 7 avril 2009 modifiée portant sur la création de la commission des marchés et la composition des jurys de concours ;

Vu la délibération n° 384 portant délégation de pouvoir au président de l'établissement ;

Vu la délibération n° 2010-394 portant délégation de pouvoir au président de l'établissement,

Décide :

Art. 1^{er}. - Principes généraux

Les présentes délégations sont consenties dans le respect des délibérations du conseil d'administration de l'établissement, des procédures internes en vigueur et des conventions et contrats signés par le président au nom de l'établissement.

Art. 2. - Opérations relevant de la section investissement de l'établissement

2.1. - Convention d'études, de mandat et de transfert de maîtrise d'ouvrage

La délégation de signature suivante est consentie dans la limite des délibérations prises en conseil d'administration de l'établissement.

En cas d'absence ou d'empêchement du président, délégation de signature est donnée à M. Jean-Pierre Dufay, directeur général, à l'effet de signer toute convention d'études, d'assistance, de mandat et de transfert de maîtrise d'ouvrage.

2.2. - Autres conventions, contrats, marchés

Délégation de signature est donnée à M. Jean-Pierre Dufay, directeur général, en ce qui concerne l'ensemble des opérations relevant de la section investissement de l'établissement.

À ce titre, il est autorisé à prendre l'ensemble des mesures de mise en concurrence, de passation des marchés et avenants ainsi que l'ensemble des mesures liées à l'exécution et au solde des marchés non mentionnées aux articles 9 et 10.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean-Pierre Dufay, délégation de signature est donnée à M. Serge Louveau, directeur général délégué, à l'effet de signer les mêmes documents.

Art. 3. - Opérations relevant de la section fonctionnement de l'établissement

En cas d'absence ou d'empêchement du président, délégation de signature est donnée à M. Jean-Pierre Dufay, directeur général, en ce qui concerne l'ensemble des opérations relevant de la section fonctionnement de l'établissement.

À ce titre, il est autorisé à prendre l'ensemble des mesures de mise en concurrence, de passation des marchés et avenants ainsi que l'ensemble des mesures liées à l'exécution et au solde des marchés non mentionnées aux articles 9 et 10.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean-Pierre Dufay, délégation de signature est donnée à M. Serge Louveau, directeur général délégué, à l'effet de signer les mêmes documents.

Art. 4. - Gestion du personnel

En cas d'absence ou d'empêchement du président, délégation de signature est donnée à M. Jean-Pierre Dufay, directeur général, à l'effet de signer les décisions afférentes au personnel et les actes de gestion du personnel à l'exception des contrats de recrutement et des licenciements.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean-Pierre Dufay, délégation de signature est donnée à M. Serge Louveau, directeur général délégué, à l'effet de signer les mêmes documents.

Art. 5. - Ordres de mission des agents - Notes de frais

Délégation de signature est donnée à M. Jean-Pierre Dufay, directeur général, à l'effet de signer les notes de frais des agents de l'établissement.

Délégation de signature est donnée à M. Jean-Pierre Dufay, directeur général, et à M. Patrick Weiser, chef du département administratif et financier, à l'effet de signer les ordres de mission des agents de l'établissement.

Art. 6. - Congés du personnel

Délégation de signature est donnée à M. Jean-Pierre Dufay, directeur général, à l'effet de signer, les autorisations de congés des directeurs, chefs de départements et de service de l'établissement.

Délégation de signature est donnée aux directeurs et chefs de département et de service, mentionnés en annexe 1-A, à l'effet de signer, les autorisations de congés des personnels relevant de leur autorité.

Art. 7. - Ordonnancement des recettes et des dépenses

Délégation de signature est donnée à M. Jean-Pierre Dufay, directeur général, et à M. Patrick Weiser, chef du département administratif et financier, à l'effet d'ordonnancer les dépenses et recettes relevant de la section d'investissement et de fonctionnement du budget de l'établissement ainsi que des engagements comptables.

Art. 8. - Hygiène et sécurité au travail

Délégation de signature est donnée à M. Jean-Pierre Dufay, directeur général, et à M. Patrick Weiser, chef du département administratif et financier, à l'effet de signer les décisions, notes et courriers relevant de l'organisation et du fonctionnement du dispositif hygiène et sécurité du travail au sein de l'établissement.

Art. 9. - Attestation de service fait

Délégation de signature est donnée aux chefs de départements, mentionnés en annexe 1-B, à l'effet de certifier le service fait sur les factures ou décomptes et mises en paiement au titre des opérations qui leur sont affectées.

Art. 10. - Marchés et procédures de passation

Délégation de signature est donnée à M^{me} Aurélie Stern-Hénin, chef du service des marchés et des affaires juridiques, pour :

- convoquer les membres de la commission des marchés ;
- pour ouvrir et enregistrer le contenu des candidatures et des offres dans le cadre des procédures formalisées prévues à l'article 26-1 du Code des marchés publics ;
- pour ouvrir et enregistrer le contenu des candidatures et des offres dans le cadre des procédures adaptées d'un montant supérieur à 20 000 euros HT ;
- pour organiser la dématérialisation des procédures de passation des marchés ;
- pour attester de la conformité des copies des pièces administratives avec les pièces originales, délivrées à titre d'exemplaire unique pour être remises à l'établissement de crédit en cas de cession de créance consentie en vertu des articles L. 313-23 à 34 du Code monétaire et financier et des articles 106 et 117 du Code des marchés publics pour les opérations réalisées dans le cadre du budget d'investissement, ainsi que pour signer les certificats de cessibilité délivrés dans le même cadre.

En cas d'absence ou d'empêchement de M^{me} Aurélie Stern-Hénin, délégation de signature est donnée à M. Xavier Dumont, juriste, et à M^{me} Morwena Rolnin, juriste, à l'effet de signer les mêmes documents.

Art. 11. - Commission des marchés

Délégation de représentation et de signature est donnée à M. Jean-Pierre Dufay, directeur général, à l'effet de représenter le président en commission des marchés et à l'effet de signer les avis émis par la commission des marchés.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean-Pierre Dufay, délégation de représentation et de signature est donnée à M^{me} Aurélie Stern-Hénin, chef du service des marchés et des affaires juridiques, à

l'effet de représenter le président en commission des marchés et de signer les mêmes documents.

En cas d'absence ou d'empêchement simultané de M. Jean-Pierre Dufay et de M^{me} Stern-Hénin, délégation de représentation et de signature est donnée à M. Xavier Dumont, juriste, et à M^{me} Morwena Rolnin, juriste, à l'effet de représenter le président en commission des marchés et de signer les mêmes documents.

Art. 12. - Actions en justice

Les délégations de signature suivantes sont consenties dans la limite des délibérations prises en conseil d'administration de l'établissement.

En cas d'absence ou d'empêchement du président, délégation de signature est donnée à M. Jean-Pierre Dufay, directeur général, à l'effet de signer tous les actes relevant de la gestion des contentieux en vue de défendre les intérêts de l'établissement.

Art. 13. - Transactions

Les délégations de signature suivantes sont consenties dans la limite des délibérations prises en conseil d'administration de l'établissement.

En cas d'absence ou d'empêchement du président, délégation de signature est donnée à M. Jean-Pierre Dufay, directeur général, à l'effet de signer toute décision ou accord transactionnel.

Art. 14. - La présente décision est d'application immédiate. Elle annule et remplace les décisions n^{os} 2010-20 et 2010-58.

Le président,
Christophe Vallet

(Annexe page suivante)

Annexe 1

Annexe 1-A

Champ	Délégataires
Congés du personnel (article 6 alinéa 2)	<ul style="list-style-type: none"> - M. Jean-Pierre Dufay, directeur général, - M. Serge Louveau, directeur général délégué, - M. Patrick Weiser, chef du département administratif et financier, - M. Bernard Imberton, chef du département opérationnel A, - M. Laurent Maunoury, chef du département opérationnel B, - M^{me} Marie-Pierre Huguenard, chef du département opérationnel C, - M. Antoine-Marie Préaut, chef du département opérationnel D, - M. Jean-Jacques Bourgain, chef du département RP, et, en son absence, M. François Boulidoires, chef de projets, - M^{me} Aurélie Stern-Hénin, chef du service des marchés et des affaires juridiques

Annexe 1-B

Champ	Délégataires
Attestation de service fait (article 9)	<ul style="list-style-type: none"> - M. Bernard Imberton, chef du département opérationnel A, - M. Laurent Maunoury, chef du département opérationnel B, - M^{me} Marie-Pierre Huguenard, chef du département opérationnel C, - M. Antoine-Marie Préaut, chef du département opérationnel D, - M. Jean-Jacques Bourgain, chef du département opérationnel RP, et, en son absence, M. François Boulidoires, chef de projets,

PATRIMOINE

Arrêté du 3 septembre 2010 portant affectation d'un directeur de projet.

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État ;

Vu le décret n° 2008-382 du 21 avril 2008 relatif aux emplois d'expert de haut niveau et de directeur de projet des administrations de l'État et de ses établissements publics ;

Vu le décret n° 2009-1393 du 11 novembre 2009 relatif aux missions et à l'organisation de l'administration centrale du ministère de la Culture et de la Communication ;

Vu l'arrêté du 17 novembre 2009 relatif aux missions et à l'organisation de la direction générale des patrimoines ;

Vu l'arrêté du 22 janvier 2008 portant cessation de fonctions et nomination (administration centrale),

Arrête :

Art. 1^{er}. - M. Manuel Bamberger, directeur de projet chargé d'assurer, sur le site de l'ancien séminaire de Charenton-le-Pont, l'implantation d'un nouveau Centre national et international de la documentation patrimoniale, est placé auprès du directeur général des patrimoines.

Art. 2. - Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Le secrétaire général,
Guillaume Boudy

Mesures d'information

Relevé de textes parus au *Journal officiel*

J.O n° 202 du 1^{er} septembre 2010

Intérieur, outre-mer et collectivités territoriales

Texte n° 66 Décret du 30 août 2010 portant admission à la retraite d'un préfet (M. Olivier Revol).

Texte n° 67 Décret du 30 août 2010 portant nomination du sous-préfet des Andelys (M. Christophe Merlin).

Texte n° 19 Décret n° 2010-1016 du 30 août 2010 relatif aux obligations de l'employeur pour l'utilisation des installations électriques des lieux de travail.

J.O n° 203 du 2 septembre 2010

Culture et communication

Texte n° 30 Décret n° 2010-1034 du 1^{er} septembre 2010 modifiant le décret n° 98-750 du 24 août 1998 relatif au soutien financier à la diffusion de certaines œuvres cinématographiques en salles de spectacles cinématographiques et au soutien financier à la modernisation et à la création des établissements de spectacles cinématographiques.

Texte n° 31 Arrêté du 26 août 2010 fixant le montant de la prime de sujétions spéciales attribuée aux personnels d'accueil, de surveillance et de magasinage du ministère chargé de la culture.

Texte n° 54 Arrêté du 10 août 2010 portant nomination au cabinet du ministre.

Conventions collectives

Texte n° 55 Avis relatif à l'extension d'un accord conclu dans le cadre de la convention collective nationale de la radiodiffusion.

Texte n° 57 Avis relatif à l'extension d'un avenant à la convention collective nationale des conseils d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement.

Conseil supérieur de l'audiovisuel

Texte n° 61 Décision n° 2010-522 du 13 juillet 2010 mettant en demeure la SARL Ouest FM Communication.

Avis de concours et de vacance d'emplois

Texte n° 73 Avis de recrutement pour l'accès au corps des adjoints administratifs dans le cadre du dispositif PACTE (parcours d'accès aux carrières de la fonction publique territoriale, hospitalière et de l'État) (session 2010).

Avis divers

Texte n° 101 Termes généraux de la chimie (liste de termes, expressions et définitions adoptés).

J.O n° 204 du 3 septembre 2010

Premier ministre

Texte n° 1 Décret n° 2010-1035 du 1^{er} septembre 2010 relatif à la durée des mandats des dirigeants et au fonctionnement des organes de direction de certains des établissements publics de l'État.

Culture et de la communication

Texte n° 48 Décision du 16 août 2010 relative au budget primitif pour 2010 de l'établissement public du musée national Picasso-Paris.

Travail, solidarité et fonction publique

Texte n° 30 Arrêté du 23 août 2010 modifiant l'arrêté du 18 mai 2009 relatif à la mise en place d'une classe préparatoire pour l'accès aux concours externes des instituts régionaux d'administration.

Conventions collectives

Texte n° 64 Arrêté du 26 août 2010 portant extension d'un avenant à la convention collective nationale des cadres et agents de maîtrise de l'édition de musique (n° 1016).

Texte n° 65 Arrêté du 26 août 2010 portant extension d'un accord régional (Corse) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture (n° 2332).

Texte n° 68 Avis relatif à l'extension d'un accord (annexe-salaires) conclu dans le cadre de la convention collective nationale régissant les rapports entre les entrepreneurs de spectacles et les artistes dramatiques, lyriques, chorégraphiques, marionnettistes, de variétés et musiciens en tournées.

Avis divers

Texte n° 104 Avis relatif au renouvellement de licence d'agence de mannequins (Crystal model agency's).

Texte n° 105 Avis relatif au renouvellement de licence d'agence de mannequins (Profil).

Texte n° 106 Avis relatif à l'attribution d'une licence d'agence de mannequins (Game).

Texte n° 107 Avis relatif à l'attribution d'une licence d'agence de mannequins (Ambassy).

J.O n° 205 du 4 septembre 2010

Culture et communication

Texte n° 63 Décret du 2 septembre 2010 portant nomination du président et du président suppléant de la commission de classification des œuvres cinématographiques (M. Emmanuel Glaser, président et M^{me} Catherine Ruggeri, présidente suppléante).

Texte n° 64 Arrêté du 11 mai 2010 portant nomination du directeur de l'École nationale supérieure de la photographie (M. Rémy Fenzy).

Texte n° 65 Arrêté du 11 mai 2010 portant nomination du directeur de l'École nationale supérieure d'art de Nancy (M. Christian Debize).

J.O n° 206 du 5 septembre 2010

Affaires étrangères et européennes

Texte n° 6 Décret n° 2010-1055 du 2 septembre 2010 portant publication de l'accord de coproduction cinématographique entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République d'Afrique du Sud (ensemble trois annexes), signé à Cannes le 16 mai 2010.

Culture et communication

Texte n° 9 Décret n° 2010-1057 du 3 septembre 2010 modifiant le décret n° 2010-236 du 5 mars 2010 relatif au traitement automatisé de données à caractère personnel autorisé par l'article L. 331-29 du Code de la propriété intellectuelle dénommé « Système de gestion des mesures pour la protection des œuvres sur Internet ».

Texte n° 10 Arrêté du 2 septembre 2010 autorisant au titre de l'année 2010 l'ouverture d'un concours externe pour le recrutement d'adjoints techniques principaux de 2^e classe des administrations de l'État pour le ministère de la Culture et de la Communication.

Premier ministre

Texte n° 12 Arrêté du 3 septembre 2010 portant nomination (secrétaire général pour les affaires régionales : M. François Hamet, SGAR Haute-Normandie).

Texte n° 13 Arrêté du 3 septembre 2010 portant nomination (secrétaire général pour les affaires régionales : M. Jean-Christophe Boursin, SGAR Languedoc-Roussillon).

Intérieur, outre-mer et collectivités territoriales

Texte n° 21 Décret du 3 septembre 2010 portant cessation de fonctions du sous-préfet de Saint-Dizier (M. Jean-Guy Mercan).

Texte n° 22 Décret du 3 septembre 2010 portant nomination du sous-préfet de Saint-Dizier (M. Thilo Firchow).

Texte n° 23 Décret du 3 septembre 2010 portant nomination du directeur de cabinet du préfet du Var (M. François-Xavier Lauch).

Autorité de régulation des communications électroniques et des postes

Texte n° 30 Décision n° 2010-0537 du 4 mai 2010 précisant les conditions techniques d'utilisation des bandes de fréquences aux installations radioélectriques des services d'amateur (rectificatif).

J.O n° 207 du 7 septembre 2010

Culture et communication

Texte n° 8 Arrêté du 23 août 2010 modifiant l'arrêté du 24 mai 2004 relatif à l'élection des membres des corps des conservateurs généraux et des conservateurs du patrimoine et des représentants du personnel au conseil d'administration de l'établissement public du musée d'Orsay et du musée de l'Orangerie.

Texte n° 9 Arrêté du 26 août 2010 fixant le montant de la prime de sujétions spéciales attribuée aux techniciens des services culturels et des Bâtiments de France.

Texte n° 10 Arrêté du 30 août 2010 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (modificatif de l'arrêté du 10 août 2010 NOR : MCCC1020019A).

Texte n° 29 Arrêté du 17 août 2010 portant admission à la retraite (conservateur général du patrimoine : M. Yves, Jean, Louis Lescroart).

Texte n° 30 Arrêté du 17 août 2010 portant admission à la retraite (conservatrice générale du patrimoine : M^{me} Antoinette, Marie, Henriette Hallé).

Texte n° 31 Arrêté du 17 août 2010 portant admission à la retraite (conservatrice en chef du patrimoine : M^{me} Marie-Anne de Villele).

Texte n° 32 Arrêté du 17 août 2010 portant admission à la retraite (conservatrice en chef du patrimoine : M^{me} Marie-Annick Chalabi).

Texte n° 33 Arrêté du 17 août 2010 portant admission à la retraite (conservateur en chef du patrimoine : M. Armand, René Fayard).

Texte n° 34 Arrêté du 17 août 2010 portant admission à la retraite (conservateur en chef du patrimoine : M. Jean-Louis, Auguste, Joseph Libourel).

Conventions collectives

Texte n° 40 Avis relatif à l'extension d'un avenant à un accord conclu dans le cadre de la convention collective nationale des sociétés de ventes volontaires de meubles aux enchères publiques et des offices de commissaires-priseurs judiciaires.

Texte n° 41 Avis relatif à l'extension d'un avenant à la convention collective nationale de l'édition.

J.O n° 208 du 8 septembre 2010

Enseignement supérieur et recherche

Texte n° 42 Arrêté du 27 août 2010 autorisant au titre de l'année 2011 l'ouverture de concours pour le recrutement de conservateurs stagiaires, élèves de l'École nationale supérieure des sciences de l'information et des bibliothèques.

Texte n° 43 Arrêté du 27 août 2010 autorisant au titre de l'année 2011 l'ouverture de concours pour le recrutement de bibliothécaires.

Texte n° 44 Arrêté du 27 août 2010 autorisant au titre de l'année 2011 l'ouverture de concours pour le recrutement de bibliothécaires adjoints spécialisés.

Texte n° 46 Arrêté du 27 août 2010 autorisant au titre de l'année 2011 l'ouverture de concours pour le recrutement de magasiniers des bibliothèques principaux de 2^e classe.

Conventions collectives

Texte n° 61 Avis relatif à l'extension d'un accord conclu dans le cadre des conventions collectives nationales de la distribution cinématographique (employés et ouvriers - agents de maîtrise et cadres).

Avis divers

Texte n° 78 Avis relatif à la mise en vente de publications officielles (direction de l'information légale et administrative) (dont : *La place des arts dans l'enseignement*, rapport d'activité pour 2008 et 2009 du Haut Conseil de l'éducation artistique et culturelle et *Archéopages* de l'Institut national de recherches archéologiques préventives).

J.O n° 209 du 9 septembre 2010

Culture et communication

Texte n° 65 Arrêté du 25 août 2010 portant modification de l'arrêté du 24 décembre 2001 relatif à la télévision numérique hertzienne terrestre fixant les caractéristiques des signaux émis.

Texte n° 66 Arrêté du 1^{er} septembre 2010 fixant pour l'année 2010-2011 les taux des droits de scolarité, d'examen et d'inscription ainsi que les montants des droits d'inscription en vue de l'obtention d'un diplôme par validation des acquis de l'expérience dans les établissements d'enseignement supérieur relevant du ministère de la Culture et de la Communication.

Intérieur, outre-mer et collectivités territoriales

Texte n° 76 Décret du 8 septembre 2010 portant nomination de la directrice de cabinet du préfet de l'Aisne (M^{me} Myriam Garcia).

Texte n° 77 Décret du 8 septembre 2010 portant cessation de fonctions du secrétaire général de la préfecture de la Meuse (M. Laurent Buchaillat).

J.O n° 210 du 10 septembre 2010

Culture et communication

Texte n° 40 Décret n° 2010-1071 du 8 septembre 2010 relatif à la rémunération des experts auprès de la commission de contrôle de l'aide à la modernisation sociale de la presse.

Texte n° 41 Arrêté du 31 août 2010 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (exposition *L'Antiquité rêvée. Innovations et résistances au XVIII^e siècle*, au musée du Louvre, hall Napoléon, à Paris).

Texte n° 42 Arrêté du 31 août 2010 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (exposition *La Russie en tissus imprimés*, au musée de l'Impression sur étoffes à Mulhouse).

Texte n° 43 Arrêté du 8 septembre 2010 fixant la rémunération des experts extérieurs de la commission de contrôle de l'aide à la modernisation sociale de la presse instituée par les décrets n° 2005-1096 et n° 2006-657 relatifs à la cessation d'activité de certains salariés de la presse quotidienne.

Intérieur, outre-mer et collectivités territoriales

Texte n° 75 Arrêté du 9 décembre 2009 portant inscription sur une liste d'aptitude (conservateur territorial du patrimoine : M^{me} Anne Boquet).

J.O n° 211 du 11 septembre 2010

Économie, industrie et emploi

Texte n° 17 Arrêté du 3 septembre 2010 portant désignation de la mission de contrôle économique et financier des sociétés du service public de la radio et de la télévision pour exercer le contrôle économique et financier de l'État sur la société Réseau outre-mer 1 (ROM 1).

Culture et communication

Texte n° 35 Arrêté du 31 août 2010 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (exposition *Décors maniéristes des armures françaises de la seconde moitié du XVI^e siècle*, organisée et présentée au musée de l'Armée à Paris).

Texte n° 36 Arrêté du 31 août 2010 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (exposition *Nature et idéal : le paysage à Rome, 1600-1650 Carrache, Poussin, Le Lorrain...*, aux Galeries nationales du Grand Palais des Champs-Élysées à Paris).

Texte n° 37 Arrêté du 31 août 2010 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (modificatif de l'arrêté du 8 juillet 2010 NOR : MCCC1017773A).

Texte n° 96 Décret du 9 septembre 2010 portant nomination du président du conseil d'administration de l'Institut national du patrimoine (M. Patrick Gérard).

Premier ministre

Texte n° 39 Arrêté du 9 septembre 2010 portant nomination (secrétariat général pour les affaires régionales : M. Thierry Olivier, adjoint au SGAR Auvergne).

Texte n° 40 Arrêté du 9 septembre 2010 portant nomination (secrétariat général pour les affaires régionales : M. Gérard Farcy, adjoint au SGAR Bourgogne).

Texte n° 41 Arrêté du 9 septembre 2010 portant nomination (secrétariat général pour les affaires régionales : M^{me} Christine Bonnard, adjointe au SGAR Languedoc-Roussillon).

Texte n° 42 Arrêté du 9 septembre 2010 portant nomination (secrétariat général pour les affaires régionales : M^{me} Marie-Blanche Bernard, adjointe au SGAR Lorraine).

Conventions collectives

Texte n° 99 Avis relatif à l'élargissement d'un accord régional (Corse) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture, au secteur des maîtres d'œuvre en bâtiment.

J.O n° 212 du 12 septembre 2010

Enseignement supérieur et recherche

Texte n° 12 Arrêté du 20 août 2010 modifiant l'arrêté du 16 juillet 2009 relatif à la procédure d'inscription sur les listes de qualification aux fonctions de maître de conférences ou de professeur des universités.

Budget, comptes publics et réforme de l'État

Texte n° 19 Tableau récapitulatif des ouvertures de crédits de fonds de concours : crédits ouverts sur la période du 9 au 13 août 2010 (Gestion 2010) (pour la culture : Patrimoines, Transmission des savoirs et démocratisation de la culture, Création).

Intérieur, outre-mer et collectivités territoriales

Texte n° 28 Décret du 10 septembre 2010 portant cessation de fonctions de la directrice de cabinet du préfet de la Manche (M^{me} Khalida Sellali).

Texte n° 29 Décret du 10 septembre 2010 portant nomination de la sous-préfète de Montbard (M^{me} Cécile Legrand).

Texte n° 30 Décret du 10 septembre 2010 portant nomination du sous-préfet de Castres (1^{re} catégorie) (M. Colin Miegé).

Texte n° 31 Décret du 10 septembre 2010 portant nomination du sous-préfet de Montbéliard (1^{re} catégorie) (M. Troncy Jacques).

Texte n° 32 Décret du 10 septembre 2010 portant nomination de la directrice de cabinet de la préfète de la Dordogne (M^{me} Hélène Geronimi).

Enseignement supérieur et recherche

Texte n° 40 Décret du 10 septembre 2010 portant nomination de la directrice de l'École nationale supérieure des sciences de l'information et des bibliothèques (enseignements supérieurs) (M^{me} Anne-Marie Bertrand).

Autorité de régulation des communications électroniques et des postes

Texte n° 44 Décision n° 2010-0387 du 30 mars 2010 relative à la mise en place d'un questionnaire pour la collecte d'informations nécessaires au suivi des marchés de détail de la téléphonie fixe, du haut débit fixe et du très haut débit fixe.

J.O n° 213 du 14 septembre 2010

Culture et communication

Texte n° 17 Arrêté du 26 août 2010 fixant la liste des personnes morales et des établissements ouverts au public mentionnés au 7° de l'article L. 122-5 du Code de la propriété intellectuelle.

Texte n° 18 Arrêté du 1^{er} septembre 2010 relatif aux droits de scolarité, d'examen, aux bourses et aux montants des droits d'inscription en vue de l'obtention d'un diplôme par validation des acquis de l'expérience de l'École nationale supérieure de création industrielle.

J.O n° 214 du 15 septembre 2010

Travail, solidarité, fonction publique

Texte n° 10 Décret n° 2010-1079 du 13 septembre 2010 modifiant le décret n° 2007-611 du 26 avril 2007 relatif à l'exercice d'activités privées par des fonctionnaires ou agents non titulaires ayant cessé temporairement ou définitivement leurs fonctions et à la commission de déontologie.

Budget, comptes publics et réforme de l'État

Texte n° 28 Arrêté du 13 septembre 2010 fixant le montant des indemnités des membres de commission consultative spécialisée de l'Autorité de régulation des jeux en ligne.

Culture et communication

Texte n° 30 Décret n° 2010-1080 du 14 septembre 2010 modifiant le décret n° 2003-446 du 19 mai 2003 portant statut du corps de l'inspection générale des affaires culturelles.

Texte n° 31 Arrêté du 21 juillet 2010 portant agrément pour la conservation d'archives publiques courantes et intermédiaires.

Texte n° 45 Arrêté du 4 août 2010 portant nomination (architecte et urbaniste de l'État : M^{me} Pascale Francisco).

Texte n° 46 Arrêté du 4 août 2010 portant nomination (architecte et urbaniste de l'État : M^{me} Manon Hansemann).

Texte n° 47 Arrêté du 10 août 2010 portant nomination (architecte et urbaniste de l'État : M. Grégory Schott).

Texte n° 48 Arrêté du 2 septembre 2010 portant nomination à la Cité de l'architecture et du patrimoine (M^{me} Laurence de Finance, chef du département du patrimoine).

Avis divers

Texte n° 78 Avis relatif à la mise en vente de publications officielles (direction de l'information légale et administrative).

J.O n° 215 du 16 septembre 2010**Intérieur, outre-mer et collectivités territoriales**

Texte n° 29 Décret n° 2010-1087 du 14 septembre 2010 relatif aux modalités des transferts de compétences au bénéfice de la Nouvelle-Calédonie et des provinces de la Nouvelle-Calédonie.

Texte n° 30 Décret n° 2010-1088 du 15 septembre 2010 relatif au développement et à la modernisation de la presse en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française et dans les îles Wallis-et-Futuna.

Avis de concours et de vacance d'emplois

Texte n° 73 Avis de vacance d'un emploi d'inspecteur général des affaires culturelles.

J.O n° 216 du 17 septembre 2010**Éducation nationale**

Texte n° 17 Arrêté du 4 juin 2010 fixant le programme d'enseignement de danse pour les classes à horaires aménagés danse.

Culture et communication

Texte n° 49 Arrêté du 9 septembre 2010 portant nomination au Conseil supérieur de la propriété littéraire et artistique (M^{me} Sylvie Hubac, présidente).

J.O n° 217 du 18 septembre 2010**Affaires étrangères et européennes**

Texte n° 6 Décret n° 2010-1089 du 16 septembre 2010 portant publication de l'accord-cadre entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume d'Espagne sur les dispositifs éducatifs, linguistiques et culturels dans les établissements de l'enseignement scolaire des deux États, signé à Madrid le 16 mai 2005.

Enseignement supérieur et recherche

Texte n° 13 Arrêté du 27 août 2010 autorisant au titre de l'année 2011 l'ouverture de concours pour le recrutement de bibliothécaires adjoints spécialisés (rectificatif).

J.O n° 218 du 19 septembre 2010**Travail, solidarité et fonction publique**

Texte n° 8 Décret n° 2010-1095 du 17 septembre 2010 portant création d'un traitement de données à caractère personnel relatif au contrôle à titre expérimental des congés de maladie des fonctionnaires de l'État.

Budget, comptes publics et réforme de l'État

Texte n° 12 Tableau récapitulatif des ouvertures de crédits de fonds de concours : crédits ouverts sur la période du 23 au 27 août 2010 (Gestion 2010) (pour la culture : Patrimoines, Transmission des savoirs et démocratisation de la culture).

Premier ministre

Texte n° 15 Arrêté du 17 septembre 2010 portant nomination (secrétaire général pour les affaires régionales : M. Martin Jaeger, SGAR Corse).

Texte n° 16 Arrêté du 17 septembre 2010 portant nomination (secrétaire général pour les affaires régionales : M^{me} Anne-Gaëlle Baudouin-Clerc, SGAR Aquitaine).

Commission nationale de l'informatique et des libertés

Texte n° 24 Délibération n° 2010-100 du 15 avril 2010 portant avis sur un projet de décret en Conseil d'État portant création d'un traitement de données à caractère personnel relatif au contrôle à titre expérimental des arrêts maladie des fonctionnaires et sur la mise en œuvre du dispositif.

J.O n° 219 du 21 septembre 2010**Intérieur, outre-mer et collectivités territoriales**

Texte n° 8 Arrêté du 10 septembre 2010 portant ouverture de concours de recrutement d'assistants territoriaux spécialisés d'enseignement artistique, spécialité musique, discipline harpe, par le centre départemental de gestion des Bouches-du-Rhône en convention avec l'ensemble des centres de gestion coordonnateurs.

Texte n° 38 Décret du 17 septembre 2010 portant cessation de fonctions de la directrice de cabinet du préfet de la région Midi-Pyrénées, préfet de la Haute-Garonne (1^{re} catégorie) (M^{me} Anne-Gaëlle Baudouin).

Enseignement supérieur et recherche

Texte n° 11 Arrêté du 2 août 2010 modifiant l'arrêté du 7 octobre 2009 relatif aux modalités générales des opérations de mutation, de détachement et de recrutement par concours des maîtres de conférences.

Culture et communication

Texte n° 23 Arrêté du 13 septembre 2010 modifiant la liste des organismes constituant des agences de presse au sens de l'ordonnance n° 45-2646 du 2 novembre 1945 modifiée portant réglementation provisoire des agences de presse.

Texte n° 42 Décret du 20 septembre 2010 portant nomination au conseil d'administration de la société nationale de programme France Télévisions (M^{me} Véronique Cayla).

Texte n° 43 Arrêté du 9 septembre 2010 portant nomination au conseil d'administration de l'établissement public du musée d'Orsay et du musée de l'Orangerie.

J.O n° 220 du 22 septembre 2010

Premier ministre

Texte n° 1 Circulaire du 20 septembre 2010 relative aux concours des sociétés du secteur public de la communication audiovisuelle aux campagnes d'intérêt général faisant appel à la générosité publique.

Intérieur, outre-mer et collectivités territoriales

Texte n° 25 Arrêté du 10 septembre 2010 portant ouverture de concours pour le recrutement d'assistants territoriaux spécialisés d'enseignement artistique, spécialité « musique », disciplines « guitare », « percussions », « direction d'ensembles instrumentaux » et « chef de chœur ».

Texte n° 26 Arrêté du 14 septembre 2010 portant ouverture d'un concours pour le recrutement d'assistants territoriaux spécialisés d'enseignement artistique.

Texte n° 63 Décret du 17 septembre 2010 portant cessation de fonctions de la sous-préfète chargée de mission auprès du préfet du Var (M^{me} Caroline Gadou).

Texte n° 64 Décret du 17 septembre 2010 portant nomination du sous-préfet de Briançon (M. Imed Bentaleb).

Texte n° 65 Décret du 17 septembre 2010 portant nomination du secrétaire général de la préfecture des Alpes-de-Haute-Provence (M. Jean-Paul Normand).

Texte n° 66 Décret du 17 septembre 2010 portant nomination du directeur de cabinet du préfet de la Manche (M. Benoît Lemaire).

Budget, comptes publics et réforme de l'État

Texte n° 45 Arrêté du 15 septembre 2010 relatif au recouvrement de certaines composantes de l'imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux.
Texte n° 70 Arrêté du 23 juin 2010 portant nomination (M. Bertrand Barbe, agent comptable du musée national Picasso à Paris).

Culture et communication

Texte n° 51 Arrêté du 1^{er} septembre 2010 pris pour l'application de l'article 3 du décret n° 86-616 du 12 mars 1986 instituant une aide aux quotidiens nationaux d'information politique et générale à faibles ressources publicitaires.

Économie, industrie et emploi

Texte n° 61 Arrêté du 13 septembre 2010 portant nomination au conseil d'administration de l'Institut national de la propriété industrielle.

Autorité de régulation des communications électroniques et des postes

Texte n° 87 Décision n° 2010-447 du 20 avril 2010 publiant les règles employées pour l'application des méthodes mentionnées aux articles R. 20-33 à R. 20-39 du Code des postes et des communications électroniques pour le calcul du coût définitif du service universel pour l'année 2008.

Avis de concours et de vacance d'emplois

Texte n° 103 Avis de vacance d'un emploi d'inspecteur général des affaires culturelles.

Avis divers

Texte n° 104 Avis relatif à la mise en vente de publications officielles (direction de l'information légale et administrative).

Texte n° 105 Avis relatif au renouvellement de licence d'agence de mannequins (M. Pierre Chevallet, Art et Mode).

J.O n° 221 du 23 septembre 2010

Intérieur, outre-mer et collectivités territoriales

Texte n° 8 Arrêté du 15 septembre 2010 portant ouverture de concours externe, interne et troisième concours pour le recrutement d'assistants territoriaux spécialisés d'enseignement artistique, spécialités « musique » et « danse », disciplines « instruments anciens », « danse classique » et « danse jazz » par le centre de gestion de la fonction publique territoriale de Meurthe-et-Moselle en convention avec l'ensemble des centres de gestion coordonnateurs.

Texte n° 9 Arrêté du 15 septembre 2010 portant ouverture de concours externe, interne et troisième concours pour le recrutement d'assistants territoriaux spécialisés d'enseignement artistique.

Éducation nationale

Texte n° 16 Arrêté du 19 août 2010 fixant la liste des établissements d'enseignement participant à l'expérimentation du livret de compétences prévu par l'article 11 de la loi n° 2009-1437 du 24 novembre 2009 relative à l'orientation et à la formation professionnelle tout au long de la vie.

J.O n° 222 du 24 septembre 2010

Affaires étrangères et européennes

Texte n° 13 Décret n° 2010-1113 du 22 septembre 2010 portant publication de la convention européenne relative à la protection du patrimoine audiovisuel, faite à Strasbourg le 8 novembre 2001.

Économie, industrie et emploi

Texte n° 19 Arrêté du 15 septembre 2010 fixant les modèles d'avis relatifs à l'intention de conclure les conventions de délégation de service public et d'avis

d'attribution des conventions de délégation de service public.

Intérieur, outre-mer et collectivités territoriales

Texte n° 20 Arrêté du 8 septembre 2010 portant ouverture de concours pour le recrutement d'assistants territoriaux spécialisés d'enseignement artistique, spécialité « musique », discipline « alto ».

Texte n° 21 Arrêté du 14 septembre 2010 portant ouverture de concours de recrutement externe, interne et troisième concours d'assistants territoriaux spécialisés d'enseignement artistique, spécialité « musique », discipline « basson ».

Culture et communication

Texte n° 60 Arrêté du 15 septembre 2010 modifiant la composition du comité d'orientation du fonds d'aide à la modernisation de la presse quotidienne et assimilée d'information politique et générale (titulaire : M. Philippe Bardiaux ; suppléant : M. Alain Simon).

J.O n° 223 du 25 septembre 2010

Affaires étrangères et européennes

Texte n° 12 Décret n° 2010-1120 du 22 septembre 2010 portant publication de l'accord de coproduction cinématographique entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République populaire de Chine (ensemble six annexes), signé à Pékin le 29 avril 2010.

Intérieur, outre-mer et collectivités territoriales

Texte n° 16 Arrêté du 15 septembre 2010 portant ouverture de concours de recrutement externe, interne et troisième concours d'assistants territoriaux spécialisés d'enseignement artistique, spécialité « musique », discipline « trompette ».

Texte n° 19 Arrêté du 17 septembre 2010 portant ouverture de concours externe, interne et troisième concours pour le recrutement d'assistants territoriaux spécialisés d'enseignement artistique, spécialité « musique », discipline « accompagnement », par le centre de gestion de la fonction publique territoriale de l'Aude en convention avec l'ensemble des centres de gestion coordonnateurs.

Culture et communication

Texte n° 28 Arrêté du 15 septembre 2010 portant transfert de propriété de biens au profit d'une collectivité territoriale conformément à l'article L. 451-9 du Code du patrimoine (Dijon).

Texte n° 29 Décision du 20 septembre 2010 modifiant la décision du 16 janvier 2010 portant délégation de signature (secrétariat général).

Texte n° 30 Décision du 23 septembre 2010 modifiant la décision du 16 janvier 2010 portant délégation de signature (secrétariat général).

Avis de concours et de vacance d'emplois

Texte n° 67 Avis relatif à un appel de candidatures en vue de pourvoir une chaire vacante au Collège de France (La chaire de philologie de la civilisation japonaise, PRGE 0077).

J.O n° 224 du 26 septembre 2010

Culture et communication

Texte n° 16 Décision du 23 septembre 2010 portant délégation de signature (direction générale des médias et des industries culturelles).

J.O n° 225 du 28 septembre 2010

Intérieur, outre-mer et collectivités territoriales

Texte n° 5 Arrêté du 9 septembre 2010 portant ouverture de concours externe, interne et troisième concours pour le recrutement d'assistants territoriaux spécialisés d'enseignement artistique, spécialité « musique », discipline « saxophone ».

Texte n° 34 Décret du 27 septembre 2010 portant nomination de la sous-préfète de Barcelonnette (M^{me} Sylvie Especier).

Premier ministre

Texte n° 27 Arrêté du 27 septembre 2010 portant nomination du président de la Commission nationale pour l'éducation, la science et la culture (M. Jean Audouze).

Culture et communication

Texte n° 51 Arrêté du 15 septembre 2010 portant nomination du secrétaire général de l'Académie de France à Rome (M. Sydney Peyroles).

Avis divers

Texte n° 87 Avis relatif à une décision portant approbation d'un avenant modifiant la convention constitutive du groupement d'intérêt public « CampusFrance ».

J.O n° 226 du 29 septembre 2010

Intérieur, outre-mer et collectivités territoriales

Texte n° 33 Arrêté du 20 septembre 2010 portant ouverture de concours externe, interne et troisième concours pour le recrutement d'assistants territoriaux spécialisés d'enseignement artistique.

Premier ministre

Texte n° 55 Arrêté du 27 septembre 2010 portant nomination (secrétaire général pour les affaires régionales : M. David Jean Tibilan, SGAR Guadeloupe).

Avis divers

Texte n° 109 Avis relatif à la mise en vente de publications officielles (direction de l'information légale et administrative).

J.O n° 227 du 30 septembre 2010**Premier ministre**

Texte n° 2 Arrêté du 29 septembre 2010 fixant la répartition dans les administrations centrales de l'État des emplois d'administrateur civil à pourvoir au choix au titre de l'année 2010 (dont 1 poste au ministère de la Culture).

Texte n° 3 Arrêté du 29 septembre 2010 portant répartition des emplois offerts aux élèves de l'École nationale d'administration achevant leur scolarité en mars 2011 (dont 1 poste au ministère de la Culture).

Affaires étrangères et européennes

Texte n° 17 Décret n° 2010-1135 du 28 septembre 2010 portant publication de l'amendement à l'article 23 de l'accord d'exploitation du 20 août 1971 relatif à l'Organisation internationale des télécommunications par satellites Intelsat, adopté à Washington le 10 novembre 2000.

Intérieur, outre-mer et collectivités territoriales

Texte n° 21 Arrêté du 10 septembre 2010 portant ouverture de concours externe sur titres avec épreuves, interne sur épreuves et d'un troisième concours d'assistant territorial spécialisé d'enseignement artistique, spécialité « arts plastiques ».

Texte n° 22 Arrêté du 10 septembre 2010 portant ouverture de concours externe sur titres avec épreuves, interne sur épreuves et troisième concours d'assistant territorial spécialisé d'enseignement artistique, spécialité « musique », discipline « formation musicale ».

Texte n° 23 Arrêté du 15 septembre 2010 portant ouverture de concours externe, interne et troisième

concours d'assistants territoriaux spécialisés d'enseignement artistique, spécialité « musique », discipline « instruments traditionnels (tous instruments) ».

Texte n° 24 Arrêté du 16 septembre 2010 portant ouverture de concours externe, interne et troisième concours pour le recrutement d'assistants territoriaux spécialisés d'enseignement artistique, spécialité « musique », discipline « intervention en milieu scolaire ».

Budget, comptes publics et réforme de l'État

Texte n° 59 Rapport relatif au décret n° 2010-1147 du 29 septembre 2010 portant ouverture et annulation de crédits à titre d'avance.

Texte n° 60 Décret n° 2010-1147 du 29 septembre 2010 portant ouverture et annulation de crédits à titre d'avance (dont : Rayonnement culturel et scientifique, Contribution au financement de l'audiovisuel, Recherche culturelle et culture scientifique).

Culture et communication

Texte n° 67 Arrêté du 9 septembre 2010 refusant le certificat prévu à l'article L. 111-2 du Code du patrimoine (linceul inscrit de textes funéraires en hiéroglyphes cursifs, Égypte, fin du Moyen Empire ou début du Nouvel Empire).

Texte n° 68 Décision du 13 septembre 2010 portant délégation de signature (Centre national du cinéma et de l'image animée).

Avis divers

Texte n° 158 Avis n° 2010-07 de la Commission consultative des trésors nationaux (linceul inscrit de textes funéraires en hiéroglyphes cursifs, Égypte, fin du Moyen Empire ou début du Nouvel Empire).

Réponses aux questions écrites

ASSEMBLÉE NATIONALE

JO AN du 7 septembre 2010

Réponses aux questions de :

- M. Denis Jacquat sur les revendications exprimées par la FNATH, association des accidentés de la vie, lors de son 45^e congrès national (question transmise). (Question n° 56704-04.08.2009).
- M. Bruno Le Roux sur la disparition annoncée du Pôle emploi audiovisuel et spectacle Georges-Méliès situé dans le département de la Seine-Saint-Denis. (Question n° 58292-15.09.2010).
- MM. Pierre Morel-A-L'Huissier, Bernard Carayon et Philippe Folliot sur la suppression de la publicité sur les chaînes de télévision du service public à partir de 20 heures. (Questions n°s 64027-24.11.2009 ; 66313-15.12.2009 ; 70504-09.02.2010).
- M. Rémi Delatte sur l'avenir de la radio analogique dans le contexte de la mise en place de la radio numérique terrestre (RNT). (Question n° 761936-13.04.2010).
- M^{mes} Annick Girardin, Chantal Robin-Rodrigo, Dominique Orliac, MM. Joël Giraud, Michel Lefait et Michel Liebgott sur l'évolution de la redevance audiovisuelle. Celle-ci est désormais de 121 euros pour 2010, alors qu'elle était de 118 euros en 2009 et 116 euros en 2008. (Questions n°s 76967-20.04.2010 ; 76968-20.04.2010 ; 76969-20.04.2010 ; 77908-04.05.2010 ; 78409-11.05.2010 ; 78410-11.05.2010).
- M. Marc Le Fur sur la télévision numérique terrestre (TNT) qui sera la norme unique à partir du 8 juin 2010. (Question n° 79072-25.05.2010).
- M. Alain Gest sur les modalités du passage à la télévision numérique terrestre. (Question n° 79073-25.05.2010).
- M. Claude Goasguen sur le réseau de cinéma Utopia. (Question n° 81411-22.06.2010).
- M. Éric Raoult sur la promotion publicitaire de la fête de la musique. (Question n° 83361-06.07.2010).
- M^{me} Marie-Line Reynaud sur la mise en place d'actions afin de populariser l'art contemporain,

annoncée en 2007 par le candidat de la majorité lors de la campagne pour l'élection présidentielle. (Question n° 82968-06.07.2010).

- M. Philippe Armand Martin sur le problème posé par l'augmentation du niveau sonore des séquences publicitaires à la télévision. (Question n° 83607 - 13.07.2010).
- M. Louis Cosyns sur les nouveaux barèmes pour la rémunération due par les « lieux sonorisés » et bars d'ambiance musicale aux artistes interprètes et aux producteurs de phonogrammes pour la communication publique des phonogrammes dans les établissements diffusant de la musique enregistrée (question transmise). (Question n° 84094-13.07.2010).
- M. Marc Francina sur les inquiétudes de la Fédération nationale des comités et organisateurs de festivités qui œuvre au maintien des festivités et animations dans toutes les communes de notre pays. (Question n° 86295-10.08.2010).

JO AN du 14 septembre 2010

Réponses aux questions de :

- M. Robert Lecou sur les inquiétudes exprimées par MUTAC, unique mutuelle française spécialisée en prévoyance obsèques, au sujet d'un éventuel abandon de la publicité sur les chaînes publiques de télévision. (Question n° 19740-01.04.2008).
- M^{me} Martine Aurillac sur la gestion de France Télévisions. (Question n° 73289-09.03.2010).
- MM. Philippe Vuilque (question transmise), Bernard Reynès, Raymond Durand, M^{me} Annick Le Loch, MM. Claude Birraux, Jean-Michel Boucheron, Philippe Vuilque, André Wojciechowski, Germinal Peiro, Michel Liebgott, Jean-Claude Bouchet et Jean-Luc Prél sur les évolutions concernant la réutilisation des archives publiques. (Questions n°s 80424-08.06.2010 ; 83955-13.07.2010 ; 83956-10.07.2010 ; 83957-13.07.2010 ; 83958-13.07.2010 ; 84602-20.07.2010 ; 84603-20.07.2010 ; 84604-20.07.2010 ; 84605-20.07.2010 ; 84606-20.07.2010 ; 85129-20.07.2010 ; 85130-27.07.2010).
- M. Christian Vanneste sur les dérapages intolérables constatés durant le festival des musiques métal « Hellfest » qui a eu lieu à Clisson (Loire-Atlantique)

du 18 au 20 juin 2010.

(Question n° 83658-13.07.2010).

- M. Lionel Tardy sur les mesures de sécurité informatique prises dans son ministère, afin d'éviter les intrusions extérieures et les vols de données numériques. (Question n° 83970-13.07.2010).

- MM. Hervé Féron (question transmise), Christian Eckert (question transmise), M^{me} Claude Greff (question transmise), MM. Philippe Vuilque (question transmise), Stéphane Demilly (question transmise), Alfred Trassy-Paillogues, Jean-Marie Sermier (question transmise), Jacques Remiller, Alain Moyne-Bressand (question transmise) et Frédéric Reiss sur les conséquences, pour les salons de coiffure, de l'augmentation de la contribution versée à la SPRE (Société pour la perception de la rémunération équitable) au titre des droits des artistes interprètes et des producteurs de disques.

(Questions n°s 84087-13.07.2010 ; 84089-27.07.2010 ; 84093-27.07.2010 ; 85287-27.07.2010 ; 85290-27.07.2010 ; 85292-27.07.2010 ; 85293-27.07.2010 ; 85294-27.07.2010 ; 85869-03.08.2010 ; 85871-03.08.2010).

- M. Joël Giraud, M^{mes} Frédérique Massat, Françoise Branget, MM. André Schneider, Alfred Trassy-Paillogues, M^{me} Geneviève Gaillard, M. Christian Kert et M^{me} Martine Martinel sur les conséquences qui pèsent sur les associations assurant les manifestations et animations locales, de l'augmentation de la contribution versée à la SPRE (Société pour la perception de la rémunération équitable) au titre des droits des artistes interprètes et des producteurs de disques.

(Questions n°s 84770-20.07.2010 ; 84771-20.07.2010 ; 85288-27.07.2010 ; 85289-27.07.2010 ; 85291-27.07.2010 ; 85867-03.08.2010 ; 85868-03.08.2010 ; 85870-03.08.2010).

- M. Jacques Remiller sur la promotion publicitaire de la fête de la musique.

(Question n° 84772-20.07.2010).

JO AN du 21 septembre 2010

Réponses aux questions de :

- M. Bruno Bourg-Broc sur l'avenir du monde du spectacle vivant, au sein de la future réforme des collectivités territoriales.

(Question n° 69304-26.01.2010).

- M. Michel Zumkeller sur la mise en place d'Hadopi et donc du contrôle des téléchargements sur Internet. (Question n° 77590-27.04.2010).

- M^{me} Sylvie Andrieux et M. Henri Jibrayel sur les conséquences de la réforme des collectivités locales pour la culture.

(Questions n°s 81532-22.06.2010 ; 81533-22.06.2010).

- MM. Rémi Delatte, Dominique Tian, Pierre-Christophe Baguet, Kléber Mesquida, Georges Colombier et Jacques Valax sur l'accès gratuit aux

archives départementales publiques pour les particuliers et les généalogistes.

(Questions n°s 85731-03.08.2010 ; 85732-03.08.2010 ; 85733-03.08.2010 ; 85734-03.08.2010 ; 85735-03.08.2010 ; 86578-17.08.2010).

JO AN du 28 septembre 2010

Réponses aux questions de :

- M. Georges Colombier sur l'importance des crédits alloués dans le cadre du Fonds de soutien à l'expression radiophonique (FSER).

(Question n° 36978-09.12.2008).

- M. Lionel Tardy sur le budget et le coût de fonctionnement du Conseil national des professions du spectacle. (Question n° 60113-06.10.2009).

- M. Michel Liebgott sur le rapport rendu par la Cour des comptes sur France Télévisions.

(Question n° 63565-17.11.2009).

- M. Marc Le Fur sur le rapport rendu par la Cour des comptes sur France Télévisions.

(Question n° 64026-24.11.2009).

- MM. François Vannson, Michel Lezeau (question transmise), Alain Suguenot (question transmise), Jean-Marie Morisset (question transmise), Francis Hillmeyer, Maurice Leroy (question transmise), Philippe Briand (Question transmise) sur les conséquences de l'augmentation des redevances versées au titre des droits d'auteurs et droits voisins aux sociétés de perceptions par les artisans.

(Questions n°s 77105-20.04.2010 ; 79813-01.06.2010 ; 80554-08.06.2010 ; 80555-08.06.2010 ; 80556-08.06.2010 ; 80558-08.06.2010 ; 81245-15.06.2010).

- M. Dominique Baert (question transmise) et M^{me} Arlette Grosskost sur les conséquences, pour les associations, de l'augmentation de la contribution versée à la SPRE (Société pour la perception de la rémunération équitable) au titre des droits des artistes interprètes et des producteurs de disques.

(Questions n°s 79814-01.06.2010 ; 80559-08.06.2010).

- M. Philippe Vigier sur les conséquences de l'augmentation des redevances versées au titre des droits d'auteurs et droits voisins aux sociétés de perceptions par les artisans et les associations.

(Question n° 81246-15.06.2010).

- M. Jacques Remiller sur les effets de la loi Hadopi sur les pratiques des internautes français.

(Question n° 77220-24.04.2010).

- M. Yvan Lachaud sur les implications de la réforme des collectivités territoriales sur l'avenir de l'art, de la culture et des salariés qui les font vivre.

(Question n° 79088-25.05.2010).

- M. Philippe Vuilque sur le démantèlement progressif du milieu culturel français.

(Question n° 84331-20.07.2010).

- MM. Marc Francina, François Vannson, Daniel Poulou et François-Xavier Villain sur l'accès gratuit aux archives départementales publiques pour les particuliers et les généalogistes.
(Questions n^{os} 86210-10.08.2010 ; 86211-10.08.2010 ; 86805-24.08.2010 ; 86806-24.08.2010).

SÉNAT

JO S du 2 septembre 2010

Réponses aux questions de :

- M^{me} Michèle André sur la diffusion en numérique des radios associatives.
(Question n^o 12163-18.02.2010).
- M. Bernard Piras sur les conséquences de la réforme du système d'annonces légales pour la presse.
(Question n^o 12968-15.04.2010).
- MM. Gérard Bailly et Jean Besson sur les conséquences de la suppression des annonces légales pour la presse.
(Questions n^{os} 12984-15.04.2010 ; 13052-22.04.2010).
- M. Jean-Pierre Plancade sur la demande de la Fédération nationale des collectivités territoriales pour la culture (FNCC) d'être associée aux réflexions relatives à l'avenir des salles de cinéma.
(Question n^o 13174-22.04.2010).
- M. Jean-Pierre Plancade sur l'évolution de la redevance audiovisuelle.
(Question n^o 13507-20.05.2010).
- M^{me} Michèle San Vicente-Baudrin sur l'augmentation de la redevance due au titre des droits des artistes-interprètes.
(Question n^o 13608-27.05.2010).
- M. Alain Chatillon sur l'augmentation des droits d'auteur et organisation de festivités.
(Question n^o 14136-01.07.2010).
- M. Daniel Percheron sur les conséquences de l'augmentation des droits d'auteur relevant de la Société pour la perception de la rémunération équitable.
(Question n^o 14146 -01.07.2010).
- M. Bernard Piras sur la hausse des droits d'auteur et avenir des manifestations locales.
(Question n^o 14161-01.07.2010).
- M^{me} Maryvonne Blondin sur l'adoption d'une loi sur les langues régionales.
(Question n^o 14190-01.07.2010).
- M^{me} Marie-Hélène Des Esgaulx sur l'augmentation des tarifs de la Société pour la perception de la rémunération équitable.
(Question n^o 14224-01.07.2010).
- M. Marcel Rainaud sur la reconnaissance des droits d'auteur et le maintien du tissu associatif.
(Question n^o 14275-08.07.2010).

- M^{me} Françoise Laborde sur l'augmentation des droits d'auteur relevant de la SPRE.
(Question n^o 14367-08.07.2010).
- M^{me} Catherine Dumas sur l'augmentation du volume sonore lors des coupures publicitaires télévisées.
(Question n^o 14401-15.07.2010).

JO S du 9 septembre 2010

Réponses aux questions de :

- M. Roger Madec sur les difficultés de réception des bandes FM dans la région parisienne.
(Question n^o 09402-02.07.2009).
- M. François Rebsamen sur la situation de certaines communes qui ne seront pas destinataires de la télévision numérique terrestre (TNT).
(Question n^o 13615-27.05.2010).
- MM. Aymeri de Montesquiou et Roland Courteau sur la hausse du taux sur les droits perçus par la Société pour la perception de la rémunération équitable (SPRE) pesant sur les exploitants de débits de boissons, associations et commerces utilisant la musique enregistrée.
(Questions n^{os} 14530-22.07.2010 ; 14593-22.07.2010).

J.O S du 16 septembre 2010

Réponses aux questions de :

- M. Marcel Rainaud sur la réutilisation des archives publiques.
(Question n^o 14534-22.04.2010).
- M. Alain Fouché sur les conditions de réutilisation des informations figurant dans les documents d'archives publiques conservés par les archives départementales.
(Question n^o 14616-19.07.2010).
- M. Alain Fouché sur la sollicitation des sociétés commerciales auprès des départements dans le domaine de la généalogie sur Internet.
(Question n^o 14620-29.07.2010).

J.O S du 23 septembre 2010

Réponses aux questions de :

- M^{me} Claire-Lise Campion, MM. Alain Fauconnier et Michel Doublet sur l'accès aux documents d'archives.
(Questions n^{os} 13306-06.05.2010 ; 13694-03.06.2010 ; 14892-19.08.2010).
- M^{me} Maryvonne Blondin sur les conséquences de la réforme territoriale sur l'action publique culturelle.
(Question n^o 13510-20.05.2010).

J.O S du 30 septembre 2010

Réponse à la question de :

- M. Roland Courteau sur la remise en cause des radios indépendantes.
(Question n^o 14596-22.07.2010).

Divers

Liste des élèves ayant obtenu le diplôme d'État d'architecte conférant le grade de master (Lot 10Q).**Septembre 2006**

22 septembre 2006	M. AHN Sung Bae	Strasbourg
22 septembre 2006	M ^{lle} ANGLY Nathalie	Strasbourg
22 septembre 2006	M. BRION Aurélien	Strasbourg
22 septembre 2006	M. BURGHOLZER Julien	Strasbourg
22 septembre 2006	M ^{lle} CARL Johanna	Strasbourg
22 septembre 2006	M ^{lle} CASPAR Anne	Strasbourg
22 septembre 2006	M. CIOBOTEA Diartes	Strasbourg
22 septembre 2006	M. CLERC Pierre	Strasbourg
22 septembre 2006	M. DETOLLE Julien	Strasbourg
22 septembre 2006	M ^{lle} GOREVA Rayna	Strasbourg
22 septembre 2006	M ^{lle} GUCKEL Vanessa	Strasbourg
22 septembre 2006	M. GUTHNECK Eric	Strasbourg
22 septembre 2006	M. HEITZ Cédric	Strasbourg
22 septembre 2006	M ^{lle} HELMBACHER Caroline	Strasbourg
22 septembre 2006	M ^{lle} HENNA Esther	Strasbourg
22 septembre 2006	M. HERRBACH Martial	Strasbourg
22 septembre 2006	M. JANG Kyung-Chel	Strasbourg
22 septembre 2006	M. JUILLARD Stéphane	Strasbourg
22 septembre 2006	M ^{lle} KANDEL Elodie	Strasbourg
22 septembre 2006	M ^{lle} LACHANA Ekaterina-Evangelia	Strasbourg
22 septembre 2006	M. LE DORTZ Sébastien	Strasbourg
22 septembre 2006	M ^{lle} LIENHART Christelle	Strasbourg
22 septembre 2006	M ^{lle} MAILLOT Annie-Claude	Strasbourg
22 septembre 2006	M ^{lle} MARCOUX Lucie	Strasbourg
22 septembre 2006	M. MARX Ludovic	Strasbourg
22 septembre 2006	M ^{lle} NEISCH Paulina	Strasbourg
22 septembre 2006	M. OBRECHT Jean	Strasbourg
22 septembre 2006	M. PICQUET Loïc	Strasbourg
22 septembre 2006	M. RIBER Jean-Charles	Strasbourg
22 septembre 2006	M. RICHARD Samuel	Strasbourg
22 septembre 2006	M. RIEGEL Gautier	Strasbourg
22 septembre 2006	M. ROLL Benoit	Strasbourg
22 septembre 2006	M ^{lle} RUCKLIN Céline	Strasbourg
22 septembre 2006	M ^{lle} SOLIS Nydia	Strasbourg
22 septembre 2006	M ^{lle} STOECKEL Julie	Strasbourg
22 septembre 2006	M. ULL Guillaume	Strasbourg
22 septembre 2006	M. ZINS Thomas	Strasbourg
29 septembre 2006	M. ROLLAND Albert	Strasbourg

Octobre 2006

27 octobre 2006	M ^{lle} BOITEUX Laure	Strasbourg
27 octobre 2006	M. CEGLENSKI Nicolas	Strasbourg
27 octobre 2006	M. JEANROY Julien	Strasbourg
27 octobre 2006	M ^{lle} LANOIX Carole	Strasbourg
27 octobre 2006	M ^{lle} NUSSBAUMER Céline	Strasbourg
27 octobre 2006	M ^{lle} PERSUY Coralie	Strasbourg
27 octobre 2006	M. TERRISSE Olivier	Strasbourg
27 octobre 2006	M. TRABUCCO Nicolas	Strasbourg

Juillet 2007

10 juillet 2007	M ^{lle} HOLTZER Eléonore	Strasbourg
10 juillet 2007	M. MUNSCHY Guillaume	Strasbourg

Octobre 2007

2 octobre 2007	M ^{lle} AVOGNIKO Laetitia	Strasbourg
2 octobre 2007	M ^{lle} AZIZI Hind-Meryem	Strasbourg
2 octobre 2007	M ^{lle} BARON Emilie	Strasbourg
2 octobre 2007	M ^{lle} BARTHELME Martine	Strasbourg
2 octobre 2007	M ^{lle} BARTHELME Virginie	Strasbourg
2 octobre 2007	M ^{lle} BECKER Jessica	Strasbourg
2 octobre 2007	M. BOEHM Julien	Strasbourg
2 octobre 2007	M ^{lle} BOHRER Cécile	Strasbourg
2 octobre 2007	M. BOUDIBA Amirouche	Strasbourg
2 octobre 2007	M. BOUR François	Strasbourg
2 octobre 2007	M ^{lle} BURCKEL Laurence	Strasbourg
2 octobre 2007	M ^{me} CHAHDI Lamiae (ép. HALLAMI)	Strasbourg
2 octobre 2007	M. CHAMI KHAZRAJI Hamza	Strasbourg
2 octobre 2007	M. CLAUDE Jérémie	Strasbourg
2 octobre 2007	M ^{lle} CUI Yue Ting	Strasbourg
2 octobre 2007	M ^{lle} D'AURIA Virginie	Strasbourg
2 octobre 2007	M ^{lle} DIEBOLT Sylvia	Strasbourg
2 octobre 2007	M ^{lle} DU FOU Odile	Strasbourg
2 octobre 2007	M. EISELE Sylvain	Strasbourg
2 octobre 2007	M. EVELLIN Baptiste	Strasbourg
2 octobre 2007	M. FERRARI Vinicio-Livio	Strasbourg
2 octobre 2007	M ^{lle} FEUCHT Marie-Emmanuelle	Strasbourg
2 octobre 2007	M ^{lle} FROSSARD Jasmine	Strasbourg
2 octobre 2007	M ^{lle} GAAG Nathalie	Strasbourg
2 octobre 2007	M. GEORGE Flavien	Strasbourg
2 octobre 2007	M ^{me} HAMMER Sophie (ép. BERNOLD)	Strasbourg
2 octobre 2007	M ^{lle} HENNINGER Anne	Strasbourg
2 octobre 2007	M ^{lle} HESTIN Pauline	Strasbourg
2 octobre 2007	M ^{lle} HORN Anne-Sophie	Strasbourg
2 octobre 2007	M ^{lle} HRISTODOULOVA Violeta	Strasbourg
2 octobre 2007	M ^{lle} HRISTOVA Denitsa	Strasbourg
2 octobre 2007	M ^{lle} IANAKIEVA Diana	Strasbourg

2 octobre 2007	M. JUND Christophe	Strasbourg
2 octobre 2007	M. KABEYA Mbalambala Bijimba	Strasbourg
2 octobre 2007	M ^{lle} KARLI Katia	Strasbourg
2 octobre 2007	M. KERIOUI Brahim	Strasbourg
2 octobre 2007	M. KIPPER Henning	Strasbourg
2 octobre 2007	M. LEDUC Jean-Baptiste	Strasbourg
2 octobre 2007	M ^{lle} MARCHISET Amélie	Strasbourg
2 octobre 2007	M. MARTIN Nicolas	Strasbourg
2 octobre 2007	M. MASSON Fabien	Strasbourg
2 octobre 2007	M ^{lle} METZGER Marie-Rachel	Strasbourg
2 octobre 2007	M ^{lle} NANSENET Nobouko	Strasbourg
2 octobre 2007	M. NGUYEN Trung Kien	Strasbourg
2 octobre 2007	M ^{lle} NICLODI Julia	Strasbourg
2 octobre 2007	M. OMANI Abdelkrim	Strasbourg
2 octobre 2007	M. PARAPANISSIOS Christos	Strasbourg
2 octobre 2007	M ^{lle} PARK Eun-Chu	Strasbourg
2 octobre 2007	M ^{lle} PENEVA Gallyna	Strasbourg
2 octobre 2007	M ^{lle} PROBST Sophy	Strasbourg
2 octobre 2007	M. RAKOTOMIHANTA Tsaratsiry	Strasbourg
2 octobre 2007	M ^{lle} RAZAFINDRAZAKA Ravo-Lalaina	Strasbourg
2 octobre 2007	M ^{lle} REAL Marie	Strasbourg
2 octobre 2007	M ^{lle} RIEHL-HUTH Violaine	Strasbourg
2 octobre 2007	M ^{lle} RIXENS Perrine	Strasbourg
2 octobre 2007	M. RUBAYIZA Olivier	Strasbourg
2 octobre 2007	M ^{lle} SCHOSSELER Emilie	Strasbourg
2 octobre 2007	M. SEGGAR Mohammed	Strasbourg
2 octobre 2007	M. SILVESTRE Antoine	Strasbourg
2 octobre 2007	M ^{me} SUKHORUKOVA Olga (ép. BIELENAS)	Strasbourg
2 octobre 2007	M ^{lle} TARRIEU Camille	Strasbourg
2 octobre 2007	M. TORRELLI Nicolas	Strasbourg
2 octobre 2007	M ^{lle} UCCAN Yasemin-Esra	Strasbourg
2 octobre 2007	M. VERGNAUD Yannick	Strasbourg
2 octobre 2007	M ^{lle} WEISSBECK Carole	Strasbourg
2 octobre 2007	M ^{lle} WILPUTTE Nancy	Strasbourg
2 octobre 2007	M. YOUNSI Selim	Strasbourg
2 octobre 2007	M ^{lle} ZIAJKA Caroline	Strasbourg
2 octobre 2007	M ^{lle} ZINCK Mélanie	Strasbourg
2 octobre 2007	M ^{lle} ZIRNHELD Catherine	Strasbourg
22 octobre 2007	M. ERTZSCHEID Jean-Nicolas	Strasbourg
22 octobre 2007	M ^{lle} NUHOGLU Ozlem	Strasbourg
Septembre 2008		
23 septembre 2008	M ^{lle} ANTOINE Anne-Lyse	Strasbourg
23 septembre 2008	M ^{lle} ARGILLI Audrey	Strasbourg
23 septembre 2008	M ^{lle} BARESCH Mélusine	Strasbourg
23 septembre 2008	M. BAUR Frédéric	Strasbourg
23 septembre 2008	M ^{lle} BERNHARDT Fanny	Strasbourg

23 septembre 2008	M ^{lle} BOHNERT Caroline	Strasbourg
23 septembre 2008	M ^{lle} BONTEMPS Alexandra	Strasbourg
23 septembre 2008	M. BOUAFIA Ahmed	Strasbourg
23 septembre 2008	M ^{lle} BOURQUIN Maryline	Strasbourg
23 septembre 2008	M ^{lle} BUCHER Céline	Strasbourg
23 septembre 2008	M ^{lle} CASSIS Emilie	Strasbourg
23 septembre 2008	M. CASTELLINO Gautier	Strasbourg
23 septembre 2008	M ^{lle} CHAUFER Marie	Strasbourg
23 septembre 2008	M ^{lle} CHICHE Johanna	Strasbourg
23 septembre 2008	M. CHRIST Grégory	Strasbourg
23 septembre 2008	M. CONTI Jean-Philippe	Strasbourg
23 septembre 2008	M. DELATTRE Michaël	Strasbourg
23 septembre 2008	M. DI NISI Joseph	Strasbourg
23 septembre 2008	M. DIETRICH Yannick	Strasbourg
23 septembre 2008	M. DUBAIL Stéphane	Strasbourg
23 septembre 2008	M ^{lle} DUBS Lucile	Strasbourg
23 septembre 2008	M ^{lle} EHRHARDT Catherine	Strasbourg
23 septembre 2008	M ^{lle} ENEVA Tatyana	Strasbourg
23 septembre 2008	M. FELDNER David	Strasbourg
23 septembre 2008	M ^{lle} FLORI Elsa	Strasbourg
23 septembre 2008	M ^{lle} FORESTIER Aloysia	Strasbourg
23 septembre 2008	M. GALMICHE Charly	Strasbourg
23 septembre 2008	M ^{lle} GEMPIN Angelique	Strasbourg
23 septembre 2008	M ^{lle} HAAS Nathalie	Strasbourg
23 septembre 2008	M. HAIBACH Georges	Strasbourg
23 septembre 2008	M ^{lle} HEIM Mélanie	Strasbourg
23 septembre 2008	M. HIPPERT Sébastien	Strasbourg
23 septembre 2008	M ^{lle} INTERING Alexandra	Strasbourg
23 septembre 2008	M. IVANOV Nestor	Strasbourg
23 septembre 2008	M ^{lle} IVANOVA Gergina	Strasbourg
23 septembre 2008	M. JANSKI Piotr	Strasbourg
23 septembre 2008	M. JUNG Alexandre	Strasbourg
23 septembre 2008	M ^{lle} KANDEL Caroline	Strasbourg
23 septembre 2008	M ^{lle} KELLER Déborah	Strasbourg
23 septembre 2008	M ^{lle} KIELWASSER Edwige	Strasbourg
23 septembre 2008	M ^{lle} KIRSCH Emilie	Strasbourg
23 septembre 2008	M ^{lle} KLEIN Frédérique	Strasbourg
23 septembre 2008	M. KLEIN Romain	Strasbourg
23 septembre 2008	M. KREMMEL Nicolas	Strasbourg
23 septembre 2008	M ^{me} KRUK Marzena (ép. CHARRIER)	Strasbourg
23 septembre 2008	M. LALLEMAND Francois	Strasbourg
23 septembre 2008	M. LANG Mathieu	Strasbourg
23 septembre 2008	M. LASCH Victor	Strasbourg
23 septembre 2008	M. LERCHER Jonathan	Strasbourg
23 septembre 2008	M ^{lle} LI Li	Strasbourg
23 septembre 2008	M ^{lle} LODWITZ Cécile	Strasbourg

23 septembre 2008	M. LORENZ Michel	Strasbourg
23 septembre 2008	M ^{lle} MEYER Virginie	Strasbourg
23 septembre 2008	M ^{lle} MINDEKOVA Emilia	Strasbourg
23 septembre 2008	M. MOUSSA MEBAREK Taha	Strasbourg
23 septembre 2008	M ^{lle} MULLER Eva	Strasbourg
23 septembre 2008	M ^{lle} NGUYEN Rosalie	Strasbourg
23 septembre 2008	M ^{lle} NOURANI Najet	Strasbourg
23 septembre 2008	M. NYANIT Bob	Strasbourg
23 septembre 2008	M. OLRÉ Aymeric	Strasbourg
23 septembre 2008	M ^{lle} ORLIER Eloïse	Strasbourg
23 septembre 2008	M. PAPE Luc	Strasbourg
23 septembre 2008	M ^{lle} PERARDELLE Marie	Strasbourg
23 septembre 2008	M ^{lle} PERNOT Emeline	Strasbourg
23 septembre 2008	M ^{lle} PETIN Audrey	Strasbourg
23 septembre 2008	M. PIGNON Gilles	Strasbourg
23 septembre 2008	M ^{lle} PINOT Catherine	Strasbourg
23 septembre 2008	M ^{lle} SALIU Eralda	Strasbourg
23 septembre 2008	M ^{lle} SCHMITT Aurélie	Strasbourg
23 septembre 2008	M. SCHWOERER Thierry	Strasbourg
23 septembre 2008	M. SECRETANT Nicolas	Strasbourg
23 septembre 2008	M. SERTOV Gavril	Strasbourg
23 septembre 2008	M. SIMONIN Jean-Christophe	Strasbourg
23 septembre 2008	M. STREICHER Benoît	Strasbourg
23 septembre 2008	M. TACAS LLONTOP Vladimir Arcadio	Strasbourg
23 septembre 2008	M. TAQUARD Gautier	Strasbourg
23 septembre 2008	M ^{lle} TISON Cécile	Strasbourg
23 septembre 2008	M. TRAORE Harouna	Strasbourg
23 septembre 2008	M. VONACH Luc	Strasbourg
23 septembre 2008	M ^{lle} VUILLEMIN Magali	Strasbourg
23 septembre 2008	M. WALTER Thomas	Strasbourg
23 septembre 2008	M. WEISS Guillaume	Strasbourg
23 septembre 2008	M ^{lle} ZETTING Estelle	Strasbourg
23 septembre 2008	M ^{lle} ZHU Xiaolin (ép. WANG)	Strasbourg
Septembre 2009		
4 septembre 2009	M. PEYRAT Nicolas	Paris-la Villette
7 septembre 2009	M ^{lle} ROBERT Mélanie	Paris-la Villette
23 septembre 2009	M. AIT-YAHIA Youghourta	Strasbourg
23 septembre 2009	M. ASSOUD Omar	Strasbourg
23 septembre 2009	M. BACKER Arnaud	Strasbourg
23 septembre 2009	M ^{lle} BALLARIN Laetitia	Strasbourg
23 septembre 2009	M ^{lle} BARTH Nelly	Strasbourg
23 septembre 2009	M. BAUR Gautier	Strasbourg
23 septembre 2009	M. BERTHET Régis	Strasbourg
23 septembre 2009	M ^{lle} BESNIER Ludvine	Strasbourg
23 septembre 2009	M ^{lle} BEYRATH Sophie	Strasbourg
23 septembre 2009	M. BICKEL Antoine	Strasbourg

23 septembre 2009	M ^{lle} BLASS Nicole	Strasbourg
23 septembre 2009	M. BOETSCH Sébastien	Strasbourg
23 septembre 2009	M ^{lle} BOHN Nathalie	Strasbourg
23 septembre 2009	M. BONNOT Mathieu	Strasbourg
23 septembre 2009	M. BOUDEFFA ABDERRAHMANE Mehdi	Strasbourg
23 septembre 2009	M. BOULIVAN Xavier	Strasbourg
23 septembre 2009	M. BOUZID Hassen	Strasbourg
23 septembre 2009	M ^{lle} BUESSLER Sophie	Strasbourg
23 septembre 2009	M ^{lle} BUREN Maud	Strasbourg
23 septembre 2009	M. CALCATERRA Stephan	Strasbourg
23 septembre 2009	M. CHAN Georges	Strasbourg
23 septembre 2009	M. CHEDDADI Zakaria	Strasbourg
23 septembre 2009	M. CHOCALINGUM Pragaladen	Strasbourg
23 septembre 2009	M ^{lle} CICHOCKI Céline	Strasbourg
23 septembre 2009	M. DE SANTIS Romain	Strasbourg
23 septembre 2009	M. DOSDA Léonard	Strasbourg
23 septembre 2009	M ^{lle} DOUBLET Aline	Strasbourg
23 septembre 2009	M. DUFAY Timur	Strasbourg
23 septembre 2009	M. DUMONTIER Guillaume	Strasbourg
23 septembre 2009	M. EICHINGER Benjamin	Strasbourg
23 septembre 2009	M ^{lle} ERMEL Fanny	Strasbourg
23 septembre 2009	M. ESTEVES José Daniel	Strasbourg
23 septembre 2009	M ^{lle} FRANCHI Audrey	Strasbourg
23 septembre 2009	M. FRANCOIS Nicolas	Strasbourg
23 septembre 2009	M ^{lle} FRONGIA Géraldine	Strasbourg
23 septembre 2009	M ^{lle} GASS Christelle	Strasbourg
23 septembre 2009	M. GOETSCHY Bruno	Strasbourg
23 septembre 2009	M ^{lle} GRIGOROVSKI Andreea	Strasbourg
23 septembre 2009	M ^{lle} GROSGEORGE Chloé	Strasbourg
23 septembre 2009	M. GUIDOT Bernard	Strasbourg
23 septembre 2009	M. GUILLEMAIN Antoine	Strasbourg
23 septembre 2009	M ^{me} HANDAYANI Praditha (ép. BEAUFILS)	Strasbourg
23 septembre 2009	M. HELSCHGER Arnaud	Strasbourg
23 septembre 2009	M ^{lle} HEME Anaïs	Strasbourg
23 septembre 2009	M. HENNER Charles	Strasbourg
23 septembre 2009	M. HERTRICH Olivier	Strasbourg
23 septembre 2009	M ^{lle} HEYD Laurence	Strasbourg
23 septembre 2009	M ^{lle} IMBS Marjolaine	Strasbourg
23 septembre 2009	M. JAAFAR Houcine	Strasbourg
23 septembre 2009	M ^{lle} JEANNEROD Maryline	Strasbourg
23 septembre 2009	M. JOBERT Menelik	Strasbourg
23 septembre 2009	M ^{lle} JUND Déborah	Strasbourg
23 septembre 2009	M. JUNG Romain	Strasbourg
23 septembre 2009	M ^{lle} KESSLER Chloé	Strasbourg
23 septembre 2009	M ^{lle} LAIREZ Camille	Strasbourg
23 septembre 2009	M ^{lle} LAMBERT Alexandra	Strasbourg

23 septembre 2009	M ^{lle} LECINSKI Aude	Strasbourg
23 septembre 2009	M ^{lle} LEFEVRE Mélanie	Strasbourg
23 septembre 2009	M. LEYMARIE Jérémie	Strasbourg
23 septembre 2009	M ^{lle} MADER Marie	Strasbourg
23 septembre 2009	M ^{lle} MAURIN Marie-Camille	Strasbourg
23 septembre 2009	M. MEYER Gilles	Strasbourg
23 septembre 2009	M ^{lle} MEYER Laure	Strasbourg
23 septembre 2009	M ^{lle} MICOVSKA Barbora	Strasbourg
23 septembre 2009	M. MOUGIN Olivier	Strasbourg
23 septembre 2009	M. NGO Raphaël	Strasbourg
23 septembre 2009	M ^{lle} OKTAY Damla	Strasbourg
23 septembre 2009	M. PALUMBO-BEDNAREK Fabien	Strasbourg
23 septembre 2009	M ^{lle} PEUCH Emilie	Strasbourg
23 septembre 2009	M. PHAM Duc Thang	Strasbourg
23 septembre 2009	M. PHILBERT Pascal	Strasbourg
23 septembre 2009	M. PIEKAREK Cédric	Strasbourg
23 septembre 2009	M ^{lle} RECH Sarah	Strasbourg
23 septembre 2009	M. RECHT Philippe	Strasbourg
23 septembre 2009	M. REIBEL Luc	Strasbourg
23 septembre 2009	M ^{lle} RICHARD Caroline	Strasbourg
23 septembre 2009	M. ROCHET Julien	Strasbourg
23 septembre 2009	M ^{lle} ROGENMUSER Julie	Strasbourg
23 septembre 2009	M. RUSEV Radoslav	Strasbourg
23 septembre 2009	M ^{me} SARFATI Sarah (ép. GRANDJEAN)	Strasbourg
23 septembre 2009	M. SCHRECK Sylvain	Strasbourg
23 septembre 2009	M. SCHREIBER Alain	Strasbourg
23 septembre 2009	M. SCHULTZ Tristan	Strasbourg
23 septembre 2009	M ^{lle} SMOUDA Messaouda	Strasbourg
23 septembre 2009	M ^{lle} TABELLION Hélène	Strasbourg
23 septembre 2009	M ^{lle} THIEBAUT Maude	Strasbourg
23 septembre 2009	M ^{lle} TRAN Lucie	Strasbourg
23 septembre 2009	M. TRY Olivier	Strasbourg
23 septembre 2009	M. TSAI Chi-Feng	Strasbourg
23 septembre 2009	M ^{lle} VELLA-BOUCAUD Gabrielle	Strasbourg
23 septembre 2009	M. WESTERFELD Julien	Strasbourg
30 septembre 2009	M. BERTHIER Sébastien	Paris-la Villette

Juin 2010

18 juin 2010	M. MICHALOWSKI François	Paris-la Villette
--------------	-------------------------	-------------------

Juillet 2010

6 juillet 2010	M. AKDAH Abaunidal	Paris-la Villette
6 juillet 2010	M. BERNIER Jérémy	Paris-la Villette
6 juillet 2010	M ^{lle} BERTON Amandine	Paris-la Villette
6 juillet 2010	M ^{lle} BIALKOWSKI Charlotte	Paris-la Villette
6 juillet 2010	M ^{lle} BIDAL Marlène	Paris-la Villette
6 juillet 2010	M ^{lle} BIEWESCH Florence	Paris-la Villette
6 juillet 2010	M ^{lle} BROCHET Caroline	Paris-la Villette

6 juillet 2010	M. CARDIN Hugo	Paris-la Villette
6 juillet 2010	M ^{lle} CARTHAGENA Virginie	Paris-la Villette
6 juillet 2010	M. CHOQUET Raynald	Paris-la Villette
6 juillet 2010	M ^{lle} CUGNOLI Alexandra	Paris-la Villette
6 juillet 2010	M ^{lle} DAVIAU Claire	Paris-la Villette
6 juillet 2010	M ^{lle} DECONCHAT Elsa	Paris-la Villette
6 juillet 2010	M ^{lle} DELALOY Marine	Paris-la Villette
6 juillet 2010	M. DUPUIS Sylvain	Paris-la Villette
6 juillet 2010	M ^{lle} EICHEL Claire	Paris-la Villette
6 juillet 2010	M. FILLETTE Romaric	Paris-la Villette
6 juillet 2010	M ^{lle} FOSSAT Carole	Paris-la Villette
6 juillet 2010	M. GAZEAU Philippe	Paris-la Villette
6 juillet 2010	M ^{lle} GODO Elodie	Paris-la Villette
6 juillet 2010	M. GUIGNARD Marc	Paris-la Villette
6 juillet 2010	M. HADJIEV Grigor	Paris-la Villette
6 juillet 2010	M ^{lle} KIM Dong-Hee	Paris-la Villette
6 juillet 2010	M ^{lle} LANDAU Anne	Paris-la Villette
6 juillet 2010	M ^{lle} LECOINDRE Tiphaine	Paris-la Villette
6 juillet 2010	M ^{lle} LECONTE Valentine	Paris-la Villette
6 juillet 2010	M ^{lle} LEE Bobae	Paris-la Villette
6 juillet 2010	M. MALESSARD Benoît	Paris-la Villette
6 juillet 2010	M ^{lle} MANGE Caroline	Paris-la Villette
6 juillet 2010	M. MARIN Erwan	Paris-la Villette
6 juillet 2010	M. MOON Jung-Hwan	Paris-la Villette
6 juillet 2010	M ^{lle} PENARANDA Oriane	Paris-la Villette
6 juillet 2010	M ^{lle} PERREAU Cloelia	Paris-la Villette
6 juillet 2010	M. PIGEAU Aurélien	Paris-la Villette
6 juillet 2010	M ^{lle} PUGET Annabelle	Paris-la Villette
6 juillet 2010	M ^{lle} ROCCA Floriane	Paris-la Villette
6 juillet 2010	M ^{lle} SCHWAB Pauline	Paris-la Villette
6 juillet 2010	M ^{lle} SPIELVOGEL Caroline	Paris-la Villette
6 juillet 2010	M ^{lle} STASSART Roël	Paris-la Villette
6 juillet 2010	M ^{lle} SURJON Mélanie	Paris-la Villette
6 juillet 2010	M ^{lle} VACHER Alexandra	Paris-la Villette
6 juillet 2010	M. VANDENBROUCKE Eric	Paris-la Villette
7 juillet 2010	M ^{lle} HOFFSTETTER Aimie	Paris-la Villette
8 juillet 2010	M ^{lle} ADOUSSO Marie Ange	Paris-la Villette
8 juillet 2010	M ^{lle} BEKKARI Leïla	Paris-la Villette
8 juillet 2010	M. BOYET Romain	Paris-la Villette
8 juillet 2010	M. CADESTIN Hervé	Paris-la Villette
8 juillet 2010	M. DEMAY Florent	Paris-la Villette
8 juillet 2010	M ^{lle} DIMOFSKI Cléo	Paris-la Villette
8 juillet 2010	M. GAUTIER Yann	Paris-la Villette
8 juillet 2010	M. GHEZI Bernard	Paris-la Villette
8 juillet 2010	M. JIN Ou-Song	Paris-la Villette
8 juillet 2010	M. KIM Byoung Tae	Paris-la Villette

8 juillet 2010	M ^{lle} LAMAOU Imane	Paris-la Villette
8 juillet 2010	M. LEE Seung Wook	Paris-la Villette
8 juillet 2010	M. MATEKY MAZOUNBOU Gabriel	Paris-la Villette
8 juillet 2010	M ^{lle} MECHICHE Laure	Paris-la Villette
8 juillet 2010	M. PUNZO Giuseppe	Paris-la Villette
8 juillet 2010	M. RAZY Emmanuel	Paris-la Villette
8 juillet 2010	M ^{lle} TIAN Wenmu	Paris-la Villette
8 juillet 2010	M ^{lle} ZONG Chenmei	Paris-la Villette

Liste des élèves ayant obtenu le diplôme d'État d'architecte conférant le grade de master (Lot 10R).

Juillet 2009

1 ^{er} juillet 2009	M. DOUESNEL Paul	Versailles
1 ^{er} juillet 2009	M ^{lle} GROS Alice	Versailles
1 ^{er} juillet 2009	M ^{lle} GUYTON Roxane	Versailles
1 ^{er} juillet 2009	M ^{lle} MANIGAULT Marine	Versailles
1 ^{er} juillet 2009	M ^{lle} MARTIN Chloé	Versailles
1 ^{er} juillet 2009	M. MARTINEN Jean-Yves	Versailles
2 juillet 2009	M. GESS Alessandro	Versailles
2 juillet 2009	M ^{lle} MARTINS Celine	Versailles
2 juillet 2009	M ^{lle} RAIMBAULT Flore	Versailles

Février 2010

8 février 2010	M ^{lle} BESSEMOULIN Aurélie	Versailles
8 février 2010	M ^{lle} MARTIN Pauline	Versailles
8 février 2010	M ^{lle} MECKENSTOCK Florine	Versailles
10 février 2010	M ^{lle} BOU AZIZ Elise	Versailles
10 février 2010	M. DE MONTGOLFIER François	Versailles
10 février 2010	M. LEFEBVRE Victor	Versailles
10 février 2010	M ^{lle} PAN Xiaoyu	Versailles
10 février 2010	M. THOUVENIN Sébastien	Versailles
11 février 2010	M ^{lle} ARMAGNAC Maud	Versailles
11 février 2010	M ^{lle} CHAINE Amandine	Versailles
11 février 2010	M ^{lle} CLEMENT Claire	Versailles
11 février 2010	M ^{lle} GAY Marie-Madeleine	Versailles
11 février 2010	M. HACKENHEIMER Matthieu	Versailles
11 février 2010	M ^{lle} TAHTAKRAN Anahid	Versailles
12 février 2010	M. BELLITY Frédéric	Versailles
12 février 2010	M ^{lle} DA SILVA CARVALHAIS Marina	Versailles
12 février 2010	M ^{lle} EWALD Clara	Versailles
12 février 2010	M ^{lle} LECOMTE Elina	Versailles
12 février 2010	M. LEITNER Arthur	Versailles
12 février 2010	M ^{lle} MOUTON Marie	Versailles
12 février 2010	M ^{lle} RAYNAUD Camille	Versailles
12 février 2010	M ^{lle} ROULEAU Eulalie	Versailles
12 février 2010	M. SIMON Jean-Baptiste	Versailles

Juillet 2010

6 juillet 2010	M. BOITEL Clément	Paris-la Villette
6 juillet 2010	M ^{lle} DOUSSE Sarah	Paris-la Villette
6 juillet 2010	M. FOMPEYRINE Bertrand	Paris-la Villette
6 juillet 2010	M ^{lle} GLOUKHOVA Alexandra	Paris-la Villette
6 juillet 2010	M ^{lle} LARHANTEC Fanny	Paris-la Villette
6 juillet 2010	M. MAYOLY Pierre-Alain	Paris-la Villette
6 juillet 2010	M. OZ Murat	Paris-la Villette
6 juillet 2010	M ^{lle} SCHAEFFER Aurore	Paris-la Villette
6 juillet 2010	M ^{me} YAVINA Marina (ép. SIPCIC)	Paris-la Villette
8 juillet 2010	M. AGUILAR Matthias	Paris-la Villette
8 juillet 2010	M ^{lle} CODRON Aurélie	Paris-la Villette
8 juillet 2010	M ^{lle} LEONET Jennifer	Paris-la Villette
29 juillet 2010	M. ZHANG Zhao	Paris-la Villette

Septembre 2010

6 septembre 2010	M. VIEIRA QUEIROZ Andrius	Paris-la Villette
8 septembre 2010	M. LEMSEFFER Ahmed	Paris-la Villette

Liste des élèves ayant obtenu l'habilitation de l'architecte diplômé d'État à l'exercice de la maîtrise d'œuvre en son nom propre (Lot 10S).**Juillet 2007**

9 juillet 2007	M ^{lle} BOITEUX Laure	Strasbourg
9 juillet 2007	M. BURGHOLZER Julien	Strasbourg
9 juillet 2007	M. GUTHNECK Eric	Strasbourg
9 juillet 2007	M ^{lle} MARCOUX Lucie	Strasbourg
9 juillet 2007	M ^{lle} NUSSBAUMER Céline	Strasbourg

Septembre 2007

25 septembre 2007	M ^{lle} CASPAR Anne	Strasbourg
25 septembre 2007	M. CIOBOTEA Diartes	Strasbourg
25 septembre 2007	M. CLERC Pierre	Strasbourg
25 septembre 2007	M. DETOLLE Julien	Strasbourg
25 septembre 2007	M ^{lle} GOREVA Rayna	Strasbourg
25 septembre 2007	M ^{lle} GUCKEL Vanessa	Strasbourg
25 septembre 2007	M. HEITZ Cédric	Strasbourg
25 septembre 2007	M. JEANROY Julien	Strasbourg
25 septembre 2007	M ^{lle} LACHANA Ekaterina-Evangelia	Strasbourg
25 septembre 2007	M ^{lle} LIENHART Christelle	Strasbourg
25 septembre 2007	M ^{lle} PERSUY Coralie	Strasbourg
25 septembre 2007	M. RIBER Jean-Charles	Strasbourg

Novembre 2007

19 novembre 2007	M ^{lle} LANOIX Carole	Strasbourg
19 novembre 2007	M. MARX Ludovic	Strasbourg
19 novembre 2007	M. RIEGEL Gautier	Strasbourg
19 novembre 2007	M ^{lle} SOLIS Nydia	Strasbourg
19 novembre 2007	M. TRABUCCO Nicolas	Strasbourg

Juin 2008

2 juin 2008	M ^{lle} CARL Johanna	Strasbourg
2 juin 2008	M ^{lle} HELMBACHER Caroline	Strasbourg
2 juin 2008	M. ZINS Thomas	Strasbourg

Juillet 2008

11 juillet 2008	M ^{lle} DIEBOLT Sylvia	Strasbourg
11 juillet 2008	M. OBRECHT Jean	Strasbourg
11 juillet 2008	M. SILVESTRE Antoine	Strasbourg
11 juillet 2008	M ^{lle} WEISSBECK Carole	Strasbourg

Septembre 2008

5 septembre 2008	M. TERRISSE Olivier	Strasbourg
------------------	---------------------	------------

Octobre 2008

24 octobre 2008	M. BOUR François	Strasbourg
24 octobre 2008	M. EISELE Sylvain	Strasbourg
24 octobre 2008	M. FERRARI Vinicio-Livio	Strasbourg
24 octobre 2008	M ^{lle} HENNA Esther	Strasbourg
24 octobre 2008	M ^{lle} METZGER Marie-Rachel	Strasbourg
24 octobre 2008	M ^{lle} RIEHL-HUTH Violaine	Strasbourg
24 octobre 2008	M ^{lle} WILPUTTE Nancy	Strasbourg
24 octobre 2008	M. YOUNSI Selim	Strasbourg
24 octobre 2008	M ^{lle} ZIAJKA Caroline	Strasbourg

Janvier 2009

16 janvier 2009	M ^{lle} BOHRER Cécile	Strasbourg
16 janvier 2009	M ^{lle} FROSSARD Jasmine	Strasbourg
16 janvier 2009	M. GEORGE Flavien	Strasbourg
16 janvier 2009	M. HERRBACH Martial	Strasbourg
16 janvier 2009	M ^{lle} HORN Anne-Sophie	Strasbourg
16 janvier 2009	M. JUND Christophe	Strasbourg
16 janvier 2009	M. MOUILLON Thomas	Strasbourg
16 janvier 2009	M. MUNSCHY Guillaume	Strasbourg
16 janvier 2009	M ^{lle} PENEVA Gallyna	Strasbourg
16 janvier 2009	M ^{lle} STOECKEL Julie	Strasbourg
16 janvier 2009	M ^{lle} VIANNENC Claire	Strasbourg

Avril 2009

17 avril 2009	M ^{lle} PROBST Sophy	Strasbourg
17 avril 2009	M ^{me} SUKHORUKOVA Olga (ép. BIELENAS)	Strasbourg
17 avril 2009	M. VERGNAUD Yannick	Strasbourg

Juillet 2009

8 juillet 2009	M ^{lle} HAAS Nathalie	Strasbourg
8 juillet 2009	M. JANSKI Piotr	Strasbourg
8 juillet 2009	M ^{me} KRUK Marzena (ép. CHARRIER)	Strasbourg

Janvier 2010

15 janvier 2010	M ^{lle} BERTRAND Maelle	Strasbourg
15 janvier 2010	M ^{lle} BOURQUIN Maryline	Strasbourg
15 janvier 2010	M ^{lle} CASSIS Emilie	Strasbourg
15 janvier 2010	M ^{lle} CAUTERO Laetitia	Strasbourg
15 janvier 2010	M. DI NISI Joseph	Strasbourg
15 janvier 2010	M. GALMICHE Charly	Strasbourg
15 janvier 2010	M ^{lle} GEMPIN Angelique	Strasbourg
15 janvier 2010	M ^{me} HAMMER Sophie (ép. BERNOLD)	Strasbourg
15 janvier 2010	M ^{lle} HEIM Mélanie	Strasbourg
15 janvier 2010	M ^{lle} INTERING Alexandra	Strasbourg
15 janvier 2010	M ^{lle} KIELWASSER Edwige	Strasbourg
15 janvier 2010	M. LASCH Victor	Strasbourg
15 janvier 2010	M ^{lle} MULLER Eva	Strasbourg
15 janvier 2010	M ^{lle} PERNOT Emeline	Strasbourg
15 janvier 2010	M. PICQUET Loïc	Strasbourg
15 janvier 2010	M ^{lle} SALIU Eralda	Strasbourg
15 janvier 2010	M. TAQUARD Gautier	Strasbourg
15 janvier 2010	M. VONACH Luc	Strasbourg
15 janvier 2010	M. WALTER Thomas	Strasbourg
15 janvier 2010	M ^{lle} ZHU Xiaolin (ép. WANG)	Strasbourg

Liste des élèves ayant obtenu le diplôme d'architecte diplômé par le gouvernement (Lot 10T).**Juillet 2005**

4 juillet 2005	M ^{lle} AEHLIG Grit	Paris-Val de Seine
----------------	------------------------------	--------------------

Annexe de l'arrêté du 15 septembre 2010 portant transfert de propriété des biens appartenant à l'État pris en application des dispositions de l'article L. 451-9 du Code du patrimoine (article 13 de la loi n° 2002-5 du 4 janvier 2002) (arrêté publié au *J.O* n° 223 du 25 septembre 2010).

Liste des biens transférés à la commune de Dijon

Service des musées de France :

Collection Campana, antiques, envoi de 1863

INV. ÉTAT	INV. MUSÉE	TITRE	TECHNIQUE	DIMENSIONS	DÉPÔT	NOTES
1 (n° d'envoi)	CA 1236	Pithos	impasto ; décor estampé	H. : 100	1863	récolé-vu
2 (n° d'envoi)	CA 1237	Amphore	bucchero ; décor estampé	H. : 29,5	1863	récolé-vu
3 (n° d'envoi)	CA 1238	Amphore	bucchero ; incisé	H. : 19,5	1863	récolé-vu
4 (n° d'envoi)	CA 1239	Ēnochoé	bucchero ; incisé	H. : 29,3	1863	récolé-vu
5 (n° d'envoi)	CA 1240	Ēnochoé	bucchero	H. : 28,8	1863	récolé-vu
6 (n° d'envoi)	CA 1241	Ēnochoé	bucchero ; incisé	H. : 22,7	1863	récolé-vu
7 (n° d'envoi)	CA 1242	Ēnochoé	bucchero ; décor appliqué ?	H. : 22,6 ; D. panse : 13,5	1863	récolé-vu
8 (n° d'envoi)	CA 1243	Ēnochoé	bucchero	H. : 18,3	1863	récolé-vu
9 (n° d'envoi)	CA 1244	Ēnochoé	bucchero ; incisé ; décor à la roulette	H. : 17,5	1863	récolé-vu
10 (n° d'envoi)	CA 1245	Ēnochoé	bucchero ; incisé	H. : 16,2	1863	récolé-vu
11 (n° d'envoi)	CA 1246	Olpè	bucchero	H. : 16,4	1863	récolé-vu
12 (n° d'envoi)	CA 1247	Olpè	bucchero	H. : 12,6	1863	récolé-vu
13 (n° d'envoi)	CA 1248	Olpè	bucchero ; incisé	H. : 12,5	1863	récolé-vu
14 (n° d'envoi)	CA 1249	Olpè	bucchero ; incisé ; décor à la roulette	H. : 13	1863	récolé-vu
15 (n° d'envoi)	CA 1250	Canthare	bucchero ; incisé ; décor à la roulette	H. : 15 ; D. : 14,7	1863	récolé-vu
16 (n° d'envoi)	CA 1251	Canthare	bucchero ; incisé	H. : 11,3 ; D. : 11,3	1863	récolé-vu
17 (n° d'envoi)	CA 1252	Calice	bucchero ; incisé et estampé	H. : 18,7 ; D. : 17,2	1863	récolé-vu
18 (n° d'envoi)	CA 1253	Calice	bucchero ; incisé	H. : 14,7 ; D. : 15,4	1863	récolé-vu
19 (n° d'envoi)	CA 1254	Calice	bucchero ; incisé ; décor à la roulette	H. : 15,5 ; D. : 15,6	1863	récolé-vu
20 (n° d'envoi)	CA 1255	Calice	bucchero ; incisé ; moulé	H. : 11,3 ; D. : 15,4	1863	récolé-vu
21 (n° d'envoi)	CA 1256	Calice	bucchero ; incisé	H. : 8,4 ; D. : 14,1	1863	récolé-vu
22 (n° d'envoi)	CA 1257	Kyathos	bucchero	H. : 14,6 ; D. : 15	1863	récolé-vu
23 (n° d'envoi)	CA 1258	Skyphos	terre cuite ; vernis noir	H. : 11,3 ; D. : 13,5	1863	récolé-vu
24 (n° d'envoi)	CA 1259	Coupe	bucchero ; incisé ; décor à la roulette	D. : 16,5 (avec anses)	1863	récolé-vu
25 (n° d'envoi)	CA 1260	Coupe	bucchero ; incisé	H. : 15,5 ; D. : 7,2	1863	récolé-vu
26 (n° d'envoi)	CA 1261	Skyphos	bucchero ; incisé ; décor à la roulette	H. : 10,1 ; D. : 11,8 (sans anses)	1863	récolé-vu

27 (n° d'envoi)	CA 1262	Œnochoé	terre cuite ; figures rouges	H. : 32	1863	récolé-vu
28 ? (n° d'envoi)	CA 1263 ? ; sans n°	Œnochoé	terre cuite ; peinture superposée	H. : 30 ; D. panse : 14	1863	récolé-vu
29 (n° d'envoi)	CA 1264	Œnochoé	terre cuite ; peinture superposée	H. : 23,8	1863	récolé-vu
30 (n° d'envoi)	CA 1265	Œnochoé	terre cuite ; peinture superposée	H. : 21,5	1863	récolé-vu
31 (n° d'envoi)	CA 1266	Œnochoé	terre cuite ; peinture superposée	H. : 14,5	1863	récolé-vu
32 (n° d'envoi)	CA 1267	Epichysis	terre cuite ; peinture superposée	H. : 13,8	1863	récolé-vu
33 (n° d'envoi)	CA 1268	Œnochoé	terre cuite ; peinture superposée	H. : 13,1	1863	récolé-vu
34 (n° d'envoi)	CA 1269	Skyphos	terre cuite ; peinture superposée	H. : 9,5 ; D. : 7,8	1863	récolé-vu
35 (n° d'envoi)	CA 1270	Plat	terre cuite ; figures rouges	D. : 21	1863	récolé-vu
36 (n° d'envoi)	CA 1271 ; 1517	Plat	terre cuite ; figures rouges	H. : 5 ; D. : 14,5	1863	récolé-vu
37 (n° d'envoi)	CA 1272	Plat	terre cuite ; figures rouges	H. : 4,7 ; D. : 14,2	1863	récolé-vu
38 (n° d'envoi)	CA 1273	Amphore	impasto ; incisé	H. : 16,5	1863	récolé-vu
39 (n° d'envoi)	CA 1274	Vase	terre commune	H. : 12,5 ; D. : 7,3	1863	récolé-vu
40 (n° d'envoi)	CA 1275	Coupe	terre cuite ; incisé	H. : 8,8 ; D. : 9,1	1863	récolé-vu
41 (n° d'envoi)	CA 1276	Alabastre	terre cuite ; figures noires	H. : 23,3	1863	récolé-vu
42 (n° d'envoi)	CA 1277	Alabastre	terre cuite ; figures noires	H. : 14,5	1863	récolé-vu
43 (n° d'envoi)	CA 1278	Alabastre	terre cuite ; peinture brune et lie de vin	H. : 14	1863	récolé-vu
44 (n° d'envoi)	CA 1279	Alabastre	terre cuite ; peinture brune et lie de vin	H. : 10	1863	récolé-vu
45 (n° d'envoi)	CA 1280	Alabastre	terre cuite ; peinture brune et lie de vin	H. : 9	1863	récolé-vu
46 (n° d'envoi)	CA 1281	Alabastre	terre cuite ; peinture brune et lie de vin	H. : 7,5	1863	récolé-vu
47 (n° d'envoi)	CA 1282	Alabastre	terre cuite ; peinture brune et lie de vin	H. : 6,6	1863	récolé-vu
48 (n° d'envoi)	CA 1283	Alabastre	terre cuite ; peinture brune et lie de vin	H. : 9	1863	récolé-vu
49 (n° d'envoi)	CA 1284	Alabastre	terre cuite ; peinture brune et lie de vin	H. : 14,7	1863	récolé-vu
50 (n° d'envoi)	CA 1285	Aryballe	terre cuite ; peinture brune et lie de vin	H. : 10	1863	récolé-vu
51 (n° d'envoi)	CA 1286	Aryballe	terre cuite ; peinture brune et lie de vin	H. : 10,4	1863	récolé-vu
52 (n° d'envoi)	CA 1287	Aryballe	terre cuite ; peinture brune et lie de vin	H. : 10,5	1863	récolé-vu
53 (n° d'envoi)	CA 1288	Aryballe	terre cuite ; peinture brune et lie de vin	H. : 10	1863	récolé-vu
54 (n° d'envoi)	CA 1289	Aryballe	terre cuite ; peinture brune	H. : 8,7	1863	récolé-vu
55 (n° d'envoi)	CA 1290	Aryballe	terre cuite ; peinture brune	H. : 7,3	1863	récolé-vu
56 (n° d'envoi)	CA 1291	Aryballe	terre cuite ; figures noires	H. : 13,5	1863	récolé-vu
57 (n° d'envoi)	CA 1292	Aryballe	terre cuite ; figures noires	H. : 7,8 ; D. : 6	1863	récolé-vu
58 (n° d'envoi)	CA 1293	Aryballe	terre cuite ; peinture brune et lie de vin	H. : 8	1863	récolé-vu

59 (n° d'envoi)	CA 1294	Aryballe	terre cuite ; peinture brune et lie de vin	H. : 8	1863	récolé-vu
60 (n° d'envoi)	CA 1295	Aryballe	terre cuite ; figures noires	H. : 6	1863	récolé-vu
61 (n° d'envoi)	CA 1296	Amphore	terre cuite ; figures noires	H. : 58	1863	récolé-vu
62 (n° d'envoi)	CA 1297	Amphore	terre cuite ; figures noires	H. : 43	1863	récolé-vu
63 (n° d'envoi) ; 1059	CA 1298 ; 132	Lécythe	terre cuite ; figures noires	H. : 19,3	1863	récolé-vu
64 (n° d'envoi)	CA 1299	Coupe	terre cuite ; figures noires	H. : 10,2 ; D. : 19	1863	récolé-vu
65 (n° d'envoi)	CA 1300 ; 8 ; 419 ?	Stamnos	terre cuite ; figures rouges	H. : 29,2	1863	récolé-vu
66 (n° d'envoi)	CA 1301	Coupe	terre cuite ; figures rouges	H. : 9 ; D. : 42 (avec anses)	1863	récolé-vu
67 (n° d'envoi)	CA 1302	Skyphos	terre cuite ; peinture superposée	H. : 9,2 ; D. : 7,5	1863	récolé-vu
68 (n° d'envoi)	CA 1303	Plat ou assiette	terre cuite ; vernir noir	D. : 15,6	1863	récolé-vu
69 (n° d'envoi) ; 551	CA 1304 ; 215	Cratère	terre cuite ; vernir noir	H. : 29,1 ; D. : 26,2	1863	récolé-vu
70 (n° d'envoi)	CA 1305	Amphore	terre cuite ; vernir noir	H. : 9,3	1863	récolé-vu
71 (n° d'envoi)	CA 1306	Canthare	terre cuite ; incisé ; peinture superposée	H. : 10 ; D. : 8,4	1863	récolé-vu
72 (n° d'envoi)	CA 1307	Ēnochoé	terre cuite ; vernis noir	H. : 24,3	1863	récolé-vu
73 (n° d'envoi)	CA 1308	Ēnochoé	terre cuite ; vernis noir	H. : 17,4	1863	récolé-vu
74 (n° d'envoi)	CA 1309	Ēnochoé	terre cuite ; vernis noir	H. : 13,5	1863	récolé-vu
75 (n° d'envoi)	CA 1310	Lécythe	terre cuite ; vernis noir	H. : 12,2	1863	récolé-vu
76 (n° d'envoi)	CA 1311	Ēnochoé	terre cuite ; moulé ; vernis noir	H. : 12,7	1863	récolé-vu
77 (n° d'envoi)	CA 1312	Ēnochoé	terre cuite ; peinture superposée	H. : 7,3	1863	récolé-vu
78 (n° d'envoi)	CA 1313	Ēnochoé	terre cuite ; vernis noir	H. : 7,5	1863	récolé-vu
79 (n° d'envoi)	CA 1314	Askos	terre cuite ; vernis noir	D. : 8,4 (base)	1863	récolé-vu
80 (n° d'envoi)	CA 1315	Askos	terre cuite ; peinture superposée	H. : 5,3 ; D. : 12,5 (avec goulot)	1863	récolé-vu
81 (n° d'envoi)	CA 1316	Phiale	terre cuite ; vernis noir ; décor estampé	D. : 16,2	1863	récolé-vu
82 (n° d'envoi)	CA 1317	Plat ?	terre cuite ; vernis noir ; décor estampé	D. : 32,8	1863	récolé-vu
83 (n° d'envoi)	CA 1318	Plat	terre cuite ; vernis noir	D. : 29	1863	récolé-vu
84 (n° d'envoi)	CA 1319	Plat	terre cuite ; vernis noir	D. : 26,4	1863	récolé-vu
85 (n° d'envoi)	CA 1320 ; CC 369	Plat	terre cuite ; vernis noir	D. : 19,7	1863	récolé-vu
86 ? (n° d'envoi)	CA 1321 ? ; 569	Assiette	terre cuite ; vernis noir	D. : 19	1863	récolé-vu
87 (n° d'envoi)	CA 1322	Assiette ou plat	terre cuite ; vernis noir	D. : 19,5 (bord inférieur)	1863	récolé-vu
88 (n° d'envoi)	CA 1323	Assiette ou plat	terre cuite ; vernis noir	H. : 4,9 ; D. : 16,8	1863	récolé-vu
89 (n° d'envoi)	CA 1324	Assiette	terre cuite ; vernis noir ; décor estampé	D. : 14	1863	récolé-vu
90 (n° d'envoi)	CA 1325	Plat	terre cuite ; vernis noir	D. : 13,6	1863	récolé-vu

91 ? (n° d'envoi) ; 110	CA 1326 ?	Coupe	terre cuite ; incisé ; décor estampé	H. : 13,8	1863	récolé-vu
92 (n° d'envoi)	CA 1327 (urne) ; CA 1337 (couvercle)	Urne cinéraire	terre cuite ; traces de couleurs	H. : 26 ; L. : 44 ; l. : 22,5 (urne) ; L. : 49 ; l. : 25 (couvercle)	1863	récolé-vu
93 (n° d'envoi) ; 37	CA 1328 (urne) ; CA 1336 (couvercle)	Urne cinéraire	terre cuite ; traces de couleurs	H. : 21,5 ; L. : 34 ; l. : 19 (urne) ; L. : 35,6 ; l. : 20,2 (couvercle)	1863	récolé-vu
94 ? (n° d'envoi)	CA 1329 ?	Relief	terre cuite	H. : 68,5 ; L. : 76 ; Ep. : 14	1863	récolé-vu
95 (n° d'envoi)	CA 1330	Relief	terre cuite	H. : 33 ; L. : 42	1863	récolé-vu
96 (n° d'envoi) ; 83	CA 1332 ; 608	Figurine	terre cuite ; traces de couleurs	H. : 23,5	1863	récolé-vu
97 (n° d'envoi)	CA 1331	Figurine	terre cuite	H. : 28,3	1863	récolé-vu
98 (n° d'envoi)	CA 1333	Ex-voto	terre cuite	H. : 30	1863	récolé-vu
99 (n° d'envoi)	CA 1334 ; 333	Ex-voto	terre cuite ; traces de peintures	H. : 11,4	1863	récolé-vu
100 (n° d'envoi)	CA 1335	Gargouille : chien	terre cuite ; traces de peintures	H. : 18	1863	récolé-vu
101 (n° d'envoi)	CA 1112	Statue	marbre ; ronde-bosse	H. : 140	1863	récolé-vu

Musée du Louvre, département des peintures

INV. ÉTAT	AUTEUR	TITRE	TECHNIQUE	DIMENSIONS	DÉPÔT	NOTES
INV 185 ; L 3754	Anonyme, France, XVII ^e s.	Déploration du Christ	peinture à l'huile ; cuivre	H. : 32 ; L. : 24	1895	récolé-vu
INV 2837 ; LP 5135	Bouton Charles-Marie	Vue intérieure de Saint-Étienne-du-Mont à Paris	peinture à l'huile ; toile	H. : 150 ; L. : 120	1872	récolé-vu
INV 3298 ; MN 95	Coignard Louis	Le Repos du matin, près d'une rivière	peinture à l'huile ; toile	H. : 90 ; L. : 154	1885	récolé-vu
INV 3548 ; B 536	Coytel Antoine	La Colère d'Achille	peinture à l'huile ; toile	H. : 351 ; L. : 705	1872	récolé-vu
INV 4342 ; C 181	Duvivier Ignace	Paysage	peinture à l'huile ; toile	H. : 213 ; L. : 151	1872	récolé-vu
INV 5707 ; LP 4680	Larivière Charles-Philippe-Auguste de	Portrait en pied de l'amiral Roussin	peinture à l'huile ; toile	H. : 218 ; L. : 142	1872	récolé-vu
INV 364 ; MR 335	Macchiavelli Zenobio de	Couronnement de la Vierge	peinture ; bois	H. : 164 ; L. : 166	1876	récolé-vu
INV 6436 ; MR 2085	Marlet Jean-Henri	Raphaël recevant le Pape Léon X dans son atelier	peinture à l'huile ; toile	H. : 130 ; L. : 195	1876	récolé-vu
INV 708 ; B 115	Nuvolone Carlo, Francesco	Le Repos de la Sainte Famille	peinture ; bois	H. : 51 ; L. : 36	1872	récolé-vu
INV 8078 ; MR 24958	Suvée Joseph-Benoît	L'Amiral de Coligny en impose à ses assassins dit aussi Mort de l'Amiral Coligny	peinture à l'huile ; toile	H. : 325 ; L. : 260	1872	récolé-vu
INV 6379 ; MR 2588	Van Loo Charles-Amédée	La Fille de Jephthé allant au devant de son père	peinture à l'huile ; toile	H. : 320 ; L. : 256	1872	récolé-vu
INV 733 ; MR 305	Vasari Giorgio	Saint-Pierre marchant sur les eaux	peinture à l'huile ; bois	H. : 139 ; L. : 102	1872	récolé-vu

Envois du Consulat et de l'Empire

INV. MUSÉES	AUTEUR	TITRE	TECHNIQUE	DIMENSIONS	DÉPÔT	NOTES
CA 1	Albani (L'albane) Francesco	La Sainte Famille	peinture à l'huile ; toile	H. : 320 ; L. : 198	1812	récolé-vu
CA 560	Anonyme, France, xvi ^e s.	Un Mariage princier	peinture à l'huile ; toile	H. : 115 ; L. : 162	1803	récolé-vu
CA 526	Anonyme, France, xvii ^e s.	La Vierge présentant l'Enfant Jésus à Saint-Antoine-de-Padoue	peinture à l'huile ; toile	H. : 206 ; L. : 146	1809	récolé-vu
CA 542	Anonyme, France, xvii ^e s.	Aveugle près d'un âne renversé	peinture à l'huile ; bois	H. : 65 ; L. : 49	1803	récolé-vu
CA 29	Anonyme, Italie, xvii ^e s.	Saint-Pierre repentant	peinture à l'huile ; toile	H. : 72 ; L. : 62	1812	récolé-vu
CA 247	Aved Joseph	Portrait de Jean-Philippe Rameau	peinture à l'huile ; toile	H. : 79 ; L. : 80	1812	récolé-vu
CA 41	Bassano Francesco	Le Martyre de Saint-Sébastien	peinture à l'huile ; toile	H. : 65 ; L. : 76	1812	récolé-vu
CA 39	Bassano Gerolamo	La Flagellation	peinture à l'huile ; toile	H. : 131 ; L. : 94	1803	récolé-vu
CA 38	Bassano Jacopo	Noé fait entrer les animaux dans l'Arche	peinture à l'huile ; toile	H. : 131 ; L. : 171	1812	récolé-vu
CA 40	Bassano Jacopo	Le Repas d'Emmaüs	peinture à l'huile ; toile	H. : 196 ; L. : 260	1812	récolé-vu
CA 9	Batoni Pompeo	Cléopâtre montre à Antoine le buste de César	peinture à l'huile ; toile	H. : 105 ; L. : 100	1812	récolé-vu
CA 93	Bernaerts Nicasiaus	Chiens, chats et gibier mort	peinture à l'huile ; toile	H. : 138 ; L. : 184	1812	récolé-vu
CA 18	Bonnemer François, Caracci Annibale (Carrache Annibal) (d'après)	La Chananéenne	peinture à l'huile ; toile	H. : 256 ; L. : 201	1809	récolé-vu
CA 102	Brueghel Jan I, de Velours (dit)	Le Château de Mariemont	peinture à l'huile ; toile	H. : 186 ; L. : 292	1812	récolé-vu
CA 76	Carpi Girolamo da	La Sainte Famille, Sainte-Catherine et un ange	peinture à l'huile ; toile	H. : 97 ; L. : 112	1803	récolé-vu
CA 104	Champaigne Philippe de	La Présentation au Temple	peinture à l'huile ; toile	H. : 392 ; L. : 325	1812	récolé-vu
CA 494	Cornéille Michel I, le Père (dit)	La Présentation de la Vierge au Temple	peinture à l'huile ; toile	H. : 184 ; L. : 135	1803	récolé-vu
	Cornéille Michel I, le Père (dit)	L'Assomption	peinture à l'huile ; toile	H. : 202 ; L. : 166	1803	récolé-vu
CA 265	Coytel Charles, Antoine	L'Adoration des bergers	peinture à l'huile ; toile	H. : 158 ; L. : 103	1803	récolé-vu
CA 263	Coytel Charles, Antoine	Le Sacrifice de la fille de Jephthé	peinture à l'huile ; toile	H. : 147 ; L. : 216	1803	récolé-vu
CA 268	Coytel Noël	Sainte-Geneviève recevant une médaille de Saint-Germain	peinture à l'huile ; toile	H. : 95 ; L. : 95	1803	récolé-vu
CA 108	Crayer Gaspard de	Le Christ mort	peinture à l'huile ; bois	H. : 279 ; L. : 222	1803	récolé-vu
CA 107	Crayer Gaspard de	L'Assomption de la Vierge	peinture à l'huile ; toile	H. : 380 ; L. : 276	1809	récolé-vu
CA 576	Flemalle Berthollet	La Résurrection de Lazare	peinture à l'huile ; toile	H. : 372 ; L. : 250	1809	récolé-vu
CA 22	Gennari Benedetto	La Sainte Famille avec Sainte-Anne et Saint-Jean-Baptiste tenant un agneau	peinture à l'huile ; toile	H. : 97 ; L. : 129	1803	récolé-vu
CA 117	Janssens Cornelis, Ceulen van	Portrait d'un jeune gentilhomme	peinture à l'huile ; toile	H. : 71 ; L. : 49	1803	récolé-vu
CA 370	Jouvenet Jean	Le Christ sur la Croix	peinture à l'huile ; toile	H. : 179 ; L. : 114	1803	récolé-vu
CA 344	La Fosse Charles de	Bacchus et Ariane	peinture à l'huile ; toile	H. : 242 ; L. : 185	1803	récolé-vu
CA 345	Lagrenée Louis, l'Ainé (dit)	Les Deux veuves d'un chef indien se disputant les honneurs du bûcher	peinture à l'huile ; toile	H. : 325 ; L. : 422	1812	récolé-vu

CA 493	Le Brun Charles	Le Christ au linceul	peinture à l'huile ; toile	H. : 76 ; L. : 162	1803	récolé-vu
CA 381	Le Sueur Eustache	Le Christ sur la Croix	peinture à l'huile ; toile	H. : 184 ; L. : 119	1804	récolé-vu
CA 30	Luini Bernardino	La Vierge et l'Enfant	peinture à l'huile ; bois	H. : 72 ; L. : 62	1812	récolé-vu
CA 71	Maitre de Scandicci	La Vierge, l'Enfant Jésus et Saint-Jean-Baptiste	peinture à l'huile ; bois	H. : 75 ; L. : 59	1809	récolé-vu
CA 70	Malatesta da Pistoia Leonardo	La Vierge, l'Enfant Jésus, le petit Saint-Jean-Baptiste et Saint-Bernardin	peinture à l'huile ; bois	H. : 74 ; L. : 58	1803	récolé-vu
CA 152	Meulen Adam, Frans van der	Le Siège de Lille en 1667	peinture à l'huile ; toile	H. : 47 ; L. : 116	1812	récolé-vu
CA 33	Parmigianino Francesco, Mazzola (dit, d'après)	La Sainte Famille et un ange	peinture à l'huile ; toile	H. : 53 ; L. : 40	1812	récolé-vu
CA 425	Perrin Jean, Charles, Nicaise	La Mort de Sénèque	peinture à l'huile ; toile	H. : 325 ; L. : 325	1812	récolé-vu
CA 68	Pontormo, Carucci Jacopo (dit)	Saint-Jean-Baptiste	peinture à l'huile ; bois	H. : 65 ; L. : 47	1812	récolé-vu
CA 134	Ravesteyn Dirk de Quade van	Vénus endormie	peinture à l'huile ; bois	H. : 116 ; L. : 190	1812	récolé-vu
CA 487	Regnault Jean-Baptiste, Valentin Jean (ou Jean de Boulogne ou de Boullongne) (d'après)	Martyre des saints Procès et Masinien	peinture à l'huile ; toile	H. : 308 ; L. : 165	1809	récolé-vu
CA 43	Reni Guido, Le Guide (dit)	Le Père éternel	peinture à l'huile ; toile	H. : 78 ; L. : 99	1803	récolé-vu
CA 42	Reni Guido, Le Guide (dit)	Adam et Ève	peinture à l'huile ; toile	H. : 277 ; L. : 196	1809	récolé-vu
CA 164	Rubens Petrus, Paulus	Le Lavement des pieds	peinture à l'huile ; bois	H. : 78 ; L. : 80	1803	récolé-vu
CA 163	Rubens Petrus, Paulus	La Vierge présente l'Enfant à Saint-François-d'Assise	peinture à l'huile ; toile	H. : 179 ; L. : 154	1809	récolé-vu
CA 165	Rubens Petrus, Paulus	L'Entrée du Christ à Jérusalem	peinture à l'huile ; bois	H. : 79 ; L. : 80	1803	récolé-vu
CA 65	Strozzi Bernardo	Sainte-Cécile et l'Ange	peinture à l'huile ; toile	H. : 75 ; L. : 82	1812	récolé-vu
CA 135	Thulden Théodore van	Martyre de Sainte-Barbe	peinture à l'huile ; toile	H. : 184 ; L. : 130	1809	récolé-vu
CA 14	Véronese Paolo, Caliari (dit, atelier de)	La Vierge apparaissant à Saint-Antoine, Saint-Paul ermite, Saint-Paul et Saint-Pierre	peinture à l'huile ; toile	H. : 338 ; L. : 219	1809	récolé-vu
CA 13	Véronese Paolo, Caliari (dit)	Moïse sauvé des eaux	peinture à l'huile ; toile	H. : 122 ; L. : 175	1812	récolé-vu
CA 49	Véronese Paolo, Caliari (dit)	L'Assomption de la Vierge	peinture à l'huile ; toile	H. : 167 ; L. : 114	1803	récolé-vu

Collection Campana, peintures, envoi de 1863

INV. ÉTAT	AUTEUR	TITRE	TECHNIQUE	DIMENSIONS	DÉPÔT	NOTES
Cornu 638	Anonyme, Flandres, xviii ^e s.	Paysage au coucher de soleil	peinture à l'huile ; bois	H. : 130 ; L. : 98	1863	récolé-vu
Cornu 577	Domenichino (Domeniquin)	Judith	peinture à l'huile ; bois	H. : 130 ; L. : 98	1863	récolé-vu
Cornu 476	Andrea Del Sarto Andrea d'Agnolo di Francesco (dit, d'après)	La Sainte Famille	peinture à l'huile ; bois	H. : 82 ; L. : 66	1863	récolé-vu
Cornu 303	Surghi Lorenzo	Descente de Croix	peinture à l'huile ; bois	H. : 38 ; L. : 30	1863	récolé-vu

Musée d'Orsay

INV. ÉTAT	AUTEUR	TITRE	TECHNIQUE	DIMENSIONS	DÉPÔT	NOTES
RF 836 ; FNAC 703	Dampt Jean	Mignon	marbre	H. : 184 ; L. : 56 ; P. : 53	1901	récolé-vu
RF 850 ; FNAC 59	Gagliardini Julien, Gustave	Coup de midi, Provence	peinture à l'huile ; toile	H. : 54 ; L. : 73	1897	récolé-vu
RF 93	Heilbuth Ferdinand	Le Mont de Piété	peinture à l'huile ; toile	H. : 109 ; L. : 130	1902	récolé-vu
RF 345	Leroux Hector	Herculanum, 23 août, an 79	peinture à l'huile ; toile	H. : 190 ; L. : 303	1882	récolé-vu
RF 187	Mercié Antonin	Dalila	bronze	H. : 70 ; L. : 47 ; P. : 31	1874	récolé-vu
RF 189 ; FNAC 337	Moreau Mathurin	Fileuse	marbre	H. : 137 ; L. : 80 ; P. : 70	1896	récolé-vu
RF 949 ; FNAC 508	Tournes Étienne	La Première communiant	peinture à l'huile ; toile	H. : 74 ; L. : 93	1903	récolé-vu

Service des arts plastiques :

Fonds national d'art contemporain

INV. ÉTAT	AUTEUR	TITRE	TECHNIQUE	DIMENSIONS	DÉPÔT	NOTES
FNAC PFH-1177	Appert Eugène	Fruits et instruments	peinture à l'huile ; toile	H. : 163 ; L. : 131	1851	récolé-vu
FNAC PFH-1178	Appert Eugène	Une Armure	peinture à l'huile ; toile	H. : 163 ; L. : 129	1851	récolé-vu
FNAC 1117	Bellé Jean, Joseph	Trois motifs pris à Florence	fusain ; papier	H. : 28,5 ; L. : 23,6 (1) ; H. : 19,5 ; L. : 30,5 (2) ; H. : 29,5 ; L. : 24,6 (3)	1898	récolé-vu
FNAC PFH-1180	Berthon René, Théodore	Le Songe d'Oreste	peinture à l'huile ; toile	H. : 326 ; L. : 262	1817	récolé-vu
FNAC 1726	Billotte René	Un Coin de Paris, soir d'hiver	peinture à l'huile ; toile	H. : 108 ; L. : 92	1892	récolé-vu
FNAC PFH-1743	Blondel Merry-Joseph	Polixène ou la tendresse maternelle	peinture à l'huile ; toile	H. : 316 ; L. : 416	1818	récolé-vu
FNAC 1553	Bouchard Louis, Henri	Douleur d'Adam et d'Ève devant le cadavre d'Abel tué par Caïn	plâtre	H. : 164 ; L. : 128 ; P. : 30	1904	récolé-vu
FNAC PFH-4639	Bouguereau William	Le Triomphe de Galathée	peinture à l'huile ; toile	H. : 292 ; L. : 223	1856	récolé-vu
FNAC 138	Boulanger Louis	Portrait d'homme	peinture à l'huile ; toile	H. : 134 ; L. : 104	1896	récolé-vu
FNAC FH 866-43	Boulanger Louis	Vive la joie	peinture à l'huile ; toile	H. : 90 ; L. : 130	1896	récolé-vu
FNAC PFH-2480 (3)	Boulard Auguste	Le Dragon	eau-forte	H. : 77,7 ; L. : 62,8	1893	récolé-vu
FNAC PFH-1250	Bridan Pierre, Charles	Bossuet	marbre	H. : 212 ; L. : 95 ; P. : 76	1825	récolé-vu
FNAC FH 861-234	Cabet Paul	Le Réveil du Printemps	marbre	H. : 199 ; L. : 62 ; P. : 61	1871	récolé-vu
FNAC 2069	Cabié Louis, Alexandre	Sous les noyers, brumes de décembre	peinture à l'huile ; bois	H. : 34 ; L. : 49	1909	récolé-vu
FNAC PFH-1184	Chapu Henri, Michel, Antoine	Clytie métamorphosée en tournesol	marbre	H. : 170	1872	récolé-vu
FNAC 192 ; FNAC FH 867-371	Chemillion Jean-Louis	Religieux greffant un arbre	marbre	H. : 64 ; L. : 78 ; P. : 38	1869	récolé-vu
FNAC 860 ; FNAC 225	Chervet Léon, François	Daniel François Esprit Auber	marbre	H. : 94 ; L. : 75 ; P. : 47	1893	récolé-vu
FNAC 752	Choppin Paul, François	Chaussier	plâtre	H. : 73	1899	récolé-vu

FNAC 412	Chrétien René-Louis	Les Bonnes bouteilles	peinture à l'huile ; toile	H. : 55 ; L. : 65	1903	récolé-vu
FNAC 2452	Claude Eugène	L'Automne, fruits	peinture à l'huile ; toile	H. : 75 ; L. : 92	1909	récolé-vu
FNAC 305	Claude Eugène	Une Vieille bible	peinture à l'huile ; toile	H. : 81 ; L. : 100	1880	récolé-vu
FNAC PFH-1504	Constantin Charles, Dominique, Vivant	Roi Louis-Philippe	peinture à l'huile ; toile	H. : 231 ; L. : 166	1841	récolé-vu
FNAC PFH-1185	Cornet Alphonse	Ensevelissement des morts à Champigny	peinture à l'huile ; toile	H. : 90 ; L. : 134	1874	récolé-vu
FNAC 337	Cros Henry, Cros Henry-Isidore-César (dit)	Ingénieur Navier	plâtre	H. : 82 ; L. : 60 ; P. : 37	1899	récolé-vu
FNAC PFH-1186	Dagnan Isidore	Vue de Paris	peinture à l'huile ; toile	H. : 114 ; L. : 162	1831	récolé-vu
FNAC 1233	Dampt Jean	Diane pleurant Actéon	marbre	H. : 206 ; L. : 70 ; P. : 80	1889	récolé-vu
FNAC 1370 ; FNAC 941	Dampt Jean	La Fin du rêve	plâtre	H. : 180 ; L. : 105 ; P. : 98	1896	récolé-vu
FNAC 1629	Debat-Ponsan Édouard	L'Humanité en deuil	peinture à l'huile ; toile	H. : 160 ; L. : 210	1906	récolé-vu
FNAC 1268	Déchenaud Adolphe	Portrait de ma mère	peinture à l'huile ; toile	H. : 108 ; L. : 112	1904	récolé-vu
FNAC 3057	Déchenaud Adolphe	Noces d'or	peinture à l'huile ; toile	H. : 166 ; L. : 203,5	1910	récolé-vu
FNAC PFH-1187	Delobbe François-Alfred	N°Fissa, femme d'Alger	peinture à l'huile ; toile	H. : 91 ; L. : 127,5	1874	récolé-vu
FNAC PFH-1188	Diebolt Georges	Sapho sur le rocher de Leucade	marbre	H. : 203 ; L. : 53 ; P. : 70	1848	récolé-vu
FNAC 532	Fix-Masseau Pierre-Félix	Fragment	taille ; marbre	H. : 37 ; L. : 38 ; P. : 31	1897	récolé-vu
FNAC PFH-1375	Flandrin Paul-Jean	Souvenir de Provence	peinture à l'huile ; toile	H. : 90 ; L. : 118	1875	récolé-vu
FNAC PFH-1505	Franque Jean-Pierre	La Conversation de Saint-Paul	peinture à l'huile ; toile	H. : 323 ; L. : 389	1825	récolé-vu
FNAC 1711	Frémiet Emmanuel	Diego Velazquez	plâtre	H. : 377 ; L. : 77 ; P. : 205	1894	récolé-vu
FNAC 244	Galliac Louis	L'Épreuve d'eau-forte	peinture à l'huile ; toile	H. : 156 ; L. : 160	1895	récolé-vu
FNAC 60	Geoffroy Henri, Jules, Jean	La Prière des humbles	peinture à l'huile ; toile	H. : 145 ; L. : 192	1893	récolé-vu
FNAC 130 ; FNAC 231	Gervex Henri	La Communion à l'église la Trinité	peinture à l'huile ; toile	H. : 405 ; L. : 345	1885	récolé-vu
FNAC 214	Glaize Pierre, Paul, Léon	Le Réveil	peinture à l'huile ; toile	H. : 139 ; L. : 195	1884	récolé-vu
FNAC FH 863-91	Glaize Pierre, Paul, Léon	Ésope chez Xanthus	peinture à l'huile ; toile	H. : 108 ; L. : 184	1863	récolé-vu
FNAC 1167	Gosselin Charles	Le Bassin de Neptune	peinture à l'huile ; toile	H. : 170 ; L. : 142	1889	récolé-vu
FNAC PFH-1748	Granger Jean, Pierre	Homère et le berger Glaucus	peinture à l'huile ; toile	H. : 323 ; L. : 278	1819	récolé-vu
FNAC FH 862-120	Guibbert Eugène	Impératrice Eugénie	peinture à l'huile ; toile	H. : 242 ; L. : 157	1863	récolé-vu
FNAC 1360	Guillaume Eugène, Guillaume Jean-Baptiste (dit)	Le Mariage romain	marbre	H. : 170 ; L. : 120 ; P. : 118	1908	récolé-vu
FNAC PFH-1506	Guillaumet Gustave	Les Femmes du douar de la rivière	peinture à l'huile ; toile	H. : 187 ; L. : 282	1872	récolé-vu
FNAC 1269	Guillemet Jean, Baptiste, Antoine	Moret	peinture à l'huile ; toile	H. : 90 ; L. : 130	1904	récolé-vu
FNAC 1251	Guillon Adolphe, Irénée	Vue de Menton au clair de lune	peinture à l'huile ; toile	H. : 82 ; L. : 101	1889	récolé-vu
FNAC 508	Guillon Adolphe, Irénée	Noyers de la Cordelle, à Vézelay	peinture à l'huile ; toile	H. : 200 ; L. : 270	1884	récolé-vu

FNAC 1097	Guinier Henri	Le Pardon de Sainte-Anne	peinture à l'huile ; toile	H. : 178,5 ; L. : 149	1903	récolé-vu
FNAC FH 862-143	Hagemann Godefroy de	Le Repos à midi	peinture à l'huile ; toile	H. : 163 ; L. : 130	1864	récolé-vu
FNAC 603	Hébert Pierre-Eugène-Émile	Cabet, sculpteur	marbre	H. : 85 ; L. : 65 ; P. : 45	1884	récolé-vu
FNAC FH 867-135	Henner Jean-Jacques	Byblis changée en source	peinture à l'huile ; toile	H. : 88 ; L. : 167	1868	récolé-vu
FNAC FH 869-202	Hillemacher Eugène-Ernest	Aristide et le paysan	peinture à l'huile ; toile	H. : 129 ; L. : 100	1872	récolé-vu
FNAC PFH-1508	Jacquand Claudius	Le Pérugin dessinant chez des moines à Pérouse	peinture à l'huile ; toile	H. : 80 ; L. : 145	1860	récolé-vu
FNAC PFH-1377	Jouffroy François	Érigone	marbre	H. : 141 ; L. : 100 ; P. : 70	1852	récolé-vu
FNAC PFH-1510	Jouffroy François	Gaspard Monge	marbre	H. : 72 ; L. : 32 ; P. : 44	1839	récolé-vu
FNAC PFH-1511	Lambert Antoine, Eugène	Marais de Longpré, Somme	peinture à l'huile ; toile	H. : 77 ; L. : 137	1874	récolé-vu
FNAC PFH-4987	Lanoue Hippolyte, Félix	Vue prise à l'Arícia	peinture à l'huile ; toile	H. : 39 ; L. : 68	1869	récolé-vu
FNAC 1720 ; FNAC 983	Larche Raoul	La Prairie et le Ruisseau	plâtre	H. : 150 ; L. : 120 ; P. : 100	1894	récolé-vu
FNAC 1082	Laronze Jean	Pêcheurs ; Charollais	peinture à l'huile ; toile	H. : 97 ; L. : 131	1902	récolé-vu
FNAC 1014	Legout-Gérard Fernand	L'Entrée du Vieux bassin	peinture à l'huile ; toile	H. : 92 ; L. : 110	1903	récolé-vu
FNAC PFH-1518	Lescorne Joseph-Stanislas	Ariane abandonnée	marbre	H. : 132	1854	récolé-vu
FNAC 1583	Loiseau-Bailly Georges	Le Silence	piere	H. : 80 ; L. : 60 ; P. : 45	1905	récolé-vu
FNAC PFH-1537	Lordon Pierre-Jérôme	Sémiramis	peinture à l'huile ; toile	H. : 325 ; L. : 268	1823	récolé-vu
FNAC PFH-1538	Lordon Pierre-Jérôme	Roi Louis XVIII	peinture à l'huile ; toile	H. : 86 ; L. : 73	1823	récolé-vu
FNAC FH 863-139	Loyeux Charles, Antoine	Empereur Napoléon III	peinture à l'huile ; toile	H. : 214 ; L. : 149	1863	récolé-vu
FNAC PFH-1520	Mathieu Auguste	Vue de la salle des tombeaux des ducs de Bourgogne	peinture à l'huile ; toile	H. : 96 ; L. : 115	1847	récolé-vu
FNAC 208	Mélingue Lucien	La Levée du siège de Metz en 1553	peinture à l'huile ; toile	H. : 240 ; L. : 378	1879	récolé-vu
FNAC PFH-1522	Meyer Louis, Johan, Hendrick	Combat entre le brick français l'Abeille et le brick anglais l'Alacrité, le 11 mai 1811	peinture à l'huile ; toile	H. : 122 ; L. : 190	1844	récolé-vu
FNAC PFH-1523	Moreau Gustave	Le Cantique des cantiques	peinture à l'huile ; toile	H. : 300 ; L. : 319	1853	récolé-vu
FNAC 35	Moreau Mathurin	Le Repos	plâtre	H. : 166 ; L. : 152 ; P. : 103	1893	récolé-vu
FNAC PFH-1524	Moreau Mathurin	La Fée aux fleurs	bronze	H. : 146 ; L. : 104 ; P. : 74	1862	récolé-vu
FNAC 885	Moteley Jules, Georges	Matinée d'automne à Clécy	peinture à l'huile ; bois	H. : 120 ; L. : 200	1900	récolé-vu
FNAC PFH-1525	Nanteuil, Nanteuil-Lebeuf Célestin, François (dit)	La Lecture de Don Quichotte	peinture à l'huile ; toile	H. : 145 ; L. : 100	1874	récolé-vu
FNAC PFH-1527	Pérignon Alexis-Joseph	Sainte-Cécile	peinture à l'huile ; toile	H. : 130 ; L. : 100	1858	récolé-vu
FNAC FH 865-233	Portail Amédée, Louis	Fleurs dans les ruines	peinture à l'huile ; toile	H. : 158 ; L. : 118	1866	récolé-vu
FNAC PFH-4638	Ramey Étienne-Jules	Vénus anadyomène	marbre	H. : 154	1825	récolé-vu
FNAC PFH-1750	Ravergie Hippolyte	Empereur Napoléon III	peinture à l'huile ; toile	H. : 242 ; L. : 157,5	1863	récolé-vu

FNAC 82	Ronot Charles	Les Ouvriers de la dernière heure	peinture à l'huile ; toile	H. : 178 ; L. : 210	1879	récolé-vu
FNAC 631	Sabatte Fernand	Près du feu	peinture à l'huile ; toile	H. : 73 ; L. : 60	1898	récolé-vu
FNAC 996	Schoenewerk Alexandre	Un Prisonnier dangereux	marbre	H. : 170 ; L. : 80 ; P. : 55	1886	récolé-vu
FNAC 753	Schroeder Louis, Jean, Désiré	Œdipe et Antigone	marbre	H. : 200 ; L. : 115 ; P. : 90	1886	récolé-vu
FNAC 1009 ; FNAC 1544	Tournois Joseph	Michel Anguier	plâtre	H. : 105 ; L. : 67 ; P. : 63	1896	récolé-vu
FNAC PFH-1535	Tournois Joseph	Persée	bronze	H. : 232 ; L. : 54 ; P. : 57	1893	récolé-vu
FNAC PFH-1532	Weber Théodore, Alexander	Le Naufrage du brick anglais l'Euphémie au Tréport	peinture à l'huile ; toile	H. : 159 ; L. : 250,4	1871	récolé-vu
FNAC PFH-1533	Ziegler Jules, Claude	Les Pasteurs	peinture à l'huile ; toile	H. : 282 ; L. : 213	1855	récolé-vu

Bulletin officiel



Coupon d'abonnement (1)

Nom, prénom :
(ou service destinataire)

Pour un renouvellement, n° d'abonné :

Adresse complète :

Adresse de livraison (si différente) :

Téléphone :

Profession (2) :

Nombre d'abonnements souhaités : x 50€ = pour l'année

Date et signature (3).

(1) À retourner au ministère de la Culture et de la Communication, SG, Centre de documentation juridique et administrative, 182, rue Saint-Honoré, 75033 Paris Cedex 1. Le règlement établi à l'ordre du régisseur d'avances et de recettes du ministère de la Culture et de la Communication est à envoyer au ministère de la Culture et de la Communication, SG, Bureau du fonctionnement des services, **M^{me} Christine Sosson**, 182, rue Saint-Honoré, 75033 Paris Cedex 1.

(2) S'il y a lieu, pour les particuliers.

(3) Pour les services, nom et qualités du souscripteur et griffe de l'établissement.